

#3

Afrique centrale



#3 Table des matières

0	– Résumé exécutif	204
1	– Les principales caractéristiques de la région Afrique centrale	208
1.1	LES FORÊTS TROPICALES HUMIDES	208
1.2	ZONES DE TRANSITION FORÊT HUMIDE-SAVANE	213
1.3	LES SAVANES SOUDANIENNES ORIENTALES ET LES SAVANES SAHÉLIENNES À ACACIAS	214
1.4	LES FORÊTS À MIOMBO DU SUD	215
2	– Les problématiques et les défis de la conservation	218
2.1	LES MENACES DIRECTES	218
2.1.1	Le commerce non durable de protéines issues d'animaux sauvages	218
2.1.2	Le commerce international massif et criminel de faune sauvage et d'ivoire	219
2.1.3	La perte d'habitats	221
2.1.4	Nouvelles maladies	224
2.2	LES PRINCIPAUX VECTEURS DES MENACES	225
2.2.1	La croissance démographique, la pauvreté et les systèmes agricoles	225
2.2.2	La mauvaise gouvernance	226
2.2.3	Les conflits nationaux et régionaux	227
3	– Les efforts de conservation en cours	230
3.1	COMIFAC, PFBC ET CEEAC – UN CADRE RÉGIONAL POUR LA CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ	230
3.2	LES PRINCIPALES AGENCES DE FINANCEMENT ET PARTENAIRES DE LA CONSERVATION	231
4	– Les enseignements tirés et les approches prometteuses	238
4.1	LES MEILLEURS ASSEMBLAGES DE BIODIVERSITÉ RESTANTE SE TROUVENT DANS DES AIRES PROTÉGÉES	238
4.2	UN FINANCEMENT À LONG TERME EST ESSENTIEL POUR UNE CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ	238
4.3	UNE APPROCHE FONDÉE SUR LE PAYSAGE, Y COMPRIS POUR LES ACT, AMÉLIORE LA CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ	238
4.4	DES PARTENARIATS AVEC LE SECTEUR PRIVÉ OFFRENT DES MODÈLES PROMETTEURS POUR L'AMÉLIORATION DE LA CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ EN AFRIQUE CENTRALE	239
4.5	UNE VOLONTÉ POLITIQUE AU PLUS HAUT NIVEAU EST ESSENTIELLE POUR UNE CONSERVATION EFFICACE DE LA BIODIVERSITÉ	243

4.6	OBTENIR UNE ADHÉSION À LA CONSERVATION DANS DES ENVIRONNEMENTS FORESTIERS S'EST AVÉRÉ DIFFICILE	243
4.7	LES PROJETS DE CONSERVATION NE VONT PAS RÉSOUDRE TOUS LES PROBLÈMES SOCIO-ÉCONOMIQUES DES COMMUNAUTÉS LOCALES	245
4.8	LES PLUS BELLES RÉUSSITES DE LA CONSERVATION COMMUNAUTAIRE SONT LIÉES AU TOURISME AVEC OU SANS PRÉLÈVEMENT DE RESSOURCES NATURELLES	246
4.9	L'APPLICATION DES LOIS SUR LA NATURE EST AMÉLIORÉE SI LE PROCESSUS JUDICIAIRE EST ÉTROITEMENT SUIVI	247
4.10	LA SEULE APPLICATION DES LOIS N'EST PAS UNE SOLUTION À LONG TERME POUR LA CRISE DE LA VIANDE DE BROUSSE	247

|||||

5 _ Les actions de conservation prioritaires 250

5.1	APPUI <i>IN SITU</i> DE LONGUE DURÉE DES AIRES PROTÉGÉES DANS LES PAYSAGES PRIORITAIRES POUR LA CONSERVATION	250
5.1.1	Les aires de conservation transfrontalières (ACT)	254
5.1.2	Autres PPC prioritaires	260
5.2	COLLABORER AVEC L'INDUSTRIE EXTRACTIVE PRIVÉE POUR AMÉLIORER LA CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ EN DEHORS DES AIRES PROTÉGÉES	266
5.3	LA FORMATION ET LE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS	266
5.4	RÉSOUTRE LE PROBLÈME DE LA VIANDE DE BROUSSE	267
5.4.1	Réduire la demande de viande de brousse	268
5.4.2	Améliorer la durabilité de l'offre en gérant mieux la ressource	268
5.4.3	Créer un environnement institutionnel et politique favorable et propice	269
5.5	DÉMANTELER LES RÉSEAUX DE CRIME CONTRE LES ESPÈCES SAUVAGES ET RÉDUIRE LA DEMANDE	271

|||||

_ Annexes 274

|||||

Liste des figures

Figure 1.	Les types d'occupation du sol de la région Afrique centrale	210
Figure 2.	Concessions minières dans le paysage du TRIDOM	223
Figure 3.	ACT du Grand Virunga	255
Figure 4.	ACT du Grand TRIDOM-TNS	257
Figure 5.	ACT de Gamba-Mayumba-Conkouati	259
Figure 6.	PPC de Zakouma-Siniah et de Manovo-Gounda-Saint-Floris-Bamingui-Bangoran	259
Figure 7.	Carte des PPC proposés pour la région Afrique centrale	261
Figure 8.	Aires protégées dans la région Afrique centrale	274

|||||

Tableau

Tableau 1.	Principales caractéristiques des PPC d'Afrique centrale	262
------------	---	-----

|||||

Liste des encadrés

Encadré 1.	Éléments principaux du plan de convergence de la COMIFAC 2015-2025	231
Encadré 2.	<i>African Parks</i> – Un nouveau modèle pour la gestion des aires protégées	240
Encadré 3.	PROGEPP – Un partenariat public-privé pour gérer la zone tampon du PN de Nouabalé-Ndoki	242
Encadré 4.	L'importance d'un soutien politique de haut niveau pour la conservation	244
Encadré 5.	Partenariats pour la sécurité et la conservation – Un concept qui lie les efforts de conservation de la faune sauvage aux efforts faits pour renforcer la sécurité des populations locales	252
Encadré 6.	Monitoring spatial et outil de compte-rendu – SMART	253



Acronymes

ACT	Aire de conservation transfrontalière
AALF	Appui à l'application de la loi sur la faune
ABC	Amis des bonobos du Congo
ACF	<i>African Conservation Foundation</i>
AECID	<i>Agencia española de cooperación internacional para el desarrollo</i> (Espagne)
AFD	Agence française de développement
AFRICOM	Commandement des États-Unis pour l'Afrique
ANPN	Agence nationale des parcs nationaux (Gabon)
AP	Aire protégée
APLS	Armée populaire de libération du Soudan
APN	<i>African Parks Network</i>
ATIBT	Association technique international des bois tropicaux
AWF	<i>African Wildlife Foundation</i>
BAD	Banque africaine de développement
BAK	Biodiversité au Katanga
BCI	<i>Bonobo Conservation Initiative</i>
BIOPAMA	Programme pour la gestion de la biodiversité et des aires protégées
BMZ	Ministère fédéral pour la coopération économique et le développement (Allemagne)
CAFEC	<i>Central African Forest Ecosystem Conservation</i>
CARPE	Programme régional pour l'environnement en Afrique centrale
CAWHFI	Initiative pour le patrimoine mondial forestier d'Afrique centrale
CBCSP	<i>Community Based Conservation Security Partnerships</i>
GCRN	Gestion communautaire des ressources naturelles
CBD	Convention sur la diversité biologique
CBFP	Partenariat pour les forêts du bassin du Congo
CBNRM	Gestion participative des ressources naturelles
CEEAC	Communauté économique des États d'Afrique centrale
CI	<i>Conservation International</i>
CIB	Congolaise industrielle du bois (filiale d'OLAM)
CIFOR	Centre pour la recherche forestière internationale
CITES	Convention pour le commerce international des espèces de faune et de flore menacées d'extinction
COMIFAC	Commission des forêts d'Afrique centrale
CSE	Commission de sauvegarde des espèces
DFGF	<i>Dian Fossey Gorilla Fund</i>
EAGLE	<i>Eco Activists for Governance and Law Enforcement</i>
ECOFAC	Écosystèmes forestiers d'Afrique centrale
EFG	École de faune de Garoua
EIE	Étude d'impact environnemental
EIES	Étude d'impact environnemental et social
ENF	École nationale des eaux et forêts du Gabon
ERAIFT	École régionale postuniversitaire d'aménagement et de gestion intégrés des forêts et territoires tropicaux (RDC)
É.-U.	États-Unis d'Amérique
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
FB	<i>Fundación Biodiversidad</i>
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FFEM	Fonds français pour l'environnement mondial
FFI	<i>Fauna and Flora International</i>
FLEGT	Programme pour l'application des réglementations forestières, gouvernance et échanges commerciaux
FSC	<i>Forest Stewardship Council</i>
FTNS	Fondation Trinationale de la Sangha
FZS	<i>Frankfurt Zoological Society</i>
GIC	<i>Gilman International Conservation</i>

GTZ	<i>Deutsche gesellschaft für technische Zusammenarbeit</i>
GRASP	Partenariat pour la survie des grands singes
HGBF	<i>Howard G. Buffet Foundation</i>
ICCN	Institut congolais pour la conservation de la nature
ICWC	Consortium international de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages
IFIA	Association interafricaine des industries forestières
INCEF	Fonds international pour la conservation et l'éducation
INTERPOL	Organisation internationale de la police
KfW	<i>Kreditanstalt für Wiederaufbau</i> – Banque de développement
LAGA	<i>Last Great Ape Organization</i>
LEM	<i>Law Enforcement Monitoring</i> (surveillance de l'application des lois)
LRA	<i>Lord's Resistance Army</i> (groupe rebelle d'origine ougandaise)
MAAMA	<i>Ministerio de agricultura, alimentación y medio ambiente</i> (Espagne)
MECNT	Ministère de l'Environnement, de la Conservation de la nature et du Tourisme
MF	<i>Murry Foundation</i>
MIKE	Suivi de l'abattage illicite d'éléphants
MIKES	Minimisation de l'abattage illégal des éléphants et d'autres espèces menacées d'extinction
MINEF	Ministère des Eaux et Forêts
MIST	Système de gestion des informations
NICFI	Initiative internationale du gouvernement norvégien pour le climat et les forêts
OFAC	Observatoire des forêts d'Afrique centrale
OMD	Organisation mondiale des douanes
ONG	Organisation non gouvernementale
ONGI	Organisation non gouvernementale internationale
PALF	Projet d'appui à l'application de la loi sur la faune
PAPECALF	Plan d'action sous-régional des pays de l'Espace COMIFAC pour le renforcement de l'application des législations nationales sur la faune sauvage
PIB	Produit intérieur brut
PPC	Paysage prioritaire pour la conservation
PSC	Partenariat pour la sécurité et la conservation
PCSC	Partenariat communautaire pour la sécurité et la conservation
PEXULAB	Plan d'extrême urgence de lutte anti-braconnage
PFBC	Partenariat pour les forêts du bassin du Congo
PFNL	Produits forestiers non ligneux
PN	Parc national
PNKB	Parc national de Kahuzi-Biega
PNNN	Parc national de Nouabalé-Ndoki
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations unies pour l'environnement
PPP	Partenariat public-privé
PREPAN	Projet de réhabilitation du réseau des parcs nationaux (Banque mondiale)
PROGEPP	Projet de gestion de la périphérie du parc national de Nouabalé-Ndoki
PSC	Partenariat pour la sécurité et la conservation
RAFAM	Réseau africain de forêts modèles
RAPAC	Réseau des aires protégées d'Afrique centrale
RC	Réserve communautaire
RCA	République centrafricaine
RDC	République démocratique du Congo
REDD/REDD+	Réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts
RF	Réserve de faune
RFO	Réserve de faune à okapi
RS	Réserve spéciale
SCAEMPS	<i>Strengthening Central African Environmental Management and Policy Support</i>



SI	<i>Smithsonian Institute</i>
SIDA	Syndrome d'immunodéficience acquise
SMART	<i>Self-Monitoring, Analysis and Reporting Technology</i> – outil de surveillance spatiale et de rapports
SPM	Site du patrimoine mondial
SYVBAC	Système de suivi de la filière viande de brousse en Afrique centrale
TLL	Tshuapa-Lomami-Lualaba
TNS	Trinational de la Sangha
TRIDOM	Paysage trinational Dja-Odzala-Minkebe
UCN	Unité de coordination nationale
UE	Union européenne
UICN	Union internationale pour la conservation de la nature
UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture
UNODC	Office des Nations unies contre la drogue et le crime
UPDF	Force de défense du peuple ougandais
USAID	Agence américaine pour le développement international
USFWS	<i>United States Fish and Wildlife Service</i>
VIH	Virus de l'immunodéficience humaine
VIS	Virus de l'immunodéficience simienne
WCS	<i>Wildlife Conservation Society</i> (Société pour la conservation de la vie sauvage)
WEN	<i>Wildlife Enforcement Networks</i> – Réseaux d'application des lois sur la faune
WR	<i>Wildlife reserve</i> (réserve d'espèces sauvages)
WWF	Fonds mondial pour la nature
ZCV	Zones cynégétiques villageoises
ZICO	Zone d'importance pour la conservation des oiseaux
ZSL	Société zoologique de Londres
ZSM	Société zoologique du Milwaukee

O

Résumé exécutif



>0 _ Résumé exécutif

Ce chapitre 3 s'organise en cinq sections: 1) une introduction à la faune et aux habitats d'Afrique centrale; 2) un examen des défis, des menaces et des facteurs de risques; 3) un examen des efforts de conservation en cours; 4) les enseignements tirés et les approches prometteuses, particulièrement en ce qui concerne l'approche paysagère de la gestion des aires protégées, les partenariats avec le secteur privé, l'engagement des communautés locales, et l'application de la loi; 5) des mesures indicatives visant une conservation à long terme de la faune sauvage en Afrique centrale.

La section 1 décrit les principaux habitats et écosystèmes naturels d'Afrique centrale et le statut de la faune et de la flore dans cette région. Elle décrit les forêts tropicales humides qui dominent l'Afrique centrale (y compris les îles volcaniques du golfe de Guinée), les zones de transition forêt humide-savane, si riches en biodiversité, les savanes et les forêts sahéliennes au nord du bloc de forêt humide et les forêts de miombo au sud. Le bloc de forêt humide est, de loin, la plus vaste étendue continue de forêt d'Afrique avec notamment la plus grande superficie de forêt marécageuse de la planète. Les forêts d'Afrique centrale se caractérisent par de forts taux d'endémisme, avec plusieurs espèces emblématiques telles que quatre sous-espèces de gorilles, le bonobo et l'okapi. Elles représentent aussi un gigantesque puits de carbone et influencent fortement les schémas météorologiques locaux. L'existence de vastes étendues d'habitats encore intactes, situées en dehors des aires protégées, particulièrement dans la zone de forêt humide, supportant des densités humaines généralement faibles, signifie qu'il n'est pas trop tard pour agir pour la conservation.

La section 2 examine les menaces qui pèsent à long terme sur les espèces sauvages d'Afrique centrale. Le commerce de viande de brousse est probablement la menace majeure et il entraîne une disparition de la faune dans de vastes zones de forêts par ailleurs intactes (syndrome de la «forêt vide»). Le commerce est fortement favorisé par l'exploitation industrielle du bois et par les activités minières qui fournissent aux chasseurs un accès facile et rapide vers les blocs forestiers les plus reculés. La perte d'habitat causée par la déforestation, principalement due à la culture itinérante et à la récolte de bois de feu et de charbon de bois, est aussi une menace, même si le rythme de la déforestation y est plus faible que partout ailleurs en Afrique. L'accaparement de terres pour des plantations agro-industrielles, spécialement les palmiers à huile, représente aussi une menace grandissante. Les facteurs les plus importants face à toutes ces menaces sont la croissance de la population, la pauvreté et une faible gouvernance. L'inadéquation des régimes fonciers avec l'absence de droits d'usage des ressources pour les populations riveraines, ainsi que les conflits armés sont également des vecteurs de menaces. Enfin, l'insécurité et les

conflits affectent la région depuis des décennies et ont un effet dévastateur sur les capacités de gérer des aires protégées et de protéger la faune.

La section 3 présente les efforts de conservation en cours. La Commission des forêts d'Afrique centrale (COMIFAC) et le Partenariat pour les forêts du bassin du Congo (PFBC) fournissent le cadre stratégique pour une coopération régionale et une collaboration des bailleurs en Afrique centrale. Cette section passe en revue les principaux bailleurs bi- et multilatéraux et les ONG de conservation qui travaillent en Afrique centrale.

La section 4 passe en revue les enseignements tirés et les approches prometteuses. La principale leçon à retenir est que les aires protégées (AP) abritent la biodiversité la mieux protégée avec les assemblages de faune les plus intacts, et que ces AP sont celles qui bénéficient d'un appui à long terme des organismes donateurs et de leurs partenaires techniques. Les partenariats public-privé (PPP) pour la gestion d'AP offrent de bonnes opportunités d'en renforcer la gestion dans des pays d'Afrique centrale où les capacités de gestion des AP sont très faibles. L'approche paysagère, ciblant des groupes d'AP et les zones qui les lient entre elles (notamment des aires de conservation transfrontalières), améliore significativement les résultats de la conservation parce que les habitats, spécialement dans le bloc de forêt humide, restent relativement intacts. Il existe des opportunités prometteuses de partenariat avec des opérateurs forestiers et miniers du secteur privé dont les concessions couvrent la majorité des forêts qui relient des AP et qui sont tenus d'intégrer des mesures de conservation dans leurs plans de gestion juridiquement contraignants. La constitution d'alliances pour la conservation au sein des communautés locales s'est avérée difficile parce que les populations de la forêt sont très individualistes dans leur approche de l'utilisation des ressources naturelles. L'inadéquation du régime foncier complique encore les choses et contribue à des situations de «libre accès» aux ressources, entraînant leur surexploitation. Il y a peu d'exemples de programmes d'appui aux moyens d'existence qui contribuent vraiment à une utilisation plus durable des ressources naturelles en Afrique centrale. De plus, le paradigme «conservation liée au développement» qui domine la réflexion moderne sur la conservation de la biodiversité a trop souvent abouti à des projets de conservation qui devaient tenir compte de tous les problèmes socio-économiques des populations vivant aux environs des aires protégées, alors qu'ils disposaient rarement des ressources financières ou de l'expertise nécessaires pour cela. Enfin, il ne peut y avoir de progrès durable dans la conservation de la vie sauvage s'il n'y a pas de volonté politique au plus haut niveau.



^
Mandrill mâle adulte au parc national de la Lopé, Gabon, site du patrimoine naturel et culturel, où l'on peut parfois observer plusieurs centaines d'individus. Les mandrills sont endémiques de la partie nord-est des forêts tropicales humides centrafricaines.

La section 5 expose un plan pour conserver à long terme la vie sauvage en Afrique centrale. L'appui aux paysages prioritaires pour la conservation (PPC) qui comprennent les aires protégées (AP) les plus importantes d'Afrique centrale est le pilier essentiel de la stratégie parce que ces aires sont celles qui ont les plus grandes chances de survivre aux nombreuses pressions qui s'exerceront sur la faune et sur les ressources naturelles dans les années à venir. Priorité est donnée aux sites qui contiennent les assemblages d'espèces sauvages d'Afrique centrale les plus intacts. Les sites du patrimoine mondial (SPM) sont aussi prioritaires en raison de leur statut qui reconnaît leur importance mondiale pour la conservation de la nature, ainsi que les sites inscrits sur les Listes indicatives des États parties pour obtenir le statut de SPM ou ceux qui protègent des éléments spécifiques globalement importants et qui n'existent nulle part ailleurs. Au total, quelque 60 AP sont incluses parmi les PPC identifiés. Trois PPC particulièrement importants, qui sont aussi des aires de conservation transfrontalières (ACT), sont (i) le PPC du Grand Virunga (qui empiète sur la région Afrique de l'Est) le long du rift Albertin qui englobe 11 AP, y compris trois SPM, (ii) le PPC du Grand TRIDOM-TNS qui comprend 14 AP dont trois SPM, et (iii) le PPC de Gamba-Mayumba-Conkouati qui comprend quatre AP. Ensemble, ces trois PPC protègent une proportion substantielle de la diversité de la faune et de la flore d'Afrique centrale. Ils incluent aussi la plupart des aires prioritaires identifiées dans les plans d'action pour les gorilles et les chimpanzés et hébergent la majorité des dernières populations d'éléphants de forêt, dont probablement la moitié se trouve au Gabon. Ces vastes PPC offrent aussi de bonnes opportunités de développer de nouveaux partenariats public-privé (PPP) et de renforcer ceux qui existent déjà pour la gestion des AP, mais aussi de développer des PPP avec les secteurs minier et forestier, pour la conservation de la faune et des activités de subsistance durables dans les zones tampons intermédiaires.

Si la formation continue sera toujours une composante importante de l'appui aux aires protégées (AP), le plus grand handicap pour une gestion efficace des AP demeure la faible capacité de gestion des AP et le manque de possibilités qui encourageraient des professionnels compétents de la conservation (à tous les niveaux) à rejoindre les structures de gestion et à y faire carrière. Le renforcement institutionnel et/ou un appui à la capacité de réforme des structures nationales en charge des AP devraient donc être une des priorités stratégiques de ce plan.

Les mesures pour démanteler les réseaux de crime contre la vie sauvage sont aussi des composantes essentielles du plan et elles devraient s'articuler autour de trois thèmes: (i) établir une collaboration entre organisations et institutions; (ii) renforcer l'application des lois; (iii) sanctionner sévèrement la criminalité contre la vie sauvage. Il faut soutenir le plan d'action régional de la Commission des forêts d'Afrique centrale (COMIFAC) pour le renforcement de l'application des lois, tout comme les efforts importants des réseaux d'ONG qui luttent contre le trafic illégal.

Enfin, il faut traiter le problème du commerce non durable de viande de brousse. Même s'il n'existe pas de solution toute faite pour cette problématique difficile, il est impossible de l'ignorer. La plus grande part de la viande de brousse est consommée dans les zones urbaines où elle est considérée comme un produit de luxe alors que, chez les populations rurales, elle répond plutôt à un problème de sécurité alimentaire. Le plan identifie trois domaines où il faut prendre des mesures: (i) réduire la demande de viande de brousse notamment en développant des sources de protéines alternatives à un prix comparable à celui du gibier, (ii) améliorer la durabilité de l'approvisionnement grâce à une meilleure gestion de la ressource et (iii) créer un environnement institutionnel et politique favorable de façon à ce que les utilisateurs de la ressource aient, au niveau local, un droit d'accès et une incitation à la gérer de façon durable.

1

Les principales caractéristiques de la région Afrique centrale



>1 _ Les principales caractéristiques de la région Afrique centrale

La région Afrique centrale, telle que définie pour les besoins de ce document, couvre huit pays – **le Cameroun, le Gabon, la Guinée équatoriale, la République centrafricaine, la République du Congo, la République démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe et le Tchad.**

Le bloc de forêt tropicale humide que l'on appelle communément le bassin du Congo est la caractéristique dominante de la région Afrique centrale en termes de superficie, de richesse et de diversité spécifique, de séquestration de carbone et d'influence sur le climat. Dans le golfe de Guinée, les îles de Sao Tomé-et-Principe se caractérisent aussi par des zones de forêt tropicale humide, petites mais biologiquement importantes. Au nord et au sud du bloc de forêt humide, les transitions écologiques vers la forêt et la savane donnent naissance à un certain nombre d'écosystèmes biologiquement importants.

1.1 LES FORÊTS TROPICALES HUMIDES

Les forêts tropicales humides constituent un vaste bloc d'une superficie estimée à 1,79 million de km² en Afrique centrale¹ qui s'étend sur six pays (Cameroun, Gabon, Guinée équatoriale, République centrafricaine, République du Congo et République démocratique du Congo). Elles sont aussi présentes dans de petites zones du Nigeria et de l'Angola. Le bloc forestier englobe une vaste étendue constituée de différents types de forêt humide congolienne de basse altitude et, beaucoup plus limitées et menacées, des zones de forêt de montagne riches en biodiversité, dans la région du mont Cameroun à l'ouest et dans celle du rift Albertin à l'est. Cette vaste étendue de forêt est souvent appelée le bassin du Congo, mais elle couvre en fait plusieurs bassins versants: Congo, Sanaga, Ntem, Ogooué, Nyanga, Niari et Kwilu et, à l'est, le bassin du Nil. Grossièrement, deux tiers de ces forêts sont drainées par le fleuve Congo et 60 % d'entre elles sont situées en République démocratique du Congo (RDC).

Les forêts tropicales humides d'Afrique centrale forment un bloc forestier pratiquement ininterrompu, dont quelque 80 % se trouvent entre 300 et 1 000 m au-dessus du niveau de la mer². Les chutes de pluie annuelles sont comprises entre 1 600 et 2 000 mm, même si, le long des côtes entre le Cameroun et le Gabon, les chutes de pluie annuelles sont beaucoup plus élevées (de 3 000 à 11 000 mm). Les variations climatiques au cours des derniers deux millions d'années ont eu une influence significative

sur les forêts du bassin du Congo. En réaction aux expansions et aux contractions des calottes glaciaires polaires, des périodes sèches et froides ont alterné avec des périodes humides plus chaudes, causant le rétrécissement et l'expansion des forêts. Pendant les périodes plus sèches, les forêts se réduisirent à une série de refuges situés le long des massifs montagneux de la côte atlantique, sur les montagnes de l'est de la RDC, et dans les galeries forestières et les marécages liés au fleuve Congo. Ces forêts dites refuges ont joué le rôle de réservoirs pour les espèces forestières dans les périodes de contraction forestière et, alors que la forêt se fragmentait ou s'étendait, les espèces forestières et non forestières furent à maintes reprises mêlées dans une sorte de «tourbillon évolutif»³. L'okapi, la «girafe» emblématique de la forêt de la RDC, est l'exemple par excellence d'une espèce de forêt qui affiche clairement ses origines de savane.

La diversité générale, en particulier celle de la végétation, des forêts d'Afrique centrale est élevée, même si elle n'est pas aussi remarquable que celle de la région Afrique australe. Mais ce qui rend ces forêts particulièrement intéressantes est qu'une grande partie de la faune et de la flore ne se trouvent nulle part ailleurs dans le monde, et ceci est vrai, non seulement au niveau spécifique, mais également à celui du genre, voire de la famille. Les forêts de basse altitude contiennent près de 10 000 plantes supérieures, dont 30 % sont endémiques (neuf familles y sont endémiques), alors que les forêts d'altitude (y compris les zones afro-alpines) contiennent quelque 4 000 espèces dont 70 % sont endémiques (avec deux familles endémiques)⁴. Plusieurs mammifères endémiques charismatiques vivent dans les forêts d'Afrique centrale, comme l'okapi, le bongo, la genette aquatique, le gorille (quatre sous-espèces) et le bonobo, et beaucoup de petits primates et de céphalophes sont aussi uniques à ces forêts. En plus de l'endémique paon congolais, la forêt héberge également cinq familles d'oiseaux endémiques de l'Afrique. La diversité des amphibiens, des reptiles et des poissons est également élevée et pourtant ces trois groupes sont assez mal connus et l'on découvre régulièrement de nouvelles espèces. Rien qu'en RDC, on connaît plus de 1 000 espèces de poissons d'eau douce. Plusieurs des espèces régionales endémiques charismatiques ne se trouvent qu'en RDC, comme l'okapi, le bonobo, le gorille de Grauer, la genette aquatique et le paon congolais, et l'on découvre encore de nouvelles espèces de mammifères dans des sites reculés.

En plus de son importance en termes de diversité spécifique et d'endémisme, le bassin du Congo est une des dernières régions

(¹) Mayaux P., J.-F. Pekel, B. Desclée, F. Donnay, A. Lupi, F. Achard, M. Clerici, C. Bodart, A. Brink, R. Nasi, et A. Belward, State and evolution of the African rainforests between 1990 and 2010 (2013). *Phil Trans R Soc B* 368: 20120300. <http://dx.doi.org/10.1098/rstb.2012.0300>

(²) Les forêts du bassin du Congo. État des forêts 2006 (Chapitre 1). Disponible sur <http://www.observatoire-comifac.net/edf.php>

(³) Kingdon, J. *Island Africa*. Academic Press, 2013.

(⁴) Mittermeier R.A., C. Goettsch-Mittermeier, P. Robles Gil, J. Pilgrim, G. Fonesca, T. Brooks and W.R. Konstant (2002). *Wilderness: Earth's Last Wild Places*. Conservation International.



^

Le bonobo est un grand singe menacé que l'on ne trouve qu'en RDC dans les forêts du sud du fleuve Congo. Ils sont menacés par le braconnage de viande de brousse et le commerce des animaux de compagnie dans toute leur aire de répartition et sont classés comme espèces «en danger» sur la Liste rouge de l'UICN.

du monde où de vastes portions de forêt humide interconnectées permettent aux processus biologiques de se poursuivre sans perturbation. Les forêts pluviales ne couvrent que 13% de la surface terrestre de l'Afrique mais elles comptent pour plus de 90% du carbone stocké dans les écosystèmes terrestres du continent⁵. Le bassin du Congo est donc un gigantesque puits de carbone et, en tant que tel, il joue un rôle essentiel en régulant les gaz à effet de serre de la planète. Enfin, il a une influence déterminante sur les schémas météorologiques locaux puisque plus de 50% de la pluie qui arrose la cuvette centrale du bassin du Congo provient de l'évaporation et de l'évapotranspiration de la forêt elle-même⁶. Il est important de souligner que les chutes de pluie moyennes sur le bassin du Congo sont relativement faibles (près de 2 000 mm/an) comparées à celles de l'Amazonie et du sud-est asiatique, et qu'elles le placent près du seuil des forêts sèches. Cela signifie que la plupart, si pas toutes, les espèces d'arbres de la forêt humide seraient probablement perdues si les chutes de pluie venaient à diminuer légèrement suite aux changements climatiques ou aux coupes excessives dans la forêt. En cas d'évolution vers une forêt plus sèche, les feux commenceraient à avoir un impact dévastateur sur les forêts restantes, les régimes hydrologiques seraient profondément affectés, et l'impact sur les moyens de subsistance humains dans la région serait catastrophique⁷. **L'étendue et l'intégrité apparente des forêts tropicales humides du bassin du Congo masquent en réalité l'extrême précarité de son existence.**

Les caractéristiques spécifiques des forêts humides d'Afrique centrale qu'il faut mettre en évidence sont les suivantes:

Les forêts congoliennes de la côte atlantique présentent une richesse spécifique et un taux d'endémisme exceptionnels

dans tous les groupes taxonomiques mais plus spécialement les oiseaux, les amphibiens et les reptiles. Ces forêts renferment un certain nombre de refuges du Pléistocène – des zones qui sont restées couvertes de forêts pendant les expansions et les contractions des blocs forestiers au cours des périodes géologiques et où, probablement, les espèces forestières ont survécu durant les périodes sèches avant de coloniser les nouvelles forêts pendant les périodes humides qui leur ont succédé. La chaîne des monts de Cristal-Monte Alén qui s'étend de l'est de la Guinée équatoriale à l'ouest du Gabon et celle des monts Doudou au sud du Gabon atteignent des altitudes supérieures à 1 000 m et elles sont particulièrement importantes pour la diversité et l'endémisme des plantes. Les monts de Cristal comptent plus de 3 000 espèces de plantes vasculaires, dont plus de 100 sont strictement endémiques. La richesse en mammifères de forêt est aussi exceptionnelle. L'aire de répartition extrêmement réduite du cercopithèque à queue de soleil, une espèce endémique au Gabon découverte seulement en 1984, couvre cette écorégion. C'est aussi dans ces forêts que vivent des populations mondialement importantes de gorilles, de chimpanzés et d'éléphants de forêt. Parmi les autres mammifères importants, on peut citer le mandrill, le colobe satan, le bongo et plusieurs céphalophes de forêt.

De grandes superficies de zones humides intérieures ou côtières sont aussi situées dans cette écorégion, tout comme des poches de mangroves d'Afrique centrale. Le delta de l'Ogooué, au Gabon, est le deuxième delta d'Afrique en taille après celui du Niger⁸. Couvrant plus de 5 000 km² de forêts inondées, de marais, de lagons, de lacs et de mangroves, c'est un des neuf sites Ramsar du Gabon, d'une importance énorme pour la faune sauvage, spécialement les poissons (aussi bien d'eau douce que marins),

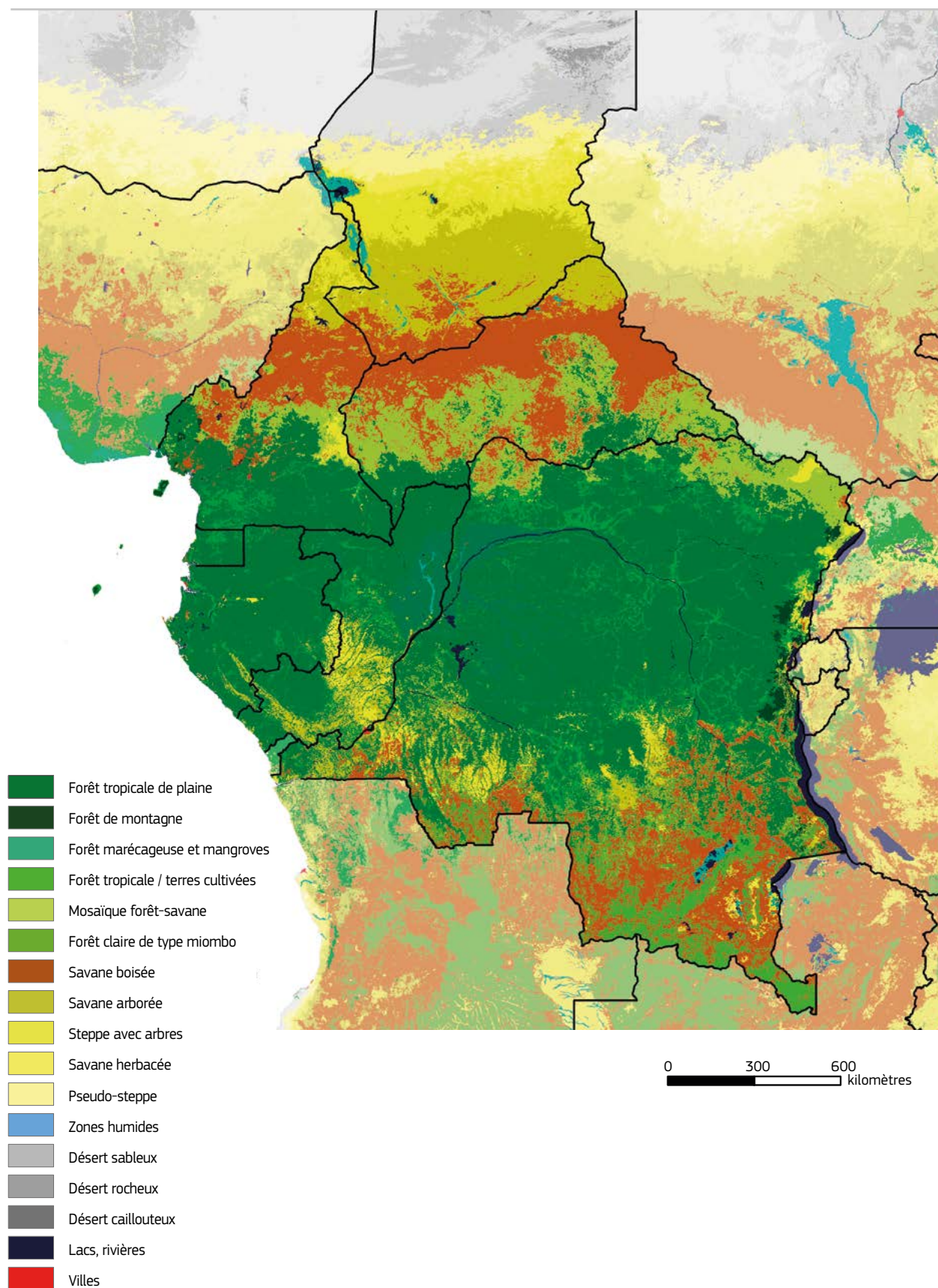
⁽⁵⁾ Mayaux P., J-F. Pekel, B. Desclée, F. Donnay, A. Lupi, F. Achard, M. Clerici, C. Bodart, A. Brink, R. Nasi et A. Belward. State and evolution of the African rainforests between 1990 and 2010. *Phil Trans R Soc B* 368: 20120300. 2013. <http://dx.doi.org/10.1098/rstb.2012.0300>.

⁽⁶⁾ Hoare, A. Clouds on the Horizon: The Congo Basin's Forests and Climate Change. Rapport de la Rainforest Foundation. 2007. 27 pp.

⁽⁷⁾ Les forêts du Bassin du Congo. État des Forêts 2008 (Chapitre 10). Disponible sur <http://www.observatoire-comifac.net/edf.php>

⁽⁸⁾ Vande Weghe, J.P. Loango, Mayumba et le Bas Ogooué. Gabon Parks, 2007.

FIGURE 1. Les types d'occupation du sol de la région Afrique centrale





Forêt humide sur la côte sud de l'île de Bioko, Guinée équatoriale.
On trouve des formations ininterrompues de forêts humides, depuis le niveau de la mer jusqu'à 3 000 m d'altitude, sur les îles du golfe de Guinée. Les niveaux d'endémisme y sont élevés du fait de leur longue séparation du continent africain.

les oiseaux et d'autres vertébrés aquatiques comme le lamantin, l'hippopotame et les trois espèces de crocodiles africains. Un autre élément unique de cette région est le fait que l'on peut souvent observer des éléphants, des gorilles, des chimpanzés, des hippopotames, des buffles de forêt et des crocodiles du Nil sur des plages de la côte gabonaise. Ces plages comptent aussi parmi les plus importantes du monde pour les nids de tortues marines, particulièrement la tortue luth.

La partie centrale de ces forêts, particulièrement celles qui se trouvent au Gabon, a l'une des densités humaines les plus faibles d'Afrique. Mais les activités humaines, comme l'exploitation forestière industrielle, y sont généralisées. Pour l'essentiel, toutes les forêts situées en dehors des aires protégées ont été attribuées comme concessions forestières. La chasse commerciale pour le commerce de viande de brousse est aussi très répandue, et des espèces protégées sont souvent proposées ouvertement à la vente sur les marchés urbains. L'exploitation pétrolière terrestre en zone côtière est aussi une menace pour la biodiversité.

Neuf AP de catégories I à IV de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) se trouvent dans ces forêts (deux en Guinée équatoriale, six au Gabon et une au Congo), qui couvrent plus de 27 000 km² (18 % de l'écorégion).

Les forêts humides des îles du golfe de Guinée. Les îles du golfe de Guinée comprenant Bioko, Principe, Sao Tomé et Annobón forment un arc d'îles volcaniques qui s'étire sur près de 750 km dans l'océan Atlantique. S'y trouvent des formations forestières ininterrompues, constamment humides, allant du niveau de la mer à plus de 3 000 m d'altitude. En raison de leur

longue séparation de l'Afrique continentale (Principe a surgi de l'océan il y a quelque 17 millions d'années⁹⁾, des espèces ont évolué qui sont uniques à ces îles. Sao Tomé-et-Principe comptent 28 espèces d'oiseaux endémiques et Bioko possède deux zones importantes pour la conservation des oiseaux (ZICO) (le cratère de Luba et le pic Basilé). Bioko compte aussi cinq sous-espèces de primates endémiques. L'origine volcanique de ces montagnes les dote d'un sol riche. Les paysages accidentés de ces îles sont particulièrement spectaculaires et leurs plages sont des zones importantes pour les nids de tortues marines, la plage reculée du sud de Bioko étant particulièrement importante pour la ponte des tortues luth, vertes et olivâtres.

Cinq AP de catégories I à IV de l'UICN se trouvent sur les quatre îles, couvrant environ 1 260 km² (deux sur Bioko, une à Principe, une à Sao Tomé et une à Annobón).

Les forêts d'altitude de l'ouest du Cameroun et du rift Albertin.

Les forêts d'altitude et les formations afro-alpines du mont Cameroun et des hauteurs du Cameroun à l'ouest et dans le rift Albertin à l'est sont des zones où la biodiversité est particulièrement élevée, avec un fort taux d'endémisme. Par exemple, 42 espèces végétales, et trois genres, sont strictement endémiques au mont Cameroun (où les chutes de pluie annuelles atteignent localement plus de 10 000 mm). On compte un nombre exceptionnellement élevé d'espèces animales endémiques appartenant à tous les groupes taxonomiques. Par exemple, le long du rift Albertin, on dénombre 30 oiseaux et 25 mammifères endémiques. Le parc national des Virunga, dans l'est de la RDC, englobe la biodiversité unique du rift Albertin, avec un gradient ininterrompu de biotopes allant de 700 m d'altitude aux prairies

⁽⁹⁾ Projet biodiversité du golfe de Guinée http://researcharchive.calacademy.org/research/guinea_islands/

afro-alpines et aux glaciers au sommet du massif du Ruwenzori à plus de 5 000 m, sur une distance à peine supérieure à 25 km. À l'exception du mont Cameroun, aucune autre région d'Afrique ne présente une telle variation d'altitude dans ses habitats naturels. Sur une étendue représentant seulement 0,3 % de la superficie totale de la RDC, le parc national (PN) des Virunga compte plus de la moitié des espèces de mammifères du pays et deux tiers de ses espèces d'oiseaux.

Pourtant, dans toute l'Afrique centrale, les forêts de montagne ont été réduites à des vestiges par des activités humaines intenses, ces zones étant très convoitées pour l'agriculture et l'élevage. C'est là que l'on observe les plus fortes densités de population humaine de la région Afrique centrale (localement plus de 400 habitants/km² le long du rift Albertin). Dans les zones d'altitude au Cameroun, il existe un grand nombre de très petites réserves forestières mal protégées. Le PN de Korup (1 295 km²) est la seule aire protégée en altitude de catégorie I-IV au Cameroun. Le long du rift Albertin, seules quelques portions du PN des Virunga et du PN de Kahuzi-Biega (tous deux sites du patrimoine mondial en danger) protègent ces importantes forêts.

Les forêts marécageuses congoliennes. Elles sont une des plus vastes étendues de forêt marécageuse de la planète¹⁰ qui couvre quelque 200 375 km². Les forêts marécageuses congoliennes se trouvent au cœur du bassin du Congo, le long du cours moyen du fleuve Congo et de ses affluents du nord (Likouala, Sangha, Likouala-aux-herbes, Oubangui) et du sud (Lomami, Tshuapa, Loile). Tout en présentant une richesse et une diversité spécifique relativement faibles, elles sont néanmoins très remarquables en termes d'endémisme. Elles sont particulièrement importantes pour la diversité des poissons et sont des aires de reproduction essentielles pour de nombreuses espèces. Elles jouent aussi un rôle central dans la régulation des cours d'eau dans le bassin du Congo. Des études réalisées dans le nord du Congo¹¹ au début des années 1990 ont montré que la présence de palmiers *Raphia* dans les marais de la Likouala-aux-herbes favorisait la présence de fortes populations de gorilles toute l'année, et celle des éléphants de forêt en saison sèche. Les forêts marécageuses de la réserve du lac Tumba-Lediima hébergent aussi des populations de bonobos¹². Contrairement à ce que l'on pourrait penser, les forêts marécageuses ne sont pas inaccessibles pour les braconniers. Dans certaines zones marécageuses du nord du Congo, un réseau de chenaux pour les pirogues est entretenu par les chasseurs locaux et leur permet de pénétrer profondément dans la forêt et de s'approcher silencieusement d'îlots forestiers non inondés où les mammifères ont tendance à se concentrer. De plus, le fait qu'ils se déplacent en pirogue signifie qu'ils peuvent transporter de plus grandes quantités de viande de brousse que s'ils étaient à pied.

À l'exception d'une toute petite zone le long de la Loile dans le PN de la Salonga, aucune de ces importantes forêts ne se trouve dans une AP de catégorie I à IV. Cependant, la réserve communautaire du lac Télé-Likouala-aux-herbes (4 525 km²) au Congo se trouve entièrement dans une forêt de ce type, comme d'ailleurs près de la moitié (3 500 km²) de la réserve du lac Tumba-Lediima en RDC.

Les forêts congoliennes centrales de basse altitude couvrent une grande superficie (env. 430 000 km²) au sud du grand arc que dessine le fleuve Congo et elles sont entièrement incluses en RDC. Elles couvrent presque la totalité de l'aire de répartition du bonobo¹³, une espèce de grand singe endémique de la RDC. Tout un réseau de grandes rivières crée des barrières à la distribution de nombreuses espèces, isolant ainsi ce bassin de basse altitude sur ses limites nord, est et ouest. Vu la topographie relativement plane de la région, la plupart des rivières coulent lentement; elles sont très chargées en sédiments et comptent de nombreux îlots sédimentaires. De nombreux sols sont des oxisols, ou sols latéritiques, pauvres en nutriments, développés au-dessus d'anciens «champs de dunes».

Les forêts de basse altitude du centre du Congo, dominées par des espèces appartenant à la famille des légumineuses *Caesalpinaceae*, sont floristiquement moins variées que d'autres régions du bassin du Congo, mais on pense que 10% des espèces y sont endémiques. La richesse en espèces de vertébrés et leur endémisme y sont aussi plus faibles que dans d'autres parties du bassin du Congo, peut-être parce que la barrière que constitue le fleuve a empêché l'échange d'espèces avec d'autres écorégions. D'autre part, ces barrières signifient que plusieurs espèces de mammifères, y compris des petits primates, sont endémiques de ces parties de forêt où elles sont confinées par le réseau des rivières. Citons des exemples comme le Lesula, un singe récemment décrit (entre la Tshuapa et la Lomami), le cercopithèque dryade (entre la Lua et la Loporé) et le colobe de Thollon (entre la Lomami et le Congo). En 2014, une espèce probablement nouvelle de singe, l'inoka, a été découverte entre la Lomami et le Congo¹⁴.

Seule une AP de catégorie I-IV se situe dans ces forêts (PN de la Salonga, 36 000 km², site du patrimoine mondial en danger) mais plusieurs autres aires protégées (Tumba-Lediima, Lomako-Lokolala, Sankuru) se trouvent aussi dans cette écorégion, de même que le futur PN de Lomami.

⁽¹⁰⁾ Vande Weghe J.P. (2004). Forêts d'Afrique centrale, la Nature et l'Homme. ECOFAC – Lanoo.

⁽¹¹⁾ Blake S., E. Rogers, J.M. Fay, M. Ngangoue and G. Ebeke (1995). Swamp gorillas in northern Congo, *Afr. J. Ecol.* 33, pp. 285-290.

⁽¹²⁾ UICN & ICCN (2012). Bonobo (*Pan paniscus*): *Conservation Strategy 2012–2022*. Gland, Suisse: Groupe de spécialistes des primates de l'UICN/SSC & Institut congolais pour la conservation de la nature. 65 pp.

⁽¹³⁾ L'aire de répartition du bonobo s'étend aussi dans la partie nord de la mosaïque forêt-savane du sud du Congo, à l'extrémité sud du futur PN de Lomami. (Voir la note 12.).

⁽¹⁴⁾ Searching for Bonobos in Congo <http://www.bonoboincongo.com/maps/>



^

Éléphants de forêt, bongos et buffles fréquentant la clairière riche en sels minéraux de Dzanga Bai, dans le parc national de Dzanga-Ndoki, République centrafricaine. Le parc fait partie du complexe transfrontalier du Trinational de la Shanga récemment inscrit au patrimoine mondial.

Les forêts congoliennes de basse altitude du nord-ouest et du nord-est

ont des niveaux élevés de richesse spécifique et d'endémisme et elles couvrent le cœur de l'aire de répartition du gorille de plaine et du chimpanzé de l'ouest. La richesse en mammifères est parmi les plus élevées de toute la région forestière d'Afrique, et la richesse en espèces de primates est la plus importante d'Afrique. Le Cameroun compte 29 espèces de primates et le Gabon 19. La réserve de faune à okapi en RDC totalise à elle seule 17 espèces de primates. Ces forêts abritent les dernières populations d'éléphants de forêt, particulièrement dans la zone transfrontalière entre le Gabon, le Cameroun, le Congo et la République centrafricaine (RCA). Une caractéristique importante de ces forêts, spécialement de celles du nord-ouest, est la présence de centaines de clairières (ou *bais* qui est leur nom local). Ces *bais* se caractérisent généralement par des gisements de sels minéraux qui attirent nombre de grands mammifères, dont l'éléphant de forêt, le buffle, le sitatunga, le bongo, le potamo-chère, l'hylochère, le gorille et le chimpanzé. Il s'y trouve souvent des sources d'eau, et les laîches et autre végétation aquatique fournissent une source de nourriture importante pour les gorilles et les ongulés.

Les clairières forestières sont aussi des endroits essentiels pour les interactions sociales des nombreuses espèces qui les visitent, spécialement les éléphants de forêt. Dans des zones relativement peu perturbées par les activités humaines, les *bais* sont reliés par un réseau dense de pistes très fréquentées, connues sous le nom de «boulevards des éléphants», qui peuvent s'étirer sur des centaines de kilomètres.

Ces forêts étaient, jusqu'il y a peu, relativement inaccessibles et restaient donc libres de toute activité humaine. Mais cette situation a changé très rapidement durant ces 20 dernières années. Presque toutes les forêts du nord-ouest sont couvertes de concessions forestières industrielles en activité ou prêtes à le devenir. Le dense réseau de routes créé par les exploitations forestières a ouvert la forêt aux migrants à la recherche d'un emploi ou de ressources forestières, spécialement la viande de brousse. Plusieurs concessions minières industrielles de très grande taille (fer, cobalt, nickel) démarrent leurs activités et, elles aussi, vont drainer des

milliers de personnes vers ces régions jusqu'alors peu peuplées. Des gisements d'or, dont certains sont d'une qualité exceptionnelle, se trouvent aussi un peu partout dans ces forêts. La plus grande partie de l'exploitation de l'or est artisanale et non réglementée mais elle attire un nombre croissant de gens. La majorité des éléphants de forêt se trouvent dans les forêts du nord-ouest mais elles sont fortement menacées par des bandes de braconniers ayant des liens avec des réseaux criminels qui opèrent à l'intérieur et à l'extérieur de la région Afrique centrale.

Il y a 15 aires protégées de catégorie I-IV dans ces forêts, qui couvrent au total 74 100 km², soit approximativement 11 % des forêts congoliennes du nord-est et du nord-ouest. La partie nord du PN des Virunga est aussi en partie recouverte de forêts de ce type. Trois des six sites du patrimoine mondial (SPM) de forêt humide se trouvent dans ces forêts (la réserve du Dja, le Trinational de la Sangha TNS et la réserve de faune à okapi RFO); quant à la réserve de faune du Dja et à la RFO, elles sont sur la Liste du patrimoine mondial en danger.

1.2 ZONES DE TRANSITION FORÊT HUMIDE-SAVANE

Ces zones de transition sont presque aussi étendues que les forêts tropicales humides. Au nord du bloc de forêt pluviale, les forêts cèdent la place à la mosaïque forêt congolienne-savane du nord, une zone de transition intéressante du point de vue biologique, où l'on retrouve des espèces animales et végétales caractéristiques des forêts humides et des savanes (chimpanzé, bongo, hylochère, hyène, lion, etc.). Avec leurs divers types d'habitats caractéristiques, les mosaïques forêt-savane contiennent une forte proportion d'habitats d'écotones qui ont une grande richesse spécifique et qui ont probablement été d'importants centres de différenciation et de spéciation. Les forêts-galeries sont le type forestier dominant dans cette zone, et c'est là que se trouvent en majorité les espèces typiques des forêts pluviales. Plus au nord, la mosaïque forêt-savane cède le pas à des prairies arborées relativement humides, avec des espèces typiques de la forêt sèche et de la savane, comme l'éland de Derby, le rhinocéros



^

Un troupeau de buffles et un lion dans le parc national de la Garamba, l'un des cinq sites du patrimoine mondial en RDC, qui figurent tous sur la Liste du patrimoine mondial en péril.

blanc du Nord (désormais disparu), le rhinocéros noir (dont il ne reste que quelques individus), la girafe, l'antilope rouanne, le bubale et le lion. Dans le PN de la Garamba, les éléphants présentent des caractéristiques morphologiques appartenant aux espèces de forêt et de savane.

Une mosaïque de transition comparable se trouve tout le long du flanc sud du bloc de forêt humide du bassin du Congo. Les plateaux Batéké, qui comprennent des prairies et des savanes légèrement boisées couvrant d'épaisses strates de sable du Kalahari, s'étendent vers le nord dans la partie sud-est du bloc de forêt humide (figure 1).

En raison de leur accessibilité relative, les principales menaces pesant sur les zones de transition forêt-savane proviennent de l'agriculture de subsistance, de la chasse et du fait que les grands troupeaux de bétail domestique sont en compétition avec la faune sauvage pour les pâturages et les accès aux points d'eau. L'orpaillage artisanal est très répandu dans ces régions et est une des causes de la fragmentation des habitats, en particulier dans les forêts-galeries riches en biodiversité.

Les AP de catégorie I-IV de la zone de transition forêt-savane incluent le PN du Mbam et Djerem, le PN de la Benoué et celui de Faro (Cameroun), le PN de la Garamba (RDC) et la réserve de faune (RF) de Zemongo (RCA). Cependant, le vaste complexe des domaines de chasse de Bili-Uere (Catégorie VI, 33 000 km²), au nord de la RDC, couvre aussi cette zone de transition. Trois AP de catégorie I-IV se trouvent dans la zone de transition au sud du bloc de forêt humide: la pointe sud du futur PN de Lomami (RDC), le PN des plateaux Batéké (Gabon) sur le plateau du même nom et la RF de Léfini (Congo).

1.3 LES SAVANES SOUDANIENNES ORIENTALES ET LES SAVANES SAHÉLIENNES À ACACIAS

Dans la région Afrique centrale, ces types d'habitats se trouvent en RCA, au Cameroun et au Tchad. Le climat y est très chaud et sec et, pendant la saison sèche, la plupart des arbres perdent leurs feuilles et les prairies s'assèchent et brûlent abondamment. L'endémisme animal est faible parce que l'écosystème est très vaste et ininterrompu mais l'endémisme végétal est très important. Environ un tiers des 2 700 espèces végétales des savanes soudaniennes de l'est sont endémiques. Les espèces animales typiques des savanes soudaniennes sont l'éléphant, le lion, le guépard, le lycaon, l'antilope rouanne et l'éléphant de Derby. Plus au nord, dans les savanes sahéliennes à acacias plus arides, de nombreuses espèces de mammifères ont été chassées jusqu'à l'extinction ou presque. Les espèces typiques de cette région sont l'oryx algazelle (disparu à l'état sauvage¹⁵), la gazelle dama, la gazelle dorcas et la gazelle à front rouge. Les prédateurs menacés, tels que le lycaon, le guépard et le lion, étaient aussi présents et fréquents mais ils ont été exterminés dans une grande partie de l'écorégion. L'élimination de la faune sauvage sur une telle étendue a été facilitée par les méthodes de chasse modernes – fusils et véhicules 4x4 – et exacerbée par les troubles civils, la faible application des lois et la compétition pour les pâturages et les points d'accès à l'eau avec de grands troupeaux de bétail domestique.

Les habitats originaux de savane boisée et de brousse à acacias ont été fortement altérés, sur des milliers d'années, par les variations climatiques et, plus récemment, par des facteurs anthropogéniques (pastoralisme, agriculture de subsistance, collecte de bois de feu). Le réchauffement climatique est une menace supplémentaire qui aggrave l'impact des activités humaines, du fait de la faible résilience de l'écosystème suite à la surexploitation et à la diminution des niveaux de précipitations. Jadis, il y avait d'importantes populations de grands mammifères herbivores, qui consommaient une végétation diversifiée. Les blocs restants d'habitat intact se trouvent principalement dans les aires protégées. Ailleurs, l'habitat est souvent dégradé, mais il est vaste et relativement continu, dans des zones relativement peu peuplées.

⁽¹⁵⁾ Liste rouge de l'UICN. Se référer à <http://www.iucnredlist.org>



^

Avec leurs 380 m, les chutes Kaloba sur la rivière Lofoi, dans les forêts à miombo du parc national de Kundelungu, RDC, sont les plus hautes d'Afrique.

Dans les années 1960 et 1970, la région nord de la RCA était dénommée le «Serengeti d'Afrique centrale» en raison du nombre important de grands mammifères qu'accueillait cet habitat. Mais des décennies de braconnage et les incursions de grands troupeaux domestiques (appartenant souvent à des particuliers influents et fortunés) venus du Soudan et du Tchad¹⁶, ont énormément réduit les populations d'animaux sauvages. Les conflits de longue durée qui frappent le Sud-Soudan, la RCA et le Tchad ont aussi empêché une conservation effective dans cette région. Les éléphants ont été particulièrement visés au Sud-Soudan, au nord de la RCA, au nord du Cameroun et au sud du Tchad, par des braconniers et des milices armées soudanaises. Les massacres d'éléphants dans le PN de Zakouma entre 2006 et 2008 ont ainsi entraîné un déclin catastrophique de la population, passant de 4 500 individus à 450¹⁷. De même, en six semaines, au PN de Bouba-Ndjida dans le nord du Cameroun, plus de la moitié des éléphants du parc a été abattue par une bande de braconniers soudanais très bien organisés¹⁸.

Le Tchad possède plusieurs grandes aires protégées de catégorie I-IV sur un total de 120 000 km², mais le seul à être réellement géré est le PN de Zakouma. En RCA, le complexe de réserves de faune, de domaines de chasse et de parcs nationaux centrés autour des parcs nationaux de Manovo-Gounda-Saint-Floris et de Bamingui-Bangoran couvre 80 000 km², mais la plupart ne sont pas gérés efficacement à cause du conflit récurrent dans la région (Manovo-Gounda-Saint-Floris est un site du patrimoine mondial en danger). En fait, avant que le récent conflit ne dévaste la région, les zones où subsistaient les populations les plus importantes de faune sauvage dans les savanes de RCA étaient celles qui étaient gérées pour la chasse sportive. Le bassin versant de Chinko-Mbari, voisin de la réserve de faune de Zemongo et couvrant 80 000 km² dans l'est de la RCA, abrite encore une représentation étonnamment complète de la faune caractéristique de cet écosystème grâce à la protection assurée par les chasseurs sportifs professionnels¹⁹.

1.4 LES FORÊTS À MIOMBO DU SUD

Répandues dans toute l'Afrique centrale et australe, les forêts à miombo du sud couvrent de vastes étendues. Dans la région Afrique centrale, elles s'étendent dans le sud de la RDC, de la frontière zambienne jusqu'en Angola. Ces forêts sont riches au point de vue floristique, dominées par des espèces d'arbres à croissance lente appartenant aux légumineuses, dont la canopée atteint une hauteur de 15 m. De l'herbe couvre le sol sous les arbres et elle brûle en saison sèche. Le miombo est donc un habitat adapté aux feux. Les sols y sont généralement pauvres, ce qui veut dire que la végétation des forêts à miombo a tendance à être difficilement digérée par les mammifères, ce qui favorise une faible densité de grands herbivores gros consommateurs comme l'éléphant et le rhinocéros noir (aujourd'hui disparu en Afrique centrale). Les forêts à miombo sont aussi typiquement riches en espèces de termites et en champignons, deux sources de nourriture importantes pour les populations locales. Même si elles sont étendues, les forêts à miombo d'Afrique centrale sont en fait menacées par l'agriculture et la collecte de bois de feu, précisément parce qu'elles ont une régénération lente. Les hauts plateaux de la région du Katanga, au sud de la RDC, couverts de forêt à miombo et de savane herbeuse, donnent naissance à plusieurs grandes rivières qui se jettent dans le Congo. Ils jouent donc un rôle essentiel dans l'approvisionnement en eau douce. Les plateaux du Katanga offrent aussi des paysages spectaculaires au fort potentiel touristique. Dans le parc national des Kundelungu, les chutes Kaloba sur la Lofoi, hautes de 380 m, sont les plus hautes d'Afrique.

Seuls deux parcs nationaux, le Kundelungu et l'Upemba (RDC), 21 400 km² au total, protègent les forêts à miombo d'Afrique centrale.

⁽¹⁶⁾ Les plaines inondables de la rivière Gounda dans le site du patrimoine mondial de Manovo-Gounda-St Floris offrent des pâturages particulièrement riches aux éleveurs nomades venus du Soudan et du Tchad qui occupent maintenant la zone tout au long de l'année. Le bétail qui est élevé là alimente le marché de la viande jusqu'au Nigeria.

⁽¹⁷⁾ Il est important de souligner que 25 ans d'investissement de la CE dans la conservation de ce parc depuis la fin des années 1980 y ont entraîné un rétablissement spectaculaire de toute la vie sauvage et qu'à l'exception des éléphants, les populations sauvages restent en très bonne condition à Zakouma. Ceci illustre le fait que le braconnage des éléphants est un problème particulier qui exige un ensemble de mesures extrêmement spécialisées et bien ciblées.

⁽¹⁸⁾ <http://www.ifaw.org/united-states/news/elephant-population-halved-cameroon-killing-spree-graphic-images>

⁽¹⁹⁾ <http://www.chinkoproject.com/>



2

Les problématiques et les défis de la conservation



>2 _ Les problématiques et les défis de la conservation

Dans cette section, nous présentons les menaces directes qui pèsent sur la biodiversité et les principaux vecteurs de ces menaces.

2.1 LES MENACES DIRECTES

2.1.1 Le commerce non durable de protéines issues d'animaux sauvages²⁰

L'ampleur du commerce de viande de brousse en Afrique centrale conduit à l'appauvrissement de vastes étendues de forêts tropicales humides et à l'extinction locale de nombreuses espèces, particulièrement celles de taille moyenne à grande (le syndrome de la «forêt vide»). Des estimations de l'ampleur du commerce indiquent que jusqu'à 4,5 millions de tonnes de viande de brousse sont extraites chaque année des forêts d'Afrique centrale, pour une valeur estimée à quelque 205 millions d'USD. Une grande variété de taxons sont chassés (mammifères, oiseaux, reptiles). Les mammifères constituent la plus grande part des prises en termes de nombre et de biomasse, les ongulés et les rongeurs représentant deux tiers des carcasses vendues sur les marchés urbains. Les espèces de grande taille sont chassées là où elles existent encore (c'est-à-dire dans des forêts qui ne sont exploitées que depuis peu) mais elles disparaissent rapidement et les prises sont constituées alors essentiellement d'espèces plus petites comme le porc-épic, le rat de Gambie et le céphalophe bleu. Les singes sont chassés en masse en de nombreux endroits mais comme leur chasse suppose l'utilisation de fusils, le prix des cartouches excède souvent le retour financier attendu. Les cartouches et les armes à feu sont fréquemment fournies par des officiels impliqués dans le trafic et, lorsque c'est le cas, le gain encaissé rend la chasse des singes tout à fait rentable. Pour les espèces terrestres, la méthode de chasse la plus répandue est le lacet métallique, un produit très accessible sous forme de câble de frein de bicyclette. Cette méthode cause beaucoup de gaspillage parce qu'elle n'est pas sélective et aussi parce que de nombreuses carcasses se décomposent avant que les chasseurs reviennent relever leurs pièges. Typiquement, les chasseurs posent jusqu'à plusieurs centaines de pièges en un seul tour. Ils ne font pas la distinction entre espèces protégées et non protégées, ils prennent tout ce que leurs pièges attrapent. Dans des

zones très fréquentées, les espèces protégées, qui sont souvent les plus grandes, disparaissent les premières. Les espèces plus grandes, avec une espérance de vie plus longue mais avec un faible taux d'accroissement de leurs populations, telles que les éléphants, les grands singes, les autres primates, les carnivores et les grandes antilopes, résistent moins bien à la chasse intensive que des espèces dont le taux intrinsèque d'accroissement de population est élevé, comme les rongeurs et les ongulés de petite à moyenne taille. Les primates et les carnivores sont extrêmement vulnérables. Mais certaines espèces, comme le céphalophe bleu, résistent particulièrement bien à la pression de la chasse et arrivent à maintenir leurs populations même lorsque l'intensité de la chasse atteint un niveau assez élevé.

Il existe des indices de plus en plus flagrants de surpêche dans de nombreuses eaux intérieures d'Afrique centrale. C'est particulièrement évident dans le lac Édouard (PN des Virunga)²¹ où le «libre accès» aux ressources et l'implication d'intermédiaires puissants dans le commerce privent les communautés de pêcheurs locaux de leurs moyens de subsistance. Les populations de la forêt d'Afrique centrale alternent naturellement viande de brousse et poisson en fonction des saisons et de la disponibilité, mais comme l'apport de viande de brousse diminue, il va en résulter une tendance à augmenter la consommation de poissons avec un risque de surpêche. Preuve en est déjà dans la région de Mambasa en RDC (dans la région de forêt humide proche de la réserve de faune à okapi), où l'on consomme des quantités croissantes de poissons en provenance de la région des grands lacs à l'est (y compris du lac Édouard).

La perte de faune sauvage dans les écosystèmes forestiers perturbe les processus écologiques et réduit la biodiversité. La diversité des plantes et leur régénération dépendent souvent de la présence d'espèces ou de groupes d'espèces animales spécifiques pour la pollinisation et la dispersion des graines. La disparition des espèces clés du sommet de la chaîne alimentaire et/ou des importants disséminateurs de graines (éléphants, grands singes, grands carnivores, crocodiles, rapaces, etc.) risque d'avoir un impact très important sur l'écosystème. Les systèmes de chasse pratiqués en Afrique centrale induisent une prise excessive de mammifères frugivores, qui contribuent à la dispersion des graines (plus de 70 % des prises de chasse constituent des espèces qui jouent un rôle dans la dispersion des graines²²).

⁽²⁰⁾ Principale source d'information concernant la viande de brousse pour cette section: R. Nasi, A. Taber et N. Van Vliet (2011). Empty forest, empty stomachs? Bushmeat and livelihoods in Congo and the Amazon basin. *International Forestry Review*, vol. 13.

⁽²¹⁾ Aveling C., G. Debonnet et P. Ouédraogo (2014). Rapport de Mission. Mission de suivi réactif de l'état de conservation du parc national des Virunga, République démocratique du Congo (RDC) du 07 au 14 mars 2014. UNESCO, UICN, RAMSAR.

⁽²²⁾ Abernethy K.A., L. Coad, G. Taylor, M.E. Lee and F. Maisels (2013). Extent and ecological consequences of hunting in Central African rainforests in the twenty-first century. *Phil Trans R Soc B* 368: 20130494: <http://dx.doi.org/10.1098/rstb.2013.0494>



^
Mains sectionnées et fumées d'un gorille des plaines de l'ouest.

Les primates de toutes les espèces représentent une partie des 4,5 millions de tonnes estimées de viande de brousse consommée annuellement dans la région des forêts humides de Centrafrique. La vente de viande issue d'espèces protégées est une pratique couramment observée sur les marchés centrafricains.

Bien que la consommation de viande de brousse par personne en milieu urbain soit inférieure à celle en milieu rural, la grande majorité de la viande de brousse est consommée en zone urbaine parce que c'est là que vivent la majorité des gens en Afrique centrale (le taux d'urbanisation varie de 34 % en RDC à 86 % au Gabon²³). La contribution des zones urbaines à la consommation globale de viande de brousse risque fort de continuer à augmenter puisque la population des pays d'Afrique centrale s'urbanise de plus en plus.

La viande de brousse est une source de protéines totalement nécessaire dans les zones rurales où il y a généralement peu de viande domestique disponible. La consommation de poisson, quand il est disponible, peut être plus importante que celle de viande de brousse pour les habitants des forêts, qui passent facilement de l'un à l'autre en fonction des disponibilités. Dans les zones urbaines, il est plus facile de trouver des sources de viande alternatives, mais quand celles-ci sont plus chères que la viande de brousse (ex. Kisangani, Bangui), les ménages pauvres auront tendance à opter pour cette dernière. Cependant, dans les plus grandes villes de Guinée équatoriale, du Gabon et du Cameroun où il y a davantage de richesses, la viande de brousse est plus un produit de luxe qu'une source nécessaire de protéines.

Alors que la viande de brousse est consommée par les populations rurales pour répondre à leurs besoins élémentaires de subsistance, la plupart des familles chassent aussi pour compléter leurs revenus. La viande de brousse est souvent considérée comme une marge de sécurité si les familles traversent des

périodes difficiles (mauvaises cultures, chômage) ou comme un moyen de gagner de quoi financer des besoins spéciaux (funérailles, frais de scolarité, mariages) et cette marge de sécurité est particulièrement importante pour les membres les plus faibles de la communauté. Mais les échanges commerciaux sont sans aucun doute le premier vecteur du niveau croissant des prises de viande de brousse en Afrique centrale.

Une grande partie de ce commerce se fait à l'intérieur des limites de l'Afrique centrale mais il existe aussi un important trafic international en dehors de la région.

2.1.2 Le commerce international massif et criminel de faune sauvage et d'ivoire

Dans tous les États de l'aire de répartition des éléphants, le braconnage pour l'ivoire s'est dramatiquement intensifié cette dernière décennie. Les éléphants d'Afrique centrale sont particulièrement recherchés par les braconniers parce que l'ivoire des éléphants de forêt est plus dense que celui des éléphants de savane et que les sculpteurs d'ivoire asiatiques le préfèrent. Les forêts d'Afrique centrale sont aussi des terrains de chasse recherchés parce qu'il est difficile de détecter et d'arrêter des braconniers dans l'environnement forestier et parce que la mauvaise gouvernance et le manque de ressources et de volonté politique rendent l'application des lois très inefficace.

(²³) <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/fields/2212.html>



Les populations d'éléphants ont décliné de façon dramatique dans toute leur aire de répartition en Afrique centrale, du fait d'un braconnage intense de l'ivoire. L'implication de milices armées et de groupes rebelles dans le braconnage organisé des éléphants est un sujet particulièrement préoccupant, en raison de ses répercussions sur la sécurité nationale.

La plus grande partie de l'ivoire braconné est passée en contrebande hors d'Afrique centrale et termine sa course en Asie où le prix est tellement élevé que des réseaux criminels bien organisés sont désormais impliqués tout au long de la chaîne, qui va de la forêt africaine jusqu'aux marchés illégaux et «légaux» de Chine. Les acteurs de ces réseaux criminels sont nombreux et variés: des responsables corrompus chargés de l'application des lois aux douanes et aux instances administratives, des milices armées et des groupes rebelles aux nombreux intermédiaires africains (souvent ouest-africains) et asiatiques. L'ivoire passe en contrebande des pays d'Afrique centrale vers des destinations diverses – par voie de terre, vers le Soudan (Khartoum) et par air, mer ou terre, vers des capitales ouest-africaines qui servent de points de transit (Togo, Nigeria, Guinée Bissau, Sénégal) vers l'Extrême-Orient ou, par voie de terre, vers les ports est-africains de Mombasa et de Dar es Salaam.

L'implication croissante de milices armées et de groupes rebelles dans le braconnage organisé des éléphants est particulièrement inquiétante en raison des retombées en termes de sécurité nationale. Plusieurs cas de ce genre ont été rapportés en Afrique centrale. L'Armée de résistance du Seigneur (*Lord's Resistance Army* – LRA) est impliquée dans le braconnage d'éléphants dans le parc national de la Garamba (RDC)²⁴ pour financer sa cruelle campagne, et des milices soudanaises sont responsables du massacre des éléphants qui a eu lieu dans le PN de Bouba-Ndjida, au nord du Cameroun, en 2013. L'implication des forces armées nationales est très fréquente. Elle va du braconnage proprement dit à la fourniture d'armes et de munitions aux braconniers ou à la protection lors du transport de l'ivoire. Des ressources de haute technologie sont souvent déployées. Par exemple, l'armée ougandaise est soupçonnée d'avoir utilisé ses hélicoptères pour braconner des éléphants dans le PN de la Garamba²⁵. D'autre part, des enfants kidnappés qui ont réussi à échapper à la LRA ont

attesté du fait que des hélicoptères (d'origine indéterminée) atterrissent régulièrement dans leurs camps pour collecter de l'ivoire.

Les populations d'éléphants ont décliné dramatiquement dans toute leur aire de répartition en Afrique centrale. Un article publié en avril 2013²⁶ a analysé toutes les données disponibles sur le suivi des éléphants de forêt d'Afrique centrale entre 2002 et 2012 et a conclu à un déclin de 62 %. Dans les savanes et les forêts du nord et du sud du bloc de forêts tropicales humides, un braconnage intense a réduit les populations d'éléphants à un niveau très bas et les a éliminées de grands espaces. Des massacres d'éléphants à grande échelle ont été rapportés dans les PN de Zakouma et de Bouba Ndjida et dans le nord de la RCA. Au fur et à mesure que les populations d'éléphants déclinent autour des lisières du bloc de forêts tropicales humides, les braconniers s'enfoncent toujours plus loin dans les zones forestières. Alors qu'elle possède 60 % des forêts tropicales humides d'Afrique centrale, la RDC ne compte plus que 19 % des éléphants de forêt restants. La *Wildlife Conservation Society* (WCS) a estimé la population d'éléphants de forêt de RDC à 19 000 individus en 2011. Le dernier bastion des éléphants de forêt est aujourd'hui la zone transfrontalière entre le nord-est du Gabon, le sud-ouest du Cameroun, le nord du Congo et le sud-ouest de la RCA (les paysages du TRIDOM et de TNS), une zone qui compte 12 parcs nationaux sur une superficie totale de 250 000 km².

Mais même cette zone est maintenant menacée. Une étude réalisée par l'Agence nationale des parcs nationaux du Gabon (ANPN), la WCS et le WWF²⁷ a montré par exemple que le PN de Minkébé, au Gabon, considéré comme un des parcs qui compte la plus forte population d'éléphants d'Afrique centrale, a perdu entre 16 000 et 20 000 éléphants entre 2004 et 2012, et qu'une grande partie de l'ivoire était expédiée vers le Cameroun.

(24) Agger K. et J. Huston (2013). Kony's Ivory: How Elephant Poaching in Congo Helps Support the Lord's Resistance Army! Enough. www.enoughproject.org

(25) Un hélicoptère Antonov de l'armée ougandaise a été photographié dans le PN de la Garamba en avril 2012 à proximité du lieu où 15 éléphants venaient d'être abattus d'un seul coup de feu sur le sommet du crâne avant que leur ivoire ne soit prélevé. Le numéro d'enregistrement de l'appareil fut noté, et l'armée ougandaise n'a pas encore fourni d'explication sur ce que son hélicoptère faisait si loin à l'intérieur du territoire congolais.

(26) Maisels F., S. Strindberg, S. Blake, G. Wittemyer, J. Hart *et al.* (2013). Devastating Decline of Forest Elephants in Central Africa. *PLoS ONE* 8(3): e59469. doi:10.1371/journal.pone.0059469.

(27) ANPN, WCS et WWF (2013). Wildlife and poaching assessment in northeast Gabon. Rapport. 23pp.



Le Gabon est le dernier pays d'Afrique centrale où des éléphants sont présents sur tout le territoire: on estime leur nombre entre 40 000 et 64 000, soit à peu près la moitié de la population des derniers éléphants de forêt d'Afrique.

Dans la zone de transition et dans les savanes et forêts au nord du bloc de forêts tropicales humides, les dernières populations d'éléphants sont isolées dans des poches dispersées, principalement dans et autour des aires protégées suivantes: PN de Zakouma (Tchad), PN de Bouba Ndjida et de Waza (Cameroun), PN de la Garamba (RDC) et RF de Zemongo (RCA). Dans la zone de transition, la Garamba (RDC) héberge entre 1 500 et 2 000 éléphants²⁸, le PN du Mbam et Djerem (Cameroun) en compte encore un millier alors que dans le secteur de Bili-Gangu, dans le vaste complexe de Bili-Uere au centre-nord de la RDC, leur nombre a décliné dramatiquement et est maintenant estimé à 650 individus²⁹.

Beaucoup d'autres espèces et produits d'origine sauvage sont commercialisés en Afrique centrale. Il existe un important commerce international peu réglementé pour le perroquet gris, qui est particulièrement non soutenable³⁰. Le commerce illégal d'écaillés de pangolins est généralisé, en grande partie pour les marchés asiatiques. Il y a aussi un commerce de pigeons verts, local mais important, en RDC. Dans ces deux cas, les baies sont des endroits de prédilection pour attraper ces espèces parce qu'elles les visitent en grand nombre et qu'il est possible de les capturer assez facilement avec des filets ou de la colle naturelle étalée sur des leurres.

2.1.3 La perte d'habitats

La déforestation, la dégradation et le morcellement des forêts sont des menaces directes importantes pour la faune et la biodiversité en Afrique centrale. La déforestation entraîne une perte totale de la biodiversité alors que la fragmentation de l'habitat affecte négativement les échanges génétiques et les processus écologiques, ce qui aboutit à un appauvrissement de la biodiversité.

Le taux de déforestation annuel net³¹ dans le bassin du Congo est plus faible qu'en Amazonie ou dans le sud-est asiatique mais il s'accroît. La déforestation nette pour la période 1990-2000 fut de 0,09 % et elle est passée à 0,17 % pour la période 2000-2005³². La déforestation annuelle nette fut plus élevée en RDC avec 0,11 % de 1990 à 2000 et 0,22 %³³ entre 2000 et 2005.

Le Congo affiche le second taux de déforestation nette (0,07 % pour 2000-2005) alors que le taux net du Gabon pour cette même période était de zéro. Une évaluation de la dégradation des forêts entre 2000 et 2010 en RDC, publiée en 2013³⁴ fait état d'une perte de 1,02 % de la forêt primaire due au déboisement et prédit que la dégradation des forêts intactes pourrait s'accroître au point de doubler dans les dix ans à venir.

Les principaux vecteurs de la perte et de l'appauvrissement des habitats en Afrique centrale sont l'agriculture itinérante (sur brûlis), la collecte de bois de feu et le charbon de bois. La fragmentation est aussi causée par les exploitations industrielles forestières et minières qui requièrent des infrastructures routières et des voies ferrées, par les plantations agro-industrielles (les plantations de palmiers à huile sont une menace de plus en plus importante), et les barrages hydro-électriques. La compétition avec le bétail domestique pour des pâturages et l'accès aux points d'eau cause aussi un appauvrissement de l'habitat des zones de transition forêt humide-savane et elle est souvent associée à des massacres de la faune sauvage, spécialement de grands carnivores.

Agriculture itinérante

Ce type d'agriculture fait partie de l'écosystème depuis des siècles mais il devient un problème à partir du moment où les périodes de jachères sont écourtées parce que la population s'accroît et que plus de terres sont nécessaires pour la production. Des jachères plus brèves entraînent une diminution de la régénération des arbres, de la fertilité des sols et du rendement des récoltes. En Afrique centrale, l'agriculture itinérante est plus intense le long des routes principales, près des villages et dans la banlieue des centres urbains. Le problème est encore exacerbé par l'expansion rapide du réseau routier, spécialement par l'industrie forestière (voir plus bas).

Bois de feu et charbon de bois

Le bois de feu et le charbon de bois représentent 90 % de tout le bois extrait des forêts d'Afrique³⁵. Le bois de feu est la source d'énergie principale pour plus de 80 % de la population en Afrique centrale, et sa consommation devrait continuer à augmenter dans les décennies à venir³⁶ (en fait, l'Afrique est le seul continent où la consommation de bois de feu continuera à augmenter). En RDC, 94 % de la production de bois rond est destinée au bois de feu, comparé aux 24 % du Gabon. Les forêts péri-urbaines jouent un rôle essentiel dans la fourniture de bois de feu, et la déforestation et la perte de biodiversité sont donc plus élevées dans ces zones. À Kinshasa, ville de plus de sept millions d'habitants, le halo de

⁽²⁸⁾ Bolanós, N.C. (2012). Aerial animal census 2012. Garamba National Park, DRC. April and May 2012. Rapport de l'ICCN/ANP.

⁽²⁹⁾ Hart J. (2014). Summary of elephant surveys in North Central DRC 2007-2013. Lukuru Wildlife Research Foundation. Rapport soumis à l'AFEDB, sept 2014.

⁽³⁰⁾ <http://www.birdlife.org/datazone/sowb/casestudy/568>

⁽³¹⁾ La déforestation nette est la différence entre la déforestation brute et la reforestation brute. Dans les conditions climatiques actuelles, une reforestation naturelle peut se faire en Afrique centrale lorsque les hommes laissent l'habitat non perturbé.

⁽³²⁾ Les forêts du Bassin du Congo. État des forêts 2010. Chapitre 1. Disponible sur <http://www.observatoire-comifac.net/edf.php>

⁽³³⁾ La déforestation annuelle brute fut de 0,32 % en RDC pour 2000-2005.

⁽³⁴⁾ Zhuravleva I., S. Turubanova, P. Potapov, M. Hansen, A. Tyukavina, S. Minnemeyer, N. Laporte, S. Goetz, F. Verbelen et C. Thies (2013). Satellite-based primary forest degradation assessment in the Democratic Republic of the Congo, 2000-2010. *Environmental Research Letters*, 8, 024034.

⁽³⁵⁾ Les forêts du Bassin du Congo. État des forêts 2010 (Chapitre 4). <http://www.observatoire-comifac.net/edf.php>

⁽³⁶⁾ Les forêts du Bassin du Congo. État des forêts 2010, p.39. <http://www.observatoire-comifac.net/edf.php>



^
Dans le parc national des Virunga, RDC, déforestation pour le bois de feu par des réfugiés, suite au génocide dans le Rwanda voisin. Au plus fort de la crise, on estime que 900 tonnes de bois étaient extraites chaque jour.

^
Un four de carbonisation au Nord-Kivu, RDC. Le bois de chauffage et le charbon de bois représentent 90 % de tout le bois extrait des forêts en Afrique.

la déforestation due à l'exploitation de charbon de bois s'étend jusqu'à 200 km de la ville, mais une proportion significative de son charbon de bois vient de plus loin encore – des distances qui peuvent atteindre 1 000 km par le fleuve.

Exploitation industrielle du bois

La plupart des forêts d'Afrique centrale sont ou seront exploitées de façon sélective. Les coupes d'arbres visent des espèces de grande valeur commerciale avec des prélèvements en moyenne de deux à six pieds par hectare. En plus de la perte directe causée par l'extraction des arbres (dommages secondaires dus à la chute et à l'enlèvement), la forêt perd aussi de l'espace à cause de la construction de routes, de scieries et de camps de bûcherons. L'érosion des sols, la pollution de l'eau et une moindre capacité de régénération sont aussi constatées. Les coupes d'arbres entraînent aussi des pertes de nutriments et aggravent la fragmentation des forêts. Le vaste réseau routier créé pour les activités forestières permet aussi aux gens de pénétrer dans la forêt et de s'y installer, et ouvre de grands espaces nouveaux pour les chasseurs.

Extractions minière et pétrolière industrielles

L'Afrique renferme un tiers des ressources minérales du monde. Sous la surface du sol, le bassin du Congo contient d'importants gisements de pétrole et de minéraux. Plusieurs des plus grands gisements de minerai de fer se trouvent dans le paysage de Trinationale Dja Odzala (TRIDOM) (zone transfrontalière Cameroun-Gabon-Congo) (figure 2). Parmi les autres minéraux présents dans le paysage, on peut citer le cobalt, le nickel, le cuivre, le manganèse, le platine, l'argent, l'uranium, le zinc, le plomb, l'or et le diamant. Les gisements majeurs de minerai de fer qui sont, ou seront, bientôt exploités sont Belinga (Gabon), Mbalam, Nkout (Cameroun), Nabeba, Letioukbal, Avima, Badondo (Congo). Les gisements de Belinga et de Mbalam sont estimés chacun à un milliard de tonnes. Ils comptent parmi les plus gros du monde, et le minerai est exceptionnellement riche en fer. Pour exploiter le gisement de Mbalam, un chemin de fer de 500 km est prévu jusqu'à Kribi, sur la côte camerounaise. Le coût des

investissements du projet de Mbalam est actuellement estimé à 4,7 milliards d'USD sur 25 ans. Pour exploiter Belinga, une extension de la ligne de chemin de fer est prévue et l'on envisage aussi la construction d'un barrage hydro-électrique sur l'Ivindo. Cela aura un impact sérieux sur le PN d'Ivindo, qui se trouve sur la Liste indicative du patrimoine mondial en raison de sa richesse biologique et la succession de rapides spectaculaires et des chutes de Koungou.

Pressions liées au développement et à la consommation

Une augmentation du développement et de la consommation, y compris le développement des secteurs de l'énergie et des transports, accompagne l'accroissement des populations humaines. Ce développement entraîne la perte, dégradation ou fragmentation des habitats naturels, et augmente l'accessibilité de sites précédemment isolés, accroissant la vulnérabilité de la biodiversité dans ces régions et les problèmes socio-économiques des communautés rurales qui dépendent des ressources naturelles menacées. Il est essentiel que ces développements soient accompagnés d'études d'impact environnemental et social (EIES) et identifient les mesures de mitigation et de dédommagement adéquates. Pour ce faire, les pays africains doivent avoir des politiques d'EIES fortes et les capacités nécessaires pour leur contrôle et leur mise en œuvre.

Le pétrole terrestre est exploité depuis des décennies le long des côtes du Gabon et du Congo, et des permis d'exploration commencent à apparaître dans tout le bassin du Congo. Comme pour les permis miniers, nombre de ces «blocs» pétroliers se superposent totalement ou en partie à des aires protégées. L'exemple le plus inquiétant est celui du PN des Virunga, site du patrimoine mondial et plus ancien parc d'Afrique, où un permis d'exploration a été délivré pour l'intérieur du parc, en contravention avec la Convention du patrimoine mondial dont la RDC est pourtant signataire.

Comme l'exploitation forestière, l'industrie minière cause des pertes d'habitat à cause de l'activité minière proprement dite et de la construction d'infrastructures annexes (campements, routes,



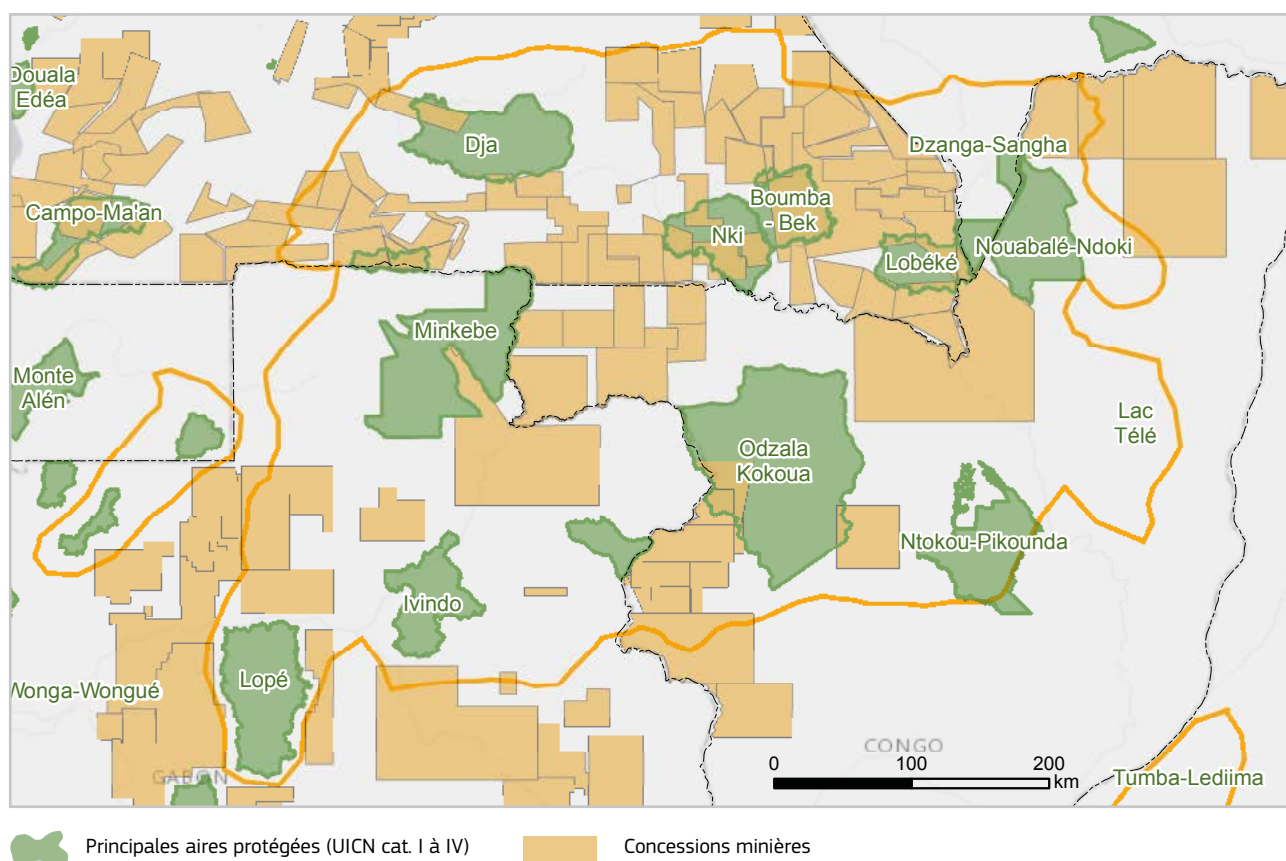
^

Grumes de bois prêtes à être chargées en wagons au Gabon.

L'essentiel des forêts humides d'Afrique centrale, en dehors des aires protégées, sont ou seront exploitées de manière sélective. L'important réseau routier développé par l'exploitation forestière offre de nouveaux et vastes territoires à la chasse – pour le commerce de viande de brousse et aux implantations humaines.

FIGURE 2. Concessions minières dans le paysage du TRIDOM

Source: Commission européenne, Centre commun de recherche



chemins de fer, barrages hydro-électriques). La pollution est aussi un grand souci. Les mines attirent aussi dans la forêt un grand nombre d'individus à la recherche d'opportunités économiques. Cela entraîne l'apparition de campements permanents, d'agriculture et de chasse commerciale. Les gisements d'or, très riches, attirent aussi des milliers de mineurs artisanaux ainsi que les chasseurs et commerçants qui leur sont associés. En 2011, l'armée gabonaise a évacué un campement minier de plus de 6 000 personnes du PN de Minkébé.

Plantations agro-industrielles

Le palmier à huile est originaire d'Afrique centrale. En raison des immenses profits possibles, il y a actuellement une forte pression, principalement de la part de sociétés d'Asie du Sud-Est, pour étendre considérablement les plantations de palmiers à huile, surtout au Cameroun, au Gabon, au Congo, en RCA et en RDC. Une étude de la *Rainforest Foundation*³⁷ révèle que de nouveaux projets industriels d'expansion des plantations de palmiers à huile, actuellement en cours dans le bassin du Congo, concernent 0,5 million d'hectares et que 1,6 million d'hectares supplémentaires sont prévus, les sociétés recherchant même de plus grandes superficies. Les termes des accords entre les sociétés d'huile de palme et les gouvernements du bassin du Congo ont, la plupart du temps, été discutés et conclus dans la plus grande opacité. De plus, une étude récente du Centre pour la recherche forestière internationale (CIFOR)³⁸ indique que les cultures de rapport sont en général plus rentables que l'extraction forestière si le bois d'une concession forestière est extrait de manière durable, ce qui signifie que la valeur marchande mondiale du carbone devra augmenter considérablement pour que les initiatives REDD+³⁹ viennent en aide aux forêts d'Afrique centrale.

Les plantations de palmiers à huile ont un effet dévastateur sur la biodiversité dans la mesure où elles entraînent une perte totale de la forêt. Elles causent aussi le morcellement des forêts et, si elles sont mal planifiées, elles risquent de bloquer les flux génétiques et de bouleverser des processus écologiques.

2.1.4 Nouvelles maladies

Au cours des deux dernières décennies, la recherche a mis en évidence l'importance des nouvelles maladies qui sont une grave menace non seulement pour les populations humaines mais aussi pour la faune. Depuis le milieu des années 1990, il y a eu plusieurs épidémies d'Ébola au Gabon⁴⁰ et au Congo⁴¹ dans les populations humaines, et toutes ont été attribuées à des chasseurs manipulant

des carcasses de grands singes trouvées dans la forêt⁴². Les épidémies d'Ébola dans et hors du parc national d'Odzala, au Congo, entre 2000 et 2004, ont entraîné la perte probable de 80 % de la population de gorilles.

On sait aujourd'hui que le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) trouve son origine chez les chimpanzés et les cercopithecés (mangabey) enfumés *Cercocebus atys* avant d'être passé chez l'homme. Plus de 40 espèces de primates non humains ont été testées positives pour le virus de l'immunodéficience simienne (VIS)⁴³. Comme les hommes consomment la viande de nombre de ces espèces, le risque de voir plusieurs nouvelles souches de VIS transmises aux hommes est jugé significatif. Des observations faites au Cameroun sur des personnes présentant des symptômes de VIH, mais sans être positifs ni au VIH ni au VIS, font craindre l'apparition de nouvelles souches de VIH qui pourraient rendre encore plus difficile l'identification d'un traitement contre le syndrome d'immunodéficience acquise (SIDA).

D'autres maladies ont été détectées dans la viande de primates, notamment le virus de Marburg, la variole du singe, le virus spumeux simien, des arbovirus (dengue et fièvre jaune), l'anthrax, la salmonellose, l'herpès de type B, la leishmaniose cutanée et la loaloa. Étant donné l'ampleur du commerce de viande de brousse, la présence de ces pathogènes constitue un risque sanitaire très sérieux.

Les populations sauvages de primates sont aussi sensibles aux maladies humaines comme la grippe et la rougeole. Ceci est particulièrement important dans les cas où des touristes s'approchent de groupes habitués de gorilles ou de chimpanzés⁴⁴. Ces singes sont particulièrement vulnérables face à certaines maladies humaines et c'est donc une préoccupation constante dans le cas d'espèces menacées, comme le gorille de montagne, dont il ne reste que quelques centaines d'individus groupés en deux populations distinctes (forêt de Bwindi et montagnes des Virunga).

Comme la déforestation continue, la faune va être toujours plus confinée dans des poches de forêt entourées d'installations humaines. Cela augmente les risques de contacts entre humains et animaux porteurs de virus, et par là-même d'émergence de nouvelles maladies.

(37) Seeds of Destruction. Expansion of industrial oil palm in the Congo Basin: potential impacts on forests and people. Rainforest Foundation. Février 2013. 38 pp.

(38) <http://blog.cifor.org/26824/redd-central-africa-forests-cash-crops#.VXqG-nkw-zk>

(39) Réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts.

(40) Huijbregts B., P. De Wachter, L.S.N. Obiang et M.E. Akou (2003). Ebola and the decline of gorilla *Gorilla gorilla* and chimpanzee *Pan troglodytes* in populations in Minkébé Forest, north-eastern Gabon. *Oryx* 37:437-443.

(41) Bermejo M., J.D. Rodriguez-Teijeiro, G. Illera, A. Barroso, C. Vila et P.D. Walsh (2006). Ebola outbreak killed 5000 gorillas. *Science* 314, p.1564.

(42) Rouquet P., J.M. Froment, M. Bermejo, A. Kilbourn, W. Kares, P. Reed et al. (2005). Wild animal mortality monitoring and human Ebola outbreaks, Gabon and Republic of Congo, 2001-2003. *Emerging Infectious Diseases*, 11, pp. 283-290.

(43) Locatelli S. et M. Peeters (2012). Non-Human Primates, Retroviruses, and Zoonotic Infection Risks in the Human Population. *Nature Education Knowledge* 3(10), p. 62.

(44) Macfie E.J. et E.A. Williamson (2010). Best Practice Guidelines for Great Ape Tourism. Gland, Suisse. UICN/SSC Groupe de spécialistes des primates (PSG), 78 pp.



#3



^
Le crâne d'un gorille des plaines de l'ouest tué par le virus Ebola dans le parc national d'Odzala-Kokoua, Congo. Dans les régions touchées par les épidémies dues au virus Ebola, les populations de grands singes ont sévèrement décliné.

^
Un chasseur et un cercopithèque pogonias agonisant à proximité du village de Mbomo, nord du Congo. Plus de 40 espèces différentes de primates non humains ont été testées positives pour le virus de l'immunodéficience simienne (VIS). Le risque de transmission à l'homme de nouvelles souches de VIS est jugé significatif.

2.2 LES PRINCIPAUX VECTEURS DES MENACES

2.2.1 La croissance démographique, la pauvreté et les systèmes agricoles

La croissance démographique, associée à une pauvreté durable et aux systèmes de production agricole pratiqués dans la région, est un vecteur extrêmement important de la perte de biodiversité. Certains pays du bassin du Congo se classent parmi les plus bas du monde pour la plupart des indicateurs de bien-être humain, et parmi les plus hauts pour la croissance et la fertilité de la population. La croissance annuelle moyenne de la population en Afrique centrale est comprise entre 2 et 3 %. La population de la RDC devrait passer de 67 millions en 2013 à 155 millions en 2050 (publication «Synthèse», section 1.4, tableau 1).

La pauvreté, spécialement en milieu rural, signifie que les populations locales restent fortement dépendantes des ressources naturelles de la forêt pour leur subsistance. Mais le manque d'opportunités économiques dans les zones rurales pousse les communautés à s'engager dans l'exploitation commerciale des ressources forestières, à destination des marchés urbains en plein essor où vit à peu près la moitié de la population d'Afrique centrale. Pour la plupart des animaux de forêt, spécialement ceux de taille moyenne à grande, l'exploitation commerciale mène quasiment toujours à la surexploitation de la ressource⁴⁵.

Le manque d'efficacité des systèmes de production agricole – tant la culture que l'élevage – de la région aggrave encore la situation. Une production agricole inefficace entraîne une perte de débouchés économiques pour les populations rurales, ce qui augmente leur dépendance vis-à-vis des ressources naturelles,

y compris les espèces sauvages et les forêts, pour leurs revenus et moyens de subsistance. De plus, la faible production agricole et les pratiques d'élevage peu rentables forcent les populations locales à consommer de la viande de brousse et des plantes sauvages pour répondre à leurs besoins nutritifs.

Vu l'absence de tout programme efficace de planning familial, la croissance de la population, spécialement dans les riches zones agricoles comme les hauts plateaux du rift Albertin, a conduit à une surpopulation dans ces régions et à une tendance à migrer vers l'ouest, vers des forêts de plus basse altitude. Non seulement ces forêts ne sont pas capables de supporter une densité de population aussi élevée (qui provoque la transformation d'espaces forestiers toujours plus grands en zones agricoles), mais la migration entraîne des conflits fonciers avec les communautés locales autochtones. Le chevauchement entre les systèmes fonciers coutumiers et modernes rend ces conflits particulièrement difficiles à résoudre, ce qui a souvent engendré de la violence (ex. dans l'est de la RDC), quand les populations autochtones et migrantes s'affrontent pour des droits fonciers et des structures de pouvoir.

La chasse commerciale pour alimenter les marchés urbains de viande de brousse est un exemple classique du «libre accès» aux ressources qui conduit à la surexploitation. Les chasseurs migrants qui arrivent dans une zone ouverte par de nouvelles routes sont souvent mal vus par les communautés autochtones qui considèrent que ces «étrangers» gagnent de l'argent avec «leurs» ressources. Mais le niveau de pauvreté dans ces communautés forestières est tel que les populations autochtones finissent souvent par collaborer avec les chasseurs migrants pour obtenir une partie des revenus. Ainsi, des populations autochtones semi-nomades (pygmées) travailleront volontairement avec des chasseurs commerciaux (pour très peu de bénéfices financiers) et comme ce sont des chasseurs expérimentés, ils peuvent très rapidement vider une zone de sa faune.

(⁴⁵) Nasi R., D. Brown, D. Wilkie, E. Bennett, C. Tutin, G. van Tol et T. Christophersen (2008). Conservation and use of wildlife-based resources: the bushmeat crisis. Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, Montréal, et Center for International Forestry Research (CIFOR), Bogor. Technical Series no. 33. 50 pp.

2.2.2 La mauvaise gouvernance

La corruption est un obstacle majeur à la mise en place des institutions solides nécessaires pour assurer la gouvernance et la gestion des ressources naturelles, dont les espèces sauvages, les forêts et les ressources en eau. Pour cette section, le terme «mauvaise gouvernance» sert à définir non seulement la corruption mais aussi, plus largement, le problème du manque de volonté politique et la multitude de façons dont des politiques gouvernementales, des lois et des programmes (dans tous les secteurs: environnement, éducation, justice, droit foncier, santé, infrastructures, exploitation minière, etc.), mal conçus et mal appliqués, peuvent entraîner des impacts négatifs irréversibles sur la biodiversité.

Les industries extractives (forestière, minière et pétrolière) sont une source majeure d'investissement et de revenus en Afrique centrale, mais les pays n'ont généralement pas réussi à traduire ces revenus en un développement économique durable. Dans certains cas, de gros revenus de l'industrie extractive semblent même avoir retardé le développement économique et social à cause d'un certain nombre de phénomènes connus sous le nom de «malédiction des ressources»⁴⁶ (le vol du revenu des ressources par l'élite dirigeante, les conflits pour l'accès aux ressources). Alors qu'elle est un des pays les plus riches de la planète, la RDC se classe au niveau le plus bas du monde en termes de PIB par habitant (415 USD)⁴⁷. La Guinée équatoriale est un autre exemple de pays que ses gigantesques revenus du pétrole et du gaz classe 30^e en termes de PIB par habitant (29 742 USD), mais 144^e au classement du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) des tendances de l'indice du développement humain⁴⁸.

Les pays d'Afrique centrale se classent parmi les pires du monde en termes de corruption⁴⁹. Celle-ci envahit tous les domaines de la vie et mine tous les efforts de développement. En Afrique centrale, la mauvaise gouvernance est le facteur par excellence qui compromet tous les efforts de conservation. Elle impacte la nature et la biodiversité de multiples façons:

- **Manque de volonté politique** d'apporter l'aide nécessaire aux AP. Si le discours politique des gouvernements d'Afrique centrale est résolument en faveur de la conservation de la biodiversité et de la gestion des AP, en réalité, la plupart des gouvernements investissent moins que le strict minimum dans les AP. Presque sans exception, les seules AP d'Afrique centrale qui sont gérées plus ou moins correctement sont celles qui reçoivent l'appui de bailleurs étrangers et d'ONG de conservation. La corruption à l'échelle locale nuit à l'efficacité

des opérations des autorités des parcs, des ONG et des communautés actives dans la conservation et la protection de la biodiversité.

- **Les systèmes juridiques problématiques** impliquent que les contrevenants sont rarement poursuivis. L'impunité face aux poursuites, particulièrement aux niveaux les plus élevés du gouvernement où la corruption à grande échelle est ouvertement tolérée, établit les normes pour tous les autres et engendre le mépris pour les procédures juridiques et le sentiment que «tout est permis». Dans les cas de crimes contre la nature, les poursuites sont rares, et les sanctions infligées ne sont, de toute façon, pas assez dissuasives. Il y a aussi de fortes disparités entre les cadres juridiques, avec des sanctions qui peuvent varier considérablement d'un pays à l'autre.
- **La mauvaise planification de l'utilisation des terres** aboutit souvent à une compétition et à des attributions de terres incompatibles. La collaboration et la communication interministérielles sont notoirement mauvaises, ce qui entraîne des choix en matière de développement qui n'intègrent pas souvent les besoins de conservation de la biodiversité. La corruption locale dans les processus de planification entraîne des répartitions de territoires et de ressources injustes et qui ne reflètent pas la volonté des communautés, mais plutôt celle des élites. Ceci sape le processus et pousse les gens à dédaigner le système de gestion des ressources de base. Dans de tels cas, la surexploitation peut être considérée comme un acte de rébellion honorable contre les injustices du système en place.
- **La répartition des droits aux ressources et les permis environnementaux:** Les évaluations d'impact environnemental sont généralement de piètre qualité et sont souvent considérées comme des contraintes administratives qui doivent permettre aux sociétés de poursuivre le «*business as usual*». Voir par exemple les infrastructures routières, les barrages hydro-électriques, les plantations agro-industrielles, les permis miniers, etc., dans des zones où la biodiversité est de grande valeur, y compris dans des AP. L'attribution d'un permis d'exploration pétrolière à l'intérieur du PN des Virunga, qui est un site du patrimoine mondial, en est un des exemples les plus criants. Cet exemple souligne aussi un autre aspect du problème qui est que, même lorsque l'on sait très bien qu'un permis minier ou pétrolier empiète sur une AP, les gouvernements ne veulent pas renoncer aux revenus potentiellement énormes qui seraient générés et sont prêts à outrepasser, ou même à changer, les lois existantes pour permettre à l'exploitation d'aller de l'avant.

⁽⁴⁶⁾ (2008). Governance of extractive industries in Africa. Survey of donor-funded assistance. Rapport pour le Norad/Banque mondiale/Banque africaine de développement/Fonds africain de développement, 46 pp.

⁽⁴⁷⁾ <http://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.PCAP.PP.CD/countries?display=default>

⁽⁴⁸⁾ <http://hdr.undp.org/en/content/table-2-human-development-index-trends-1980-2013>

⁽⁴⁹⁾ Sur les 175 nations du monde, l'indice de perception de la corruption de *Transparency International* place Sao Tomé en tête à 72, suivi du Gabon (106), du Cameroun et de la RCA (144), des deux Congo (154) et de la Guinée équatoriale (163).



^

Équipement et magasins au siège du parc national de la Garamba détruits pendant une attaque de l'Armée de résistance du Seigneur (Lord's Resistance Army – LRA), RDC. Quinze personnes ont perdu la vie et deux enfants ont été kidnappés.

- **L'inadéquation du droit foncier** conduit à une utilisation non soutenable des ressources. Dans certains pays, les systèmes coutumiers et publics en matière de droit foncier se chevauchent et cela peut créer des conflits pour l'utilisation des terres. Lorsque les populations qui vivent dans la forêt estiment qu'elles n'ont pas un intérêt réel dans la «propriété» de leurs ressources forestières, elles ne sont pas vraiment incitées à les exploiter de façon durable. Cela aboutit souvent à une situation de «libre accès» aux ressources et à leur surexploitation à des fins commerciales.
- **De mauvais systèmes éducatifs** signifient qu'une grande proportion des enfants, spécialement dans les zones rurales, ne vont pas à l'école. La qualité des structures de l'enseignement supérieur est très variable selon les sites. L'environnement est une matière généralement très peu abordée dans le *curriculum*, et les concepts de conservation et d'utilisation durable des ressources naturelles sont mal compris par la jeune génération.
- **Des armées nationales problématiques** où il y a peu de discipline et où les soldats sont souvent mal payés (voire, comme dans le cas de la RDC, pas payés du tout). Des membres des forces armées, à tous les niveaux, sont souvent impliqués dans le braconnage ou dans d'autres activités illégales comme l'exploitation minière. Dans l'est de la RDC, des membres des forces armées collaborent même avec des groupes rebelles pour exploiter et commercialiser la même ressource (or, diamants, coltan, charbon de bois). La présence d'une bande de braconniers soudanais lourdement armée et très bien organisée, opérant apparemment en toute impunité en RCA et dans le nord du Cameroun, n'a pas été menacée par les forces de la défense nationale avant que l'opinion publique internationale ne les oblige à agir (quand il était trop tard).

2.2.3 Les conflits nationaux et régionaux

L'Afrique centrale est en butte à des conflits (internes et externes) depuis trois décennies. Ceux-ci ont eu un impact dévastateur sur le niveau de vie des populations, le développement socio-économique et la protection des ressources naturelles. Nombre de ces conflits peuvent en fait être décrits comme des conflits pour l'accès à des ressources naturelles (est de la RDC, nord de la RCA, Tchad, Congo). La RDC est l'exemple particulièrement marquant d'un pays où d'immenses richesses n'ont pas rapporté beaucoup plus que des conflits. À l'époque des guerres de libération, entre 1997 et 2004, les armées d'au moins sept pays voisins se trouvaient positionnées sur le territoire congolais, avec comme motivation profonde pour la plupart d'entre eux, sinon tous, d'exploiter les ressources naturelles du pays. Ces conflits conduisent à la prolifération des armes automatiques, qui finissent souvent entre les mains des chasseurs ou de leurs patrons. Les deux Congo, la RCA et le Tchad sont particulièrement concernés par ce problème mais la porosité des frontières internationales signifie que d'autres pays sont tout autant affectés. L'évolution récente de la crise du braconnage des éléphants démontre que le vide créé par l'effondrement de l'ordre public (soit dans les cas de mauvaise gouvernance, soit en période de conflits) a permis à des milices armées et à des groupes terroristes de s'infiltrer et d'opérer quasiment en toute impunité.



3

**Les efforts de conservation
en cours**



>3 _ Les efforts de conservation en cours

3.1 COMIFAC, PFBC ET CEEAC – UN CADRE RÉGIONAL POUR LA CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ

La Commission des forêts d'Afrique centrale (COMIFAC) est née d'un sommet des chefs d'État sur la gestion durable des forêts tenu à Yaoundé en 1999, et le Partenariat pour les forêts du bassin du Congo (PFBC) a été lancé au sommet mondial pour le développement durable à Johannesburg en 2004. Ensemble, ces deux structures fournissent le cadre stratégique pour une coopération régionale et la collaboration des bailleurs en Afrique centrale. Le PFBC (annexe 1) coordonne les programmes et les politiques des différentes organisations partenaires afin d'améliorer la cohérence et l'efficacité de leurs programmes pour le développement durable des écosystèmes forestiers du bassin du Congo, dans le cadre du plan stratégique de la COMIFAC (plan de convergence) qui a été révisé en 2014. Un certain nombre d'organisations partenaires apportent un appui technique à la COMIFAC, comme le RAPAC (Réseau des aires protégées en Afrique centrale) et l'OFAC (Observatoire des forêts d'Afrique centrale).

La conservation de la diversité biologique (y compris la gestion des AP) est une composante essentielle du plan stratégique en neuf points de la COMIFAC (encadré 1). L'approche basée sur le paysage est une partie intégrante de l'appui du PFBC à la COMIFAC. Cette approche veut améliorer l'intégrité territoriale des AP et de leurs environs en traitant les problèmes de gestion de la conservation dans les zones multi-usages qui les relient.

Les initiatives régionales principales en matière de planification du renforcement des lois et de conservation de la biodiversité et les accords qui ont été élaborés récemment incluent:

- Le plan d'action sous-régional des pays de l'espace COMIFAC pour le renforcement de l'application des législations nationales sur la faune sauvage (PAPECALF) pour la période 2012-2017 développé par la COMIFAC⁵⁰. Le plan vise à (i) renforcer la coopération et la collaboration entre les organes de supervision et les autorités juridiques concernées par l'application des lois sur la faune au niveau national et régional, (ii) intensifier les investigations et les opérations de maintien de

l'ordre aux principaux points de transit, postes frontières, zones transfrontalières et marchés locaux, (iii) établir des mesures de dissuasion efficaces contre le braconnage et le commerce illégal de faune sauvage et s'assurer que les cas sont correctement poursuivis et les résultats largement publiés et (iv) renforcer la sensibilisation au sujet du commerce illégal de faune sauvage.

- Le plan d'extrême urgence de lutte anti-braconnage (PEXULAB)⁵¹, qui est une composante de courte durée du PAPECALF.
- Le plan d'action régional pour la conservation des chimpanzés et des gorilles en Afrique centrale⁵².
- Le plan d'action 2012-2022 pour la conservation des grands singes dans l'est de la RDC⁵³.
- La stratégie 2012-2020 pour la conservation des bonobos⁵⁴.
- La stratégie pour la conservation des éléphants en Afrique centrale (2005).
- L'accord trinational – un accord sans précédent signé en 2000 entre les gouvernements du Congo, de la RCA et du Cameroun pour la protection et la gestion conjointes du complexe d'aires protégées du Trinational de la Sangha. Cet accord est à l'origine de l'inscription du site au patrimoine mondial.

La Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC) est de plus en plus impliquée dans le traitement du problème de la criminalité liée à la nature en raison des dommages qu'elle cause aux économies et à la sécurité de la région. En collaboration avec des partenaires techniques régionaux, la CEEAC joue un rôle important dans le développement et la mise en œuvre de réponses stratégiques par l'intermédiaire de sa cellule anti-braconnage⁵⁵, en particulier le PEXULAB et le PAPECALF mentionnés plus haut. Le CEEAC est aussi la structure régionale par laquelle l'UE mobilise son appui au RAPAC/ECOFAC.

⁽⁵⁰⁾ Plan d'action sous-régional des pays de l'espace COMIFAC pour le renforcement de l'application des législations nationales sur la faune sauvage (PAPECALF) 2012-2017. www.pfbc-cbfp.org/comifac.html

⁽⁵¹⁾ Plan d'extrême urgence de lutte anti-braconnage (PEXULAB): <http://pfbc-cbfp.org/actualites/items/LAB-CEEAC.html>

⁽⁵²⁾ Tutin C. et al. (2005). Plan d'action régional pour la conservation des chimpanzés et des gorilles en Afrique Centrale. Conservation International. Washington, DC.

⁽⁵³⁾ Maldonado O., C. Aveling, D. Cox, S. Nixon, R. Nishuli, D. Merlo, L. Pintea et E.A. Williamson (2012). Grauer's Gorillas and Chimpanzees in Eastern Democratic Republic of Congo (Kahuzi-Biega, Maiko, Tayna and Itombwe Landscape): Plan d'action de conservation 2012-2022. Gland, Suisse: IUCN/SSC Groupe de spécialistes des primates, ministère de l'Environnement, de la Conservation de la nature et du Tourisme, Institut congolais pour la conservation de la nature et Jane Goodall Institute.

⁽⁵⁴⁾ IUCN & ICCN (2012). Bonobo (*Pan paniscus*): Conservation Strategy 2012-2022. Gland, Suisse: Groupe de spécialistes des primates de l'IUCN/SSC & Institut congolais pour la conservation de la nature. 65 pp.

⁽⁵⁵⁾ <http://www.lab-ceeac.com/>



^
Un troupeau de plusieurs centaines d'éléphants dans le parc national de Zakouma, Tchad. Entre 2006 et 2008, durant une longue période de conflit armé, la population d'éléphants de Zakouma a été décimée par les braconniers en lien avec le Soudan. La population très amoindrie est désormais stabilisée grâce à une protection efficace sur le terrain rendue possible par un fort soutien politique au plus haut niveau.

ENCADRÉ 1. ÉLÉMENTS PRINCIPAUX DU PLAN DE CONVERGENCE DE LA COMIFAC 2015-2025

Thèmes stratégiques prioritaires

- harmonisation des politiques forestières et fiscales;
- gestion et développement durable des ressources forestières;
- conservation et utilisation durable de la diversité biologique;
- lutte contre les changements climatiques et la désertification;
- développement socio-économique et participation multi-acteurs.

Thèmes stratégiques transversaux

- financement durable;
- formation et renforcement des capacités;
- recherche et développement;
- communication, sensibilisation et éducation.

3.2 LES PRINCIPALES AGENCES DE FINANCEMENT ET PARTENAIRES DE LA CONSERVATION

La conservation de la biodiversité en Afrique centrale est principalement assurée par des organismes donateurs internationaux, des ONG de conservation et d'autres partenaires techniques qui travaillent en partenariat avec les autorités nationales chargées des forêts, de la nature et des aires protégées. Les ONG travaillent avec des fonds fournis par les organismes donateurs mais elles mobilisent aussi de nombreuses sources de financement privé. De très nombreuses organisations travaillent en Afrique centrale et il n'est pas possible de donner ici une description détaillée de leurs différentes interventions.

Au cours des deux dernières décennies, l'UE et les E.-U. ont été, et sont toujours, les bailleurs les plus importants en termes de fonds mobilisés pour la région. Avec leur coopération bilatérale, les pays européens font aussi des contributions importantes, spécialement l'Allemagne et la France. L'Allemagne se focalise surtout sur les aires protégées alors que la France s'intéresse plus au secteur forestier. L'Espagne soutient des initiatives de conservation en RDC, au Congo, au Cameroun et en Guinée équatoriale. La Norvège aussi a commencé dernièrement à contribuer, *via* son Initiative internationale pour le climat et la forêt. Des institutions internationales comme la Banque mondiale (*via* le Fonds pour l'environnement mondial FEM), la Banque africaine de développement, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) soutiennent aussi des efforts de conservation dans la région. Les paragraphes qui suivent résument les interventions des plus gros bailleurs en Afrique centrale. Le tableau 1 (section 5.1) donne un aperçu plus complet des endroits où les principaux donateurs et partenaires techniques sont actifs.



^

L'insaisissable okapi, un genre de girafe forestière endémique des forêts de l'est de la RDC.

L'Union européenne

Jusqu'à aujourd'hui, l'UE a engagé plus de 500 millions d'EUR dans la conservation de la biodiversité en Afrique en 28 ans. L'appui accordé aux AP par l'UE passe soit par des subventions à des ONG internationales ou locales, qui sont alors responsables de la mise en œuvre des activités, soit par la coopération multilatérale (État bénéficiaire/UE). Par le projet régional ECOFAC (Écosystèmes forestiers d'Afrique centrale), lancé en 1992 (et toujours opérationnel), l'UE a initié une approche régionale de la conservation en Afrique centrale, qui encourage la collaboration régionale pour la gestion des AP grâce à un appui coordonné d'AP spécifiques dans chaque pays. Le réseau des aires protégées d'Afrique centrale (RAPAC) est issu d'ECOFAC et est une des structures par laquelle l'UE mobilise ses fonds pour la conservation. D'autres AP sont aussi appuyées dans le cadre de partenariats public-privé: PN de Zakouma, d'Odzala, de Nouabalé-Ndoki (en projet), des Virunga, de la Garamba et de l'Akagera (voir section 4). Plus de 203 millions d'EUR sont actuellement proposés pour des activités de conservation axées sur les AP en Afrique centrale.

L'UE finance aussi des projets transversaux qui incluent des composantes concernant l'Afrique centrale, comme MIKES (*Minimising the Illegal Killing of Elephants and other Endangered Species* – Minimiser le l'abattage illicite des éléphants et autres espèces en danger), BIOPAMA (*Biodiversity and Protected Areas Management in African, Caribbean and Pacific countries* – Gestion de la biodiversité et des aires protégées dans des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique) et l'OFAC (Observatoire des forêts d'Afrique centrale) et elle mobilise aussi des fonds par d'autres organismes internationaux (ex. l'Initiative pour le patrimoine forestier d'Afrique centrale (CAWHFI) qui cible des sites du patrimoine mondial existants et potentiels en Afrique centrale).

Par le Programme pour l'application des réglementations forestières, gouvernance et échanges commerciaux (FLEGT), l'UE contribue aussi indirectement à la conservation de la biodiversité en garantissant que les grumes importées en Europe ont été exploitées en conformité avec les lois forestières nationales.

L'UE soutient la formation et le renforcement des capacités par son appui à l'ERAIFT (École régionale postuniversitaire d'aménagement et de gestion intégrés des forêts et territoires tropicaux) et à l'Université de Kisangani (RDC).

Les États-Unis d'Amérique

Le gouvernement américain fournit son aide à la conservation en Afrique centrale par l'intermédiaire de l'Agence américaine pour le développement international (USAID) et de l'*United States Fish and Wildlife Service* (USFWS), le Département de la pêche et des espèces sauvages.

USAID

Le Programme CARPE (*Central African Regional Program for the Environment* – Programme régional pour l'environnement en Afrique centrale) de l'USAID fut lancé en 1997 et, comme ECOFAC, il encourage une approche régionale de la conservation. L'accent est mis sur l'approche paysagère et des ressources importantes sont mobilisées pour les zones tampons des AP, dans 12 paysages d'Afrique centrale, pour la planification de l'aménagement du territoire, des activités de gestion communautaire des ressources naturelles, et le renforcement des capacités dans les structures locales. Pour la mise en œuvre de ses activités, CARPE s'allie avec des ONG internationales de conservation qui ont de l'expérience dans la région. Au cours des 20 dernières années, il a mobilisé entre 10 et 15 millions de dollars par an.

De 2013 à 2018, CARPE III sera exécuté par deux programmes, CAFEC (*Central African Forest Ecosystem Conservation* – Conservation des écosystèmes forestiers en Afrique centrale) et SCAEMPS (*Strengthening Central African Environmental Management and Policy Support* – Renforcement du soutien à la gestion et aux politiques environnementales en Afrique centrale). Pour CAFEC, un total de 92,3 millions d'USD devraient être mobilisés (21 millions d'USD devraient venir de l'Initiative internationale de la Norvège en faveur du climat et des forêts – NICFI) sur cinq ans. Les actions se concentreront sur huit paysages situés dans les deux Congo. Pour SCAEMPS, près de 10 millions d'USD seront alloués sur cinq ans pour promouvoir les progrès



^

Touracos géants, parc national d'Odzala-Kokoua, Congo.

institutionnels et réglementaires nationaux et régionaux et pour fournir des instruments de contrôle afin d'informer les politiques et de soutenir la conservation des forêts et de la biodiversité.

USFWS

L'USFWS apporte son aide dans le monde entier par l'intermédiaire de son programme *Wildlife Without Borders* financé par sept fonds promulgués par le Congrès américain⁵⁶. USFWS finance des projets dans tous les États d'Afrique centrale (aujourd'hui plus de 30 initiatives sont financées). Les fonds sont distribués suite à des accords de coopération et par des subventions. Les subventions peuvent être accordées à des particuliers, à des organismes nationaux, à des ONG nationales et internationales par un système annuel d'appels à propositions.

Pour les cinq prochaines années, 5,5 millions d'USD/an sont alloués pour des accords de coopération avec l'Agence des parcs nationaux du Gabon (ANPN), avec l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN) en RDC (pour les PN des Virunga et de Lomami) et avec le site du patrimoine mondial du TNS. Des subventions seront aussi disponibles (de 50 000 à 250 000 USD) pour toute une gamme d'autres initiatives visant à réduire le commerce de viande de brousse, à renforcer les procédures judiciaires pour les crimes contre la nature, à identifier et à gérer de nouvelles AP, et à former des gestionnaires de la faune⁵⁷.

Environ 5-6 millions d'USD/an devraient être disponibles (soumis chaque année à l'approbation du Congrès).

Allemagne

L'Allemagne soutient la conservation en Afrique centrale depuis très longtemps, notamment par son appui ininterrompu au PN de Kahuzi-Biega (site du patrimoine mondial) en RDC depuis 1983, et elle est actuellement un des plus gros bailleurs de la conservation en Afrique centrale. Le soutien de l'Allemagne à la conservation passe par le Ministère fédéral pour la coopération économique et le développement (BMZ) et est mis en œuvre par la *Deutsche gesellschaft für technische Zusammenarbeit* or GTZ (coopération technique) et la *Kreditanstalt für Wiederaufbau* ou KfW (coopération financière). Plus de 125 millions d'EUR sont actuellement engagés ou en voie de l'être pour des initiatives réalisées par KfW.

L'appui allemand vise divers aspects des problèmes de la conservation dans la région. La politique et la gouvernance forestières sont traitées par un soutien à plusieurs processus comme la COMIFAC, le FLEGT, l'exploitation de forêts certifiées et la préparation de l'initiative de réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts REDD+, et le renforcement institutionnel en RDC. Il reconnaît les faiblesses des institutions nationales de conservation et le besoin d'un appui à long terme des AP et de sources durables de financement pour éviter les impacts négatifs de cycles de financement discontinus. L'Allemagne fait d'importants investissements dans la gestion d'AP (particulièrement dans des sites où travaillent des ONG partenaires expérimentées) et dans des mécanismes de financement durable. Quinze AP importantes au moins reçoivent ou vont recevoir un appui direct pour leur gestion⁵⁸, et l'Allemagne fut un des premiers pays d'Europe à capitaliser des fonds fiduciaires. Elle a été un des acteurs majeurs dans le développement et la capitalisation du fonds fiduciaire de TNS (Congo, RCA et Cameroun) et soutient le développement du fonds fiduciaire okapi pour le réseau d'AP de RDC⁵⁹. L'Allemagne

⁽⁵⁶⁾ African Elephant Conservation Fund 1989; Amphibians in Decline Fund 2010; Asian Elephant Conservation Fund 1997; Critically Endangered Animals Fund 2009; Great Apes Conservation Fund 2000; Marine Turtle Conservation Fund 2004; Rhinoceros and Tiger Conservation Fund 1994.

⁽⁵⁷⁾ La formation est appuyée par des subventions allouées au Collège de la faune de Garoua et par une approche novatrice initiée avec l'ANPN du Gabon intitulée MENTOR-FOREST (*Mentoring for Environmental Training in Outreach and Resource conservation*) pour renforcer les capacités d'équipes pluridisciplinaires de conservatinnistes d'Afrique centrale à améliorer la gestion des forêts et la conservation de la faune sauvage. <http://www.fws.gov/international/signature-initiatives/mentor-forest.html>

⁽⁵⁸⁾ RDC: RF Okapi, PN de Kahuzi-Biega, PN de Kundelungu, PN de Lomami, PN de Salonga, RN de Ngiri; Cameroun: PN de Korup, PN du Mt Cameroun, PN de Takamanda, PN de Banyang-Mbo, PN de Lobeke, PN de Waza, PN de la Benoué, PN deBouba-Ndjida; et le TNS transfrontalier, site du patrimoine mondial (Congo, RCA, Cameroun).

⁽⁵⁹⁾ Le Fonds Okapi est destiné aux aires protégées de RDC et il vise au départ un capital de 120 millions d'EUR.

est aussi un des premiers pays à utiliser des mécanismes d'échanges de dettes pour soutenir des activités de conservation en Afrique centrale.

France

L'appui de la France à la conservation et à la gestion durable des forêts passe par l'Agence française de développement (AFD) et par le Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM).

Au cours des 20 dernières années, l'AFD a fait une contribution particulièrement importante pour consolider des pratiques de gestion durable dans les concessions d'exploitation forestière. Cela a aidé à mettre en gestion 20 millions d'hectares de forêt du bassin du Congo, dont cinq millions sont certifiés selon des normes internationales. La stratégie de conservation de la biodiversité de l'AFD vise à protéger, restaurer, gérer et développer des écosystèmes et à partager équitablement les bénéfices de leur développement, à intégrer la conservation des écosystèmes dans des politiques de développement industriel et à renforcer les partenariats entre les acteurs français de la biodiversité et d'autres acteurs dans les endroits où travaille l'AFD. Un élément essentiel de sa stratégie est aussi d'arriver à un financement durable de la protection de la biodiversité grâce à des fondations (l'AFD contribue à la fondation pour le TNS), des paiements pour des services écosystémiques et des compensations de la biodiversité. L'AFD finance aussi des activités de conservation par des mécanismes de conversion de dettes. La conversion d'une dette de 50 millions d'EUR pour le Gabon sert à financer la conservation et la gestion durable d'écosystèmes forestiers gabonais et notamment la mise en œuvre d'activités anti-braconnage de l'ANPN. Les engagements actuels de l'AFD pour la biodiversité sont d'environ 160 millions d'EUR/an, dont près de 75 % vont en Afrique subsaharienne.

Le FFEM mobilise environ 200 millions d'EUR par an, dont 5 millions environ sont alloués à la conservation de la biodiversité en Afrique. En Afrique centrale, le FFEM appuie les efforts d'amélioration des meilleures pratiques d'abattage forestier et d'intégration des pratiques durables de gestion forestière (soutenues par la France depuis de nombreuses années) dans les stratégies REDD des pays d'Afrique centrale. D'autres domaines bénéficiant d'un appui sont la gestion des AP, la conservation et la gestion durable des espèces sauvages dans les zones tampon, la chasse villageoise durable et les forêts communautaires. Le FFEM a aussi joué un rôle dans la création de fonds fiduciaires comme le fonds du TNS.

Banque mondiale – FEM

La Banque mondiale soutient la conservation de la biodiversité en RDC avec son projet de réhabilitation du réseau des parcs nationaux (PREPAN) et son projet de conservation des forêts et de la nature pour lesquels environ 75 millions d'USD sont engagés. Les objectifs de ces interventions incluent l'appui à des AP très prioritaires (PN des Virunga et de la Maïko), la création et la capitalisation du fonds fiduciaire okapi pour le réseau d'AP de RDC et le renforcement institutionnel de l'autorité nationale des AP (l'Institut congolais pour

la conservation de la nature ICCN) et de son ministère (ministère de l'Environnement, de la Conservation de la nature et du Tourisme MECNT). Dans le sud du Cameroun, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et la Banque mondiale vont soutenir une initiative pour la conservation et l'utilisation durable du bloc forestier de Ngoyla-Mintom situé dans la zone stratégique comprise entre le site du patrimoine mondial de la réserve de faune du Dja et le PN de Boumba-Bek.

Nations unies

Le financement **PNUD/FEM** soutient le projet TRIDOM, une initiative transfrontalière importante pour la conservation de la biodiversité dans l'interzone Minkébé-Dja-Odzala du Gabon, du Cameroun et du Congo, qui contient neuf aires protégées et des concessions forestières et minières (cette zone inclut la zone de Ngoyla-Mintom citée plus haut). Cette initiative vise à établir officiellement des structures de gouvernance pour la conservation et l'utilisation durable des ressources naturelles dans ce complexe trinational. Les activités sont centrées sur la planification de l'utilisation des terres, sur le suivi de la biodiversité et de l'utilisation des ressources naturelles, sur les systèmes d'application des lois et de conservation de la biodiversité dans les concessions forestières, et sur la gestion communautaire des ressources naturelles.

PNUE – Le PNUE coordonne le Partenariat pour la survie des grands singes (GRASP), un partenariat des pays de l'aire de répartition des grands singes ciblant les objectifs de la Stratégie pour la survie des grands singes.

Le Centre du patrimoine mondial de l'**UNESCO** mobilise des fonds de sources diverses (UE, France, Italie, Belgique) pour venir en aide à huit des neuf sites du patrimoine mondial (SPM) et pour identifier des sites potentiels grâce à ses deux programmes: l'appui des SPM de RDC qui sont en danger et l'initiative pour le patrimoine mondial forestier en Afrique centrale (CAWFHI). L'initiative CAWFHI accorde une attention particulière aux complexes d'aires protégées transfrontalières et à l'engagement avec le secteur privé pour la conservation de la biodiversité dans les interzones connectant des aires protégées. L'UNESCO a aussi lancé l'École régionale postuniversitaire d'aménagement et de gestion intégrés des forêts et territoires tropicaux (ERAIFT) à Kinshasa en 1999 et continue à la coordonner.

Le **FEM/FAO** a récemment lancé une initiative régionale de 10 millions d'USD pour la gestion durable du secteur de la faune et de la viande de brousse en RDC, au Gabon, au Congo et en RCA. Par une série de projets pilotes, l'initiative veut vaincre les obstacles qui s'opposent à une gestion participative effective des ressources naturelles. Cela impliquera des réformes politiques pour donner aux communautés des droits pour l'utilisation de la faune sauvage sur leurs terres, pour développer des instruments pour la préparation de réglementations communautaires en matière de gestion de la nature, et pour renforcer les capacités des parties prenantes majeures (gestionnaires communautaires, institutions d'appui et organes de surveillance) pour la gestion participative des espèces sauvages.



^

*Un lac de lave dans le cratère du Nyiragongo, parc national des Virunga, RDC.
Ce volcan actif est une attraction touristique majeure.*

Organisations non gouvernementales et fondations

Les ONG nationales et internationales jouent un rôle central dans les initiatives de conservation en Afrique centrale. Pour de nombreux organismes de financement, ce sont les structures de prédilection pour fournir leur appui parce qu'elles ont une bonne expérience sur le terrain et qu'elles ont souvent des engagements à long terme dans les régions où elles travaillent, qu'elles ont des compétences spécialisées et qu'en général, elles peuvent lever d'autres sources de financement (fondations, donateurs privés, etc.) en plus de leur financement propre.

L'annexe 2 fournit une liste détaillée de ces organisations. Parmi les acteurs majeurs (en termes de portée géographique, de nombre de projets, de fonds mobilisés, d'impact ou de présence à long terme), citons *African Conservation Fund*, *African Parks Foundation*, *African Wildlife Foundation*, *Dian Fossey Gorilla Fund International*, *Fauna and Flora International*, l'UICN, *Jane Goodall Institute*, *Lukuru Foundation*, *Wildlife Conservation Society*, *Gilman International Conservation*, le Fonds mondial pour la nature, la Société zoologique de Londres et la Société zoologique du Milwaukee.

D'importantes fondations privées appuient des activités de conservation de la biodiversité; citons *Arcus Foundation*, *Abraham Foundation*, *Aspinall Foundation*, *Berggorilla & Regenwald Direkthilfe*, *BirdLife International*, *Howard G. Buffet Foundation*, *International Fund for Animal Welfare*, *International Conservation and Education Fund*, *Liz Claybourne and Art Ortenberg Foundation*, *McArthur Foundation*, *Murry Foundation* et *Rufford Foundation*.

De nombreuses universités, des institutions internationales de recherche ou des organisations plus militantes sont aussi actives en Afrique centrale (voir annexe 2), comme le Centre pour la recherche forestière internationale (CIFOR), l'*Environmental Investigation Agency*, le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), le *Joint Research Centre* (JRC), l'Université de Kyoto, *Max Planck Institute for Evolutionary Anthropology*, *Rainforest Foundation*, *World Resources Institute*, et le Musée royal de l'Afrique centrale (Belgique).

4

**Les enseignements tirés
et les approches prometteuses**



>4 _ Les enseignements tirés et les approches prometteuses

4.1 LES MEILLEURS ASSEMBLAGES DE BIODIVERSITÉ RESTANTE SE TROUVENT DANS DES AIRES PROTÉGÉES

En Afrique centrale, presque sans exception, les zones qui abritent les assemblages de biodiversité les plus intacts se trouvent dans des aires protégées (ou dans des zones qui jouissent d'une gestion active, comme les aires de chasse sportive). De plus, les AP où la biodiversité est protégée le plus efficacement sont celles qui bénéficient de l'appui d'agences de coopération et de leurs partenaires techniques parce que la plupart des agences nationales en charge des AP sont faibles et sous-financées.

4.2 UN FINANCEMENT À LONG TERME EST ESSENTIEL POUR UNE CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ

La conservation de la biodiversité exige un appui soutenu de longue haleine. Il faut éviter les cycles de financements intermittents parce que les populations sauvages peuvent se perdre très rapidement alors qu'elles mettent beaucoup de temps pour se rétablir. L'appui soutenu de l'UE au PN de Zakouma est un exemple particulièrement parlant de ce qu'un financement ininterrompu de longue durée peut faire pour relever une aire qui était près de l'anéantissement. Fin des années 1980, lorsque l'UE a commencé à intervenir, on ne voyait que très peu de faune sauvage. Au milieu des années 1990, les fortes concentrations de populations de faune sauvage du PN de Zakouma attiraient un grand nombre de touristes locaux et internationaux. Sans les trente années d'appui de l'Allemagne au PN de Kahuzi-Biega (RDC), il n'est pas certain que le parc aurait survécu à la longue période de guerre et d'anarchie que la province du Kivu a traversée. Il en va de même de l'aide apportée aux PN des Virunga et de la Garamba. L'investissement à long terme dans la conservation des AP aide à créer des «centres» de conservation qui ont de meilleures chances de survivre aux périodes de guerre civile parce que les institutions et la gouvernance y sont plus fortes.

Lorsque plusieurs agences ou organismes de financement sont impliqués pour appuyer les AP de haute priorité, des mécanismes financiers plus intégrés et coordonnés réduisent la charge administrative liée à la gestion de multiples bailleurs et/ou de contrats de durée relativement brève et améliorent les chances de résultats positifs pour la conservation.

4.3 UNE APPROCHE FONDÉE SUR LE PAYSAGE, Y COMPRIS POUR LES ACT, AMÉLIORE LA CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ

Si la diversité des espèces est élevée dans les forêts tropicales humides d'Afrique centrale, la densité des espèces y est relativement faible. C'est pourquoi la plupart des AP, à l'exception des plus vastes et des mieux protégées, ne sont probablement pas assez grandes pour garantir la conservation à long terme de l'ensemble des espèces et des processus biologiques. Cela a entraîné un changement des stratégies de conservation ces dernières années, avec une insistance croissante sur l'approche paysagère de la conservation, l'idée étant d'améliorer l'intégrité écologique des AP et de leurs environs en traitant les problèmes de gestion de la conservation dans les zones multi-usages qui les relient. La stratégie consiste à gérer l'impact des activités humaines de façon à préserver les flux génétiques et les processus écologiques dans tout le paysage et à empêcher ainsi les AP de devenir des poches de biodiversité isolées. Étant donné que la plupart des paysages écologiques chevauchent des frontières internationales, une approche régionale, transfrontalière va de pair avec l'approche paysagère⁶⁰.

En Afrique centrale, il existe plusieurs exemples où des complexes d'AP contigus chevauchent des frontières internationales et constituent des AP transfrontalières. Non seulement elles garantissent la protection sur de grandes superficies (importantes pour des espèces qui se déplacent beaucoup comme les éléphants), mais les coûts de la conservation sont répartis entre les pays, et cela procure à la faune sauvage des refuges (réservoirs) en cas d'effondrement de l'ordre public dans un des pays. Un bon exemple en est le complexe d'AP du paysage du Grand Virunga que se partagent la RDC, l'Ouganda et le Rwanda. Au début des années 1990, le PN des Virunga en RDC comptait une population d'hippopotames de plus de 25 000 individus. Dix ans plus tard, le braconnage la faisait sombrer à 500 individus. Cependant, il y a peu de risques que cette espèce disparaisse de ce site parce que la stabilité de l'Ouganda permet au PN Queen Elizabeth voisin de servir de réservoir pour un repeuplement. Le principe est le même pour les gorilles et les éléphants. La collaboration inter-États pour la protection d'aires protégées transfrontalières renforce aussi l'intégration et la sécurité régionales. La collaboration pour la gestion de ce complexe transfrontalier est menée à travers la Collaboration transfrontalière du Grand Virunga (GVTC) (chapitre 2, section 3.4.2, encadré 16).

⁽⁶⁰⁾ UNESCO (2010). Le patrimoine mondial dans le Bassin du Congo, 63 pp.



^

Le glacier du Stanley sur les montagnes du Ruwenzori, dans le parc national des Virunga, RDC. Le soutien à long terme de l'UE au PN Virunga, dès la deuxième moitié des années 80, a été essentiel à la survie de cet écosystème d'une importance exceptionnelle. Couvrant un gradient altitudinal supérieur à 4 000 m et représentant seulement 0,3 % de la superficie de la RDC, le parc national des Virunga abrite plus de la moitié des espèces de mammifères de la RDC, et les deux tiers de ses espèces d'oiseaux.

4.4 DES PARTENARIATS AVEC LE SECTEUR PRIVÉ OFFRENT DES MODÈLES PROMETTEURS POUR L'AMÉLIORATION DE LA CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ EN AFRIQUE CENTRALE

Deux types de partenariats avec le secteur privé ont été testés en Afrique centrale: des partenariats pour la gestion des AP et des partenariats avec des industries extractives dans des zones tampons d'AP. Les deux ont donné des résultats prometteurs.

Partenariats public-privé pour la gestion d'AP

Un des obstacles majeurs à la bonne gestion d'AP par des projets classiques d'assistance technique financés par des bailleurs est que les partenaires techniques responsables de la mise en œuvre du projet ne disposent pas d'un mandat suffisamment solide pour prendre les mesures et les décisions difficiles (comme remplacer un personnel corrompu ou incompétent) qui s'imposent. Les accords de PPP donnent au partenaire responsable de la mise en

œuvre un mandat plus fort et plus clair, avec un pouvoir décisionnel plus indépendant (y compris celui d'engager et de licencier) et une plus grande flexibilité administrative et financière. En fait, le partenaire privé apporte une approche plus «secteur privé» de la gestion d'un parc. L'implication d'un partenaire privé joue aussi un important rôle de levier pour trouver de nouvelles sources de financement⁶¹. Les accords de PPP sont particulièrement pertinents dans des pays où les capacités nationales pour la gestion des AP sont très faibles, même s'il y a eu, au départ, quelque résistance à ce type d'approche⁶². Les accords de PPP conclus en RDC (PN des Virunga, de la Garamba), au Congo (PN d'Odzala-Kokoua), au Tchad (PN de Zakouma) et au Rwanda (PN de l'Akagera) produisent des résultats positifs en matière de conservation, dans des contextes souvent extrêmement difficiles, et d'autres sont en préparation dans la région (PN de la Salonga, PN de Nouabalé-Ndoki et RF à Okapi). L'encadré 2 décrit le modèle de PPP d'*African Parks* pour la gestion d'une AP. Un résumé de l'ensemble des mécanismes juridiques par lesquels le secteur privé peut aider à la gestion d'une AP est donné dans la publication «Synthèse», section 4.1, tableau 3.

⁽⁶¹⁾ d'Huart J.-P. (2013). Formulation d'un programme de partenariat public privé (PPP) dans le domaine de la conservation de la nature. Analyse des forces et faiblesses des PPP et pistes d'amélioration et de renforcement. Rapport à la CE.

⁽⁶²⁾ Rapport annuel de l'APN 2012 <http://www.african-parks.org/>

ENCADRÉ 2. *AFRICAN PARKS* – UN NOUVEAU MODÈLE POUR LA GESTION DES AIRES PROTÉGÉES

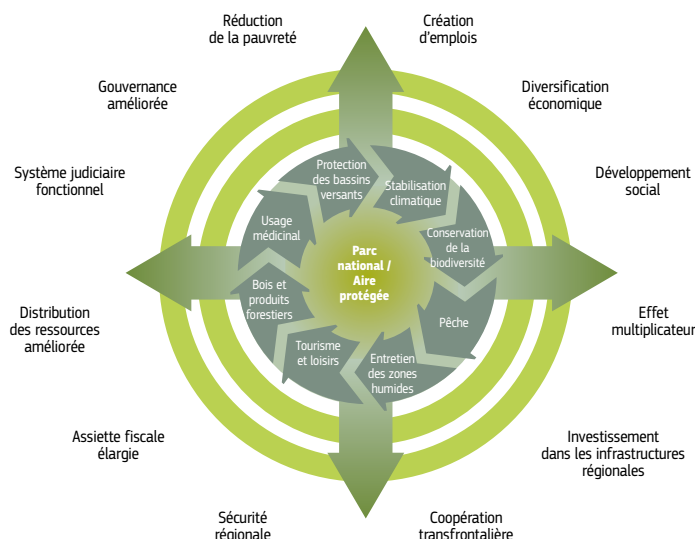
African Parks est une organisation sans but lucratif qui prend en charge la responsabilité directe de la réhabilitation et de la gestion à long terme de parcs nationaux, en partenariat avec des gouvernements et des communautés locales. En adoptant une approche «secteur privé», soutenue par le financement de bailleurs, *African Parks* veut rendre chaque parc durable à long terme, contribuant ainsi au développement économique de la région. Les éléments fondamentaux nécessaires à la réussite de leur modèle sont une **responsabilité totale** de leur travail, pour laquelle ils demandent un mandat de gestion sécurisé à long terme, et des structures de **gouvernance** saines pour garantir une transparence complète et éviter des interférences injustifiées. *African Parks* gère actuellement sept parcs dans six pays – Tchad, République du Congo, RDC, Malawi, Rwanda et Zambie – pour une superficie totale de 5,9 millions d'hectares.

L'organe exécutif principal, *African Parks Network* – APN, basé à Johannesburg, en Afrique du Sud, est l'entité stratégique décisionnaire responsable du plan d'affaires de chaque parc; il détermine les investissements de capitaux, gère les budgets et le mode de fonctionnement standard, et nomme une gestion de parc qualifiée. Chaque parc géré par *African Parks* est établi en tant qu'entité juridique distincte enregistrée dans le pays hôte avec son propre conseil de direction. Le conseil est représenté par des organisations partenaires, des parties prenantes clés et des représentants d'*African Parks*, et il est directement responsable auprès du gouvernement de la gestion professionnelle du parc. *African Parks* vise à avoir une représentation majoritaire au niveau du conseil du parc ou à nommer le président du conseil.

Il faut **quatre partenariats critiques** pour un projet *African Parks*. Le **Gouvernement** doit soutenir l'approche d'*African Parks* et doit être prêt à lui déléguer des responsabilités de gestion. Des considérations **communautaires** sont intégrées à chaque projet, souvent par une relation formelle avec des structures communautaires représentées au conseil de gestion du parc. Les **bailleurs** sont priés de soutenir l'investissement en capital et les frais de fonctionnement annuels jusqu'à ce que la durabilité financière soit atteinte. Des investisseurs **commerciaux** sont recherchés, pour développer le tourisme et d'autres entreprises commerciales afin de générer une base de revenus durable pour le parc.

Un **mandat sécurisé de longue durée** est la clé du succès, ainsi qu'une séparation nette des fonctions entre l'État qui conserve la responsabilité de la législation, de la politique et du contrôle réglementaire et *African Parks* qui est responsable de la mise en œuvre. Il est crucial d'avoir un contrôle clair et quotidien de la gestion du parc et de s'assurer que les revenus commerciaux sont réellement utilisés pour contribuer à la durabilité financière du parc. À court terme, le financement des bailleurs est capital même si les flux de revenus à long terme sont une combinaison de financements des bailleurs, de revenus commerciaux du tourisme et des entreprises concernées, de dotations, et de paiements pour des services écosystémiques.

Le but à long terme d'*African Parks* est de créer une économie basée sur la conservation dans chaque région où ils interviennent, avec le parc au centre de tout (diagramme ci-dessous). Les effets multiplicateurs dans la région en termes de développement socio-économique, de meilleure distribution des ressources, de meilleure gouvernance et de beaucoup d'autres aspects, aideront à constituer des groupes d'intérêt pour la conservation et, espérons-le, à dissiper l'indifférence politique qui mine les efforts faits pour encourager la conservation de la biodiversité et une gestion efficace des aires protégées.





Gardes en patrouille dans le parc national d'Odzala-Kokoua, République du Congo.

Partenariats avec le secteur privé dans les zones tampons des aires protégées

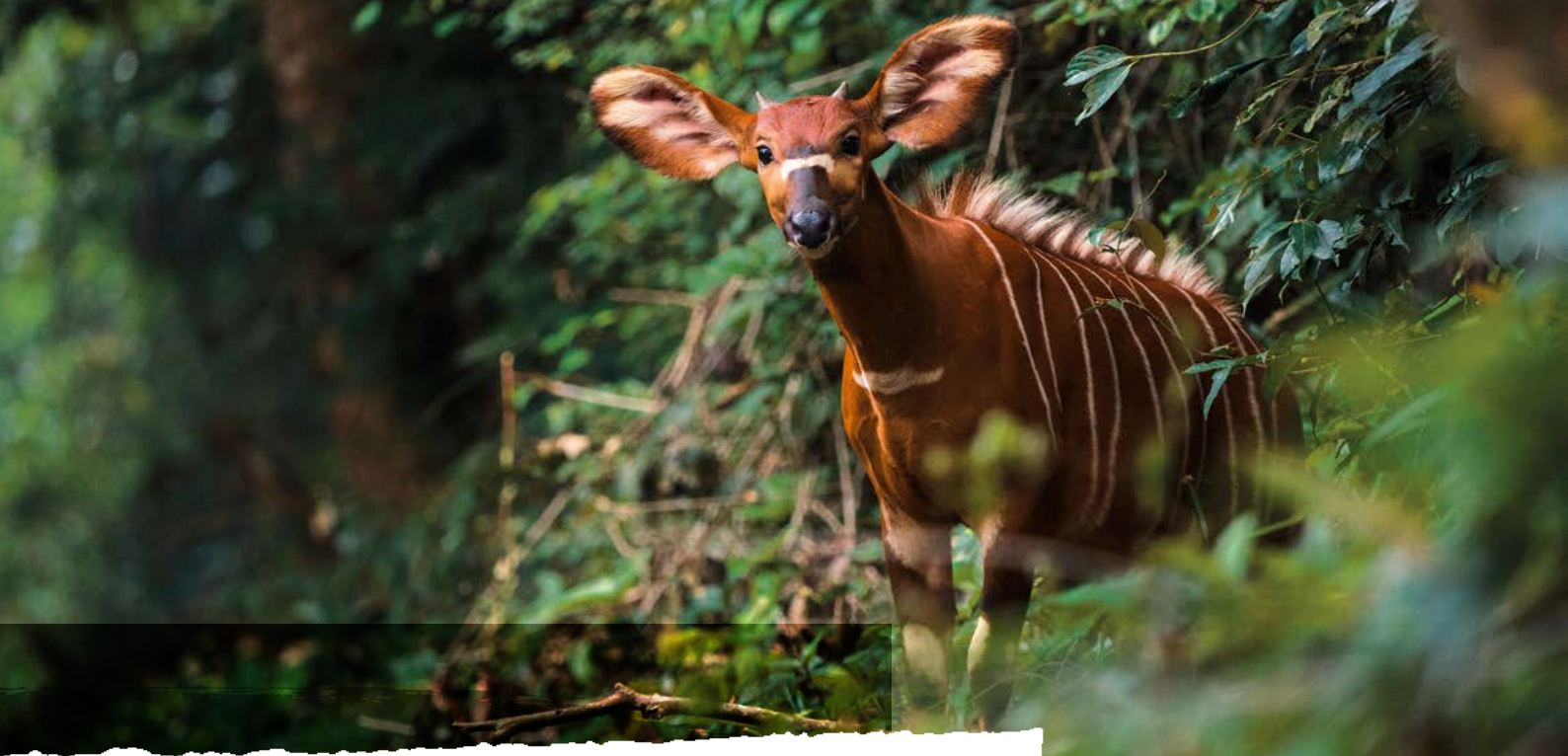
Les concessions forestières couvrent ou couvriront bientôt pratiquement toutes les forêts exploitables du bassin du Congo. Si ceci peut sembler à première vue un scénario désastreux, en réalité une concession forestière bien gérée située à la périphérie d'une AP **activement gérée** offre de meilleures possibilités de conserver la forêt et sa faune qu'une forêt qui ne bénéficie d'aucune forme de régime de gestion ni d'aucun contrôle de la façon dont elle est utilisée. Il faut insister sur l'importance de la présence réelle de gens sur le terrain au sein de l'AP au moment de mettre en œuvre les accords de coopération avec les concessions d'exploitation forestière voisines. Pendant la plus grande partie des huit années où le PN de Minkébé a perdu entre 12 000 et 16 000 éléphants (2.1.2), il y avait bien des accords actifs de coopération avec les concessions forestières voisines mais la surveillance était quasi inexistante à l'intérieur du parc.

Les lois forestières d'Afrique centrale sont généralement bien faites et, lorsqu'elles sont appliquées correctement, elles ont des impacts positifs considérables sur la conservation. Les concessionnaires contrôlent l'accès à leurs concessions et sont légalement tenus d'intégrer la protection de la faune et d'autres mesures de conservation dans leurs plans de gestion forestière. Les industries certifiées par le *Forest Stewardship Council* (FSC) collaborent généralement volontiers avec des organisations spécialisées en conservation (encadré 3). Dans les concessions forestières du Gabon, la marche à suivre semble être d'entreprendre des études d'impact environnemental (EIE) et d'intégrer alors des mesures de mitigation dans le plan de gestion sociale et environnementale juridiquement contraignant du concessionnaire.

Les partenariats avec des sociétés minières industrielles sont relativement récents en Afrique centrale mais, étant donné leur impact potentiel sur la biodiversité du vaste paysage transfrontalier forestier pratiquement intact qu'est le TRIDOM, les professionnels de la conservation s'y engagent de plus en plus. Avec les ressources financières qui sont à leur disposition, l'influence politique que cela procure et le besoin de préserver leur image internationale, il y a d'évidentes opportunités pour les sociétés minières à intervenir pour la protection de la vie sauvage dans leurs concessions et à négocier des accords de compensation pour la biodiversité.

Comme presque toutes les forêts situées en dehors des AP sont ou seront bientôt attribuées à des opérateurs privés, les environnementalistes doivent négocier avec eux si l'on veut préserver la connectivité des AP et les fonctions écologiques dans de grandes étendues de forêts.

Comme souligné tout au long de ce document, les ONG de conservation jouent un rôle primordial dans la réalisation des actions de conservation en Afrique centrale. Mais il est important que leur rôle et leur mandat soient immédiatement très clairement définis afin que les bailleurs ne financent pas des ONG pour mettre en œuvre des activités pour lesquelles elles ne sont pas mandatées par le gouvernement hôte.



Le bongo, la plus grande antilope de forêt d'Afrique centrale, dans le parc national d'Odzala-Kokoua, République du Congo.

ENCADRÉ 3. PROGEPP – UN PARTENARIAT PUBLIC-PRIVÉ POUR GÉRER LA ZONE TAMPON DU PN DE NOUABALÉ-NDOKI

L'Initiative PROGEPP dans le nord du Congo, une collaboration entre les autorités congolaises en charge de la forêt, une société d'exploitation forestière (CIB) et WCS dans la zone tampon du PN de Nouabalé-Ndoki, a été la première de ce type en Afrique centrale, et des variantes de ce type de collaboration ont été depuis établies par le WWF au Gabon et au Cameroun. Recourant à une approche en cinq axes d'intervention, le PROGEPP combine l'application des lois, le développement d'activités alternatives, l'éducation et la sensibilisation, la recherche et le suivi.

Étant donné que la motivation de chaque partenaire pour entrer dans ce genre de partenariat peut être très différente (les sociétés forestières veulent améliorer leur image et accéder aux marchés et à des ressources financières, les ONG sont motivées par des bénéfices pour la conservation, les gouvernements recherchent un développement économique), une collaboration efficace exige des protocoles formels qui définissent clairement le rôle et les responsabilités de chaque partenaire. Les partenariats fondés sur une vision commune sont plus durables que ceux de convenance, et tous les partenaires doivent être impliqués activement dans la réalisation des actions de conservation sur le terrain. La confiance, le respect et la transparence entre partenaires aident à vaincre les difficultés inévitables de tout partenariat. Enfin, l'expertise et les ressources combinées des trois partenaires permettent de mener la conservation sur une échelle bien plus grande qu'il ne serait possible en travaillant uniquement dans des aires protégées. Les actions de conservation dans des concessions forestières sont beaucoup plus efficaces lorsque les communautés sont impliquées très tôt dans le processus de planification d'utilisation des terres et quand les droits d'accès des populations autochtones aux terres et aux ressources sont reconnus et garantis.

Les mesures de conservation efficaces qui ont été mises au point par le PROGEPP comprennent:

- l'application de réglementations internes strictes de la société concernant la chasse et le transport de viande de brousse;
- la mobilisation d'une force d'application de la loi financée par la société forestière mais supervisée par WCS et par le gouvernement;
- la gestion de zones de chasse pour les communautés locales et pour le personnel de la société forestière;
- l'importation de viande d'élevage par la société forestière pour la vendre dans les campements de ses travailleurs.

Des initiatives d'élevage à petite échelle ont connu des succès moins durables.

Source: Poulsen J. (2009). Building private-sector partnerships for conservation: Lessons learned from the collaboration between WCS, CIB and the Republic of Congo in forestry concessions. USAID/WCS.56 pp.



^

Plus de 140 gardes ont perdu la vie dans le parc national des Virunga depuis le début des conflits au Congo.

4.5 UNE VOLONTÉ POLITIQUE AU PLUS HAUT NIVEAU EST ESSENTIELLE POUR UNE CONSERVATION EFFICACE DE LA BIODIVERSITÉ

Dans la plupart des pays d'Afrique centrale, il existe une grande distorsion entre le discours politique au sujet de la conservation des ressources naturelles et les ressources que les gouvernements mobilisent pour les préserver. Dans la plupart des pays, les AP restent une des priorités les moins importantes en termes de budget national. Beaucoup d'autorités chargées des AP sont largement sous-financées et les membres du personnel sont censés travailler pour des salaires (si et quand ils sont payés) bien inférieurs à un salaire décent. De plus, il y a peu de considération pour ce travail compliqué qui peut en plus se révéler particulièrement dangereux (le PN des Virunga a perdu plus de 140 gardes au cours des 20 dernières années). Les budgets nationaux prévoient rarement des investissements, et les maigres budgets mobilisés peuvent être détournés. Enfin, il n'existe pas de véritables structures pour l'avancement des carrières du personnel de la conservation de la biodiversité; très peu de dispositions sont prises pour des formations et des recyclages, et les rotations fréquentes et souvent arbitraires des cadres perturbent les initiatives de conservation. Trop souvent, la biodiversité est considérée comme «l'affaire des occidentaux» et c'est donc la communauté des bailleurs qui est censée la financer. Par conséquent, dans certaines AP importantes qui ont reçu de l'aide de l'étranger depuis le début des années 1990, les partenaires de la conservation paient encore des compléments de salaires et/ou des bonus au personnel et couvrent encore presque tous les coûts d'investissement.

4.6 OBTENIR UNE ADHÉSION À LA CONSERVATION DANS DES ENVIRONNEMENTS FORESTIERS S'EST AVÉRÉ DIFFICILE

Susciter l'adhésion à la conservation des communautés locales vivant aux abords des AP est un élément essentiel pour la gestion des AP, mais cela s'est avéré être un des aspects les plus compliqués des projets de conservation en Afrique centrale. Diverses approches sont utilisées: programmes de vulgarisation pour l'agriculture, centres de santé, approvisionnement en eau potable, petites turbines hydro-électriques⁶³, entreprises touristiques gérées par les communautés, éducation environnementale, etc. avec des succès mitigés.

Dans les régions forestières, les initiatives de «conservation communautaire» ont connu des succès limités pour diverses raisons. Les populations locales riveraines ne bénéficient pas toujours d'un droit foncier adapté et donc pas d'un contrôle de l'utilisation des ressources forestières. Le droit foncier traditionnel se superpose au droit civil, mais l'État est généralement incapable de contrôler effectivement qui utilise les ressources forestières et comment. Cela mène fréquemment à des situations de «libre accès» aux ressources qui entraînent la surexploitation, spécialement lorsque des populations ayant un certain pouvoir économique (ex. des travailleurs salariés d'industries extractives) ou de meilleures capacités organisationnelles⁶⁴ migrent dans une région.

Les communautés de la forêt sont généralement très pauvres, souvent peu éduquées, et elles se caractérisent par une approche individualiste de l'utilisation des ressources naturelles. En fait,

⁽⁶³⁾ <http://virunga.org/archives/virungas-first-hydroelectric-plant-online/>

⁽⁶⁴⁾ Les montagnards Banande du rift Albertin, entrepreneurs bien organisés et bien au fait des réalités économiques, qui migrent vers l'ouest et la forêt de l'Ituri en quête de terres, ont causé une accélération rapide de l'épuisement des ressources naturelles (forêts coupées pour l'agriculture, extraction artisanale des grumes, exploitation de l'or) ces deux dernières décennies (réf.: plan de gestion de la RFO).



^
*En juin 2012, cinq tonnes d'ivoire confisqué
 ont été brûlées à Libreville, Gabon.*

ENCADRÉ 4. L'IMPORTANCE D'UN SOUTIEN POLITIQUE DE HAUT NIVEAU POUR LA CONSERVATION

Le Gabon est un bon exemple de soutien politique fort en faveur de la biodiversité qui produit des résultats positifs pour la conservation. Au début des années 2000, le Gabon ne possédait aucun parc national. En 2002, un réseau de 13 parcs nationaux, conçu par une équipe de scientifiques chevronnés de la conservation et englobant presque tous les biomes importants du pays, fut annoncé par le Président et promulgué en 2007. Lorsqu'il y avait conflit entre les limites des parcs nationaux proposés et les permis d'exploitation forestière, des décisions courageuses furent prises et des solutions trouvées. Pour la création du PN de la Lopé, un permis d'exploitation forestière attribué à l'intérieur des limites proposées pour le parc national fut annulé et le concessionnaire se vit attribuer une superficie équivalente ailleurs. Un organe fut créé pour les aires protégées, l'Agence nationale des parcs nationaux (ANPN), et le budget qu'elle reçoit du gouvernement a augmenté significativement et constamment depuis sa création. Les inévitables problèmes de croissance, alors que l'Agence développe les capacités d'absorption nécessaires pour utiliser ces fonds de façon efficace, sont traités et des progrès sont réalisés.

L'ANPN reçoit un appui politique fort au plus haut niveau de l'État pour la mise en œuvre des politiques phares du gouvernement, le «Gabon vert» et le «Gabon bleu» qui visent le développement durable des environnements terrestres et marins. En un an, les accords de pêche avec l'UE ont été totalement renégociés, les faux permis de pêche annulés (il y eut même une décision politiquement risquée de fermer complètement l'industrie de la pêche pendant un mois), des zones de non-pêche ont été établies et appliquées, et une vaste expansion du réseau d'aires marines protégées proposée, qui comprendra 23% des eaux territoriales gabonaises. Les chalutiers qui opèrent illégalement sont systématiquement saisis et de lourdes amendes sont imposées. Les bateaux gabonais sont maintenant équipés de dispositifs de localisation et suivis par l'ANPN et le ministère de la Pêche, les prises de poisson sont contrôlées et des statistiques fiables sont collectées pour la première fois.

Au niveau régional, le Président et son homologue tchadien font preuve de *leadership* dans la lutte pour mettre fin à la crise du braconnage de l'ivoire. Un accord fut ainsi conclu au niveau présidentiel pour stopper le massacre des éléphants dans le fameux bai de Bayanga en RCA avec des forces rebelles putschistes d'avril 2013. En 2012, le Gabon avait brûlé publiquement son stock de cinq tonnes d'ivoire saisi (photo ci-dessus).



^
La chef du village d'Obenge, province orientale, RDC, exprime son point de vue lors d'une réunion publique. Un processus de concertation avec les communautés locales, d'une durée de huit ans, a conduit à la création du parc national de la Lomami, RDC, et aux accords sur les activités de subsistance durables dans la zone tampon.

le concept de «communauté» est trompeur chez les populations forestières étant donné que la seule unité sociale vraiment solide est la famille et que les villages sont simplement des associations de familles plus ou moins solides. C'est pourquoi il est difficile de mobiliser les populations forestières pour qu'elles travaillent ensemble et adoptent des méthodes durables pour l'utilisation des ressources naturelles au bénéfice de tous. Cela demande du temps et de l'argent et exige de l'expertise dans différents domaines (biologie, sciences sociales, agriculture, communications, etc.). De plus, les modèles de conservation communautaire développés en Afrique australe ne sont pas adaptés au milieu forestier tropical humide. De nombreux efforts ont été fournis par des projets de conservation qui ont tenté de développer des «initiatives alternatives» à l'utilisation non durable des ressources, mais avec beaucoup plus d'échecs que de réussites. Par exemple, les essais d'introduction d'élevage de bétail ou de pisciculture, comme alternatives à la viande de brousse, ne font pas long feu car (a) il n'existe pas de tradition culturelle pour ces activités et (b) la chasse restera l'activité préférée pour l'obtention de protéines animales aussi longtemps qu'il restera des populations, même très réduites, d'animaux sauvages dans la forêt. Il faut craindre que c'est seulement quand il n'y aura plus du tout d'animaux que les populations seront disposées à envisager d'autres sources de protéines; à ce moment-là, il sera trop tard.

4.7 LES PROJETS DE CONSERVATION NE VONT PAS RÉSOUDRE TOUS LES PROBLÈMES SOCIO-ÉCONOMIQUES DES COMMUNAUTÉS LOCALES

Prolongeant le point précédent, il faut reconnaître que le paradigme de la «conservation liée au développement» qui domine les réflexions modernes sur la conservation de la biodiversité a trop souvent abouti à des projets de conservation qui sont censés traiter tous les problèmes socio-économiques des populations qui vivent près des AP, alors qu'ils n'ont que rarement les ressources financières ou l'expertise pour s'en charger. D'ailleurs, il reste encore à prouver que l'amélioration du mode de vie des communautés locales conduit à une pression moindre sur les ressources naturelles. Au contraire, quand leurs moyens de subsistance s'améliorent, les communautés locales vont souvent exercer des pressions encore plus fortes sur la biodiversité⁶⁵ (voir le point suivant). Si améliorer le mode de vie et soulager la pauvreté restent des composantes prioritaires de l'aide au développement, il est essentiel que les projets de conservation soient conçus de telle façon qu'ils s'accompagnent d'initiatives de développement socio-économique correctement financées et pourvues des ressources nécessaires, ayant des objectifs compatibles avec la conservation de la nature.

⁽⁶⁵⁾ Quand les populations forestières entrent dans une économie monétaire, leur pouvoir d'achat accru leur permet d'acheter des cartouches et du fil métallique pour les pièges. Il existe de nombreux exemples où des activités salariées dans l'environnement forestier (concessions forestières, projets d'infrastructures, et même projets de conservation) ont entraîné une augmentation de la pression de la chasse).



^
*Touristes observant et photographiant des gorilles de montagne dans le parc national des volcans, Rwanda.
 Le tourisme d'observation de gorilles est un des rares exemples d'activité touristique sans prélèvement dans la zone forestière d'Afrique centrale générant des revenus significatifs tant pour les aires protégées que pour les économies nationales.*

4.8 LES PLUS BELLES RÉUSSITES DE LA CONSERVATION COMMUNAUTAIRE SONT LIÉES AU TOURISME AVEC OU SANS PRÉLÈVEMENT DE RESSOURCES NATURELLES

Les succès de la conservation communautaire sont relativement rares en Afrique centrale. Le tourisme, qu'il concerne la chasse sportive ou l'écotourisme, en a donné jusqu'à présent les meilleurs exemples parce qu'il génère des retombées pour les communautés locales (emplois, partage de revenus, intérêt dans la gestion de la ressource). Le tourisme lié aux gorilles de montagne génère chaque année des millions de dollars et il est donc bien soutenu au niveau local et national. De fait, le gorille de montagne est un élément central du marketing de l'image du Rwanda à l'étranger. Alors qu'ils vivent dans une zone de conflits permanents, les parties adverses ont toujours compris l'importance économique des gorilles et assuré leur protection⁶⁶. S'il ne génère pas de revenus aussi spectaculaires, le tourisme lié aux gorilles de plaine en RCA et au Congo se révèle aussi très fructueux, spécialement quand il peut être combiné avec l'observation de la faune sauvage dans les clairières (bais), qui offrent la possibilité unique d'observer la grande faune forestière d'Afrique centrale. L'écotourisme des forêts de basse altitude se heurte à certains obstacles tels que la difficulté d'accès à ces lieux reculés, l'absence d'un environnement favorable à l'écotourisme (opérateurs locaux sérieux, infrastructures adéquates, difficultés pour l'obtention de visas) et les conditions difficiles de l'environnement des forêts de basse altitude pour les touristes.

La chasse sportive réussit à préserver la faune lorsque les opérateurs de safari de chasse collaborent avec les communautés locales pour gérer la ressource et partager les bénéfices. Il est surprenant (étant donné l'historique des conflits dans la région) de constater que les meilleurs exemples viennent de la zone de savane-forêt de RCA. Les *Zones cynégétiques villageoises* financées par l'UE dans le nord de la RCA étaient des réussites notables⁶⁷ jusqu'à ce que la région soit envahie par des éleveurs de bétail et des milices armées venus du Soudan et du Tchad.

Les facteurs clés de ce succès étaient la présence de bonnes populations d'espèces emblématiques pour les chasseurs de trophées (notamment l'éland de Derby et le bongo), la participation active des communautés locales dans la protection et l'exploitation de la zone grâce à des accords de collaboration avec les opérateurs des safaris de chasse, le partage des revenus et d'autres retombées (ex. la viande), ainsi qu'une faible densité de population humaine qui permettait aux bénéfices d'être perçus par chacun. En 2010, un survol aérien des AP et des zones de chasse environnantes a montré que toute la grande faune se concentrait désormais dans les zones de chasse⁶⁸. Une situation similaire se joue actuellement dans la région du Chinko⁶⁹ (à l'est de la RCA) où un groupe très impliqué d'opérateurs de safaris réussit à protéger une grande superficie de savane boisée soudanienne caractérisée par des assemblages étonnamment intacts (mais en faibles densités) de faune sauvage, malgré le chaos et les conflits qui frappent le pays depuis 20 ans.

L'AWF (*African Wildlife Foundation*) est en train de tester un modèle prometteur de conservation communautaire dans le paysage de Maringa-Lopori-Wamba, dans l'aire de répartition des bonobos. Le projet de conservation favorise l'accès aux marchés pour les exploitants agricoles qui veulent vendre leurs produits, comme une alternative aux pratiques agricoles non durables et à la chasse commerciale de viande de brousse. Cette intervention consiste à mettre à la disposition des communautés locales un bateau pour transporter les récoltes de la forêt vers les principaux marchés de RDC, à Kinshasa et à Mbandaka; elle a aussi introduit de nouvelles pratiques d'exploitation durables. Un voyage aller-retour de la barge dure environ deux mois et peut transporter 400 tonnes de marchandises – des récoltes qui descendent dans un sens, de l'aide humanitaire faisant le chemin inverse. Le *Congo Shipping Project* permet aux exploitants agricoles de vendre leurs produits et d'augmenter ainsi les revenus de leur communauté. Les exploitants devraient être moins incités à avoir recours au commerce de viande de brousse, et les nouvelles pratiques agricoles devraient permettre d'allonger la durée des jachères et de réduire ainsi le rythme de dégradation de la forêt⁷⁰.

⁽⁶⁶⁾ Les forces rebelles qui occupent la région des gorilles ont même financé leurs activités en organisant un tourisme aux gorilles.

⁽⁶⁷⁾ http://www.rapac.org/index.php?option=com_docman&task=cat_view&gid=85&Itemid=100206

⁽⁶⁸⁾ Bouché P. (2010). Inventaire aérien 2010 des grands mammifères dans le nord de la République centrafricaine. ECOFAC.

⁽⁶⁹⁾ <http://www.chinkoproject.com/#page-introduction>

⁽⁷⁰⁾ <http://www.awf.org/projects/congo-shipping-project>



^
Têtes de gorilles, peaux de léopards et de pythons saisies par les autorités gabonaises avec l'aide de Conservation Justice, une ONG membre du réseau EAGLE œuvrant pour l'application des lois sur la nature. Le commerce illégitime d'espèces protégées est répandu en Afrique centrale.

4.9 L'APPLICATION DES LOIS SUR LA NATURE EST AMÉLIORÉE SI LE PROCESSUS JUDICIAIRE EST ÉTROITEMENT SUIVI

Le réseau d'ONG EAGLE (*Eco Activists for Governance and Law Enforcement*) œuvrant pour l'application des lois sur la nature⁷¹ remporte de grands succès avec ses opérations de renseignement et d'application de la loi, d'assistance juridique aux affaires jugées et de couverture médiatique des résultats. Ces organisations travaillent en étroite collaboration avec les organisations nationales d'application des lois (forêts et faune, police, gendarmerie, douanes, département de la Justice, représentants nationaux d'Interpol) pour déceler et poursuivre les crimes contre la nature. Un réseau d'informateurs permet de recueillir des preuves et lorsque les arrestations sont faites, des juristes sont disponibles pour s'assurer que les procédures légales correctes sont strictement suivies (protocole d'arrestation, déclarations des témoins, jugement, etc.) afin d'éviter tout vice de procédure. Les cas reçoivent une large publicité dans les médias locaux et internationaux. L'appui politique de haut niveau est important, spécialement quand des personnalités haut-placées sont poursuivies pour des crimes contre la nature⁷². La publicité aide à améliorer la bonne gouvernance en permettant une meilleure compréhension des lois et en servant d'avertissement pour les contrevenants potentiels.

4.10 LA SEULE APPLICATION DES LOIS N'EST PAS UNE SOLUTION À LONG TERME POUR LA CRISE DE LA VIANDE DE BROUSSE

Il n'existe en Afrique centrale aucun exemple d'une solution globale qui aurait été développée et testée pour résoudre la problématique du commerce de viande de brousse. Une analyse des alternatives testées à l'utilisation non durable de la viande de brousse, commissionnée par le groupe de liaison sur la viande de brousse de la Convention sur la diversité biologique (CBD), montre que les tentatives prometteuses sont rares en Afrique centrale⁷³. Les politiques d'interdiction et d'application de la loi, même largement utilisées, ne constituent pas une solution complète à court et à moyen terme. Même une réglementation et une gestion relativement satisfaisantes de toute la chaîne d'approvisionnement, depuis la chasse durable en forêt jusqu'à la vente d'une viande saine sur les marchés urbains, resteront problématiques au vu de la faible gouvernance en Afrique centrale. En milieu rural, la viande de brousse est un problème de sécurité alimentaire autant que de biodiversité⁷⁴ et il doit être abordé comme tel. Par contre, en milieu urbain, la viande de brousse est en général un produit de luxe et il faut donc chercher à en réduire l'approvisionnement vers les centres urbains en agissant au niveau des circuits d'approvisionnement (routes, rivières, trains, avions) et parallèlement, à encourager une modification des habitudes alimentaires pour réduire la consommation de viande de brousse.

⁽⁷¹⁾ Le réseau EAGLE comprend: LAGA (Cameroun); CJ (Gabon); PALF (Congo Brazzaville); RALF (RCA); GALF (Guinée Conakry); TALF (Togo).

⁽⁷²⁾ Au Gabon, le Préfet (officier divisionnaire supérieur) de Mitzig, a pu être emprisonné pendant 12 mois pour crime contre la nature et abus de pouvoir. <http://www.conservation-justice.org/wordpress/?p=726&lang=en>

⁽⁷³⁾ Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique (2011). Alternatives de moyens de subsistance pour l'utilisation non durable de la viande de brousse. Rapport préparé pour le Groupe de liaison de la CBD sur la viande de brousse. Cahier technique CBD N°60, Montréal, SCBD. 47 pp. <http://www.cbd.int/doc/publications/cbd-ts-60-fr.pdf>

⁽⁷⁴⁾ Nasi R., A. Taber et N. Van Vliet (2011). Empty forest, empty stomachs? Bushmeat and livelihoods in Congo and the Amazon basin. *International Forestry Review*, vol. 13.



5

**Les actions de conservation
prioritaires**

.....



>5 _ Les actions de conservation prioritaires

5.1 APPUI *IN SITU* DE LONGUE DURÉE DES AIRES PROTÉGÉES DANS LES PAYSAGES PRIORITAIRES POUR LA CONSERVATION

Les paysages prioritaires pour la conservation (PPC) sont des aires reconnues comme d'importance universelle, avec des écosystèmes intacts capables d'héberger des populations animales et contre-carrer leur isolement croissant d'autres aires comparables. L'approche stratégique doit d'abord et surtout concentrer ses efforts sur l'aide aux agences nationales des AP, afin qu'elles assurent la protection des AP prioritaires et des zones tampons immédiatement contiguës des PPC. S'il n'est pas possible de protéger la nature dans ces sites, il y a peu de chances qu'elle puisse être préservée ailleurs, étant donné les pressions sur la nature et la rapidité à laquelle les populations sauvages s'appauvrissent dans toute l'Afrique centrale. Il faut une approche pragmatique et réaliste qui reconnaisse que nous ne pouvons pas protéger la nature partout. Lorsque c'est possible, il faut faire le nécessaire pour assurer la connectivité entre des AP mais il faut comprendre que cela ne sera pas possible dans tous les cas. Généralement, les aires où les efforts de conservation sont susceptibles d'avoir les effets les plus positifs sont celles qui sont vastes et intactes; en d'autres termes, celles qui contiennent une gamme complète d'espèces, dans les «bonnes» proportions, et à condition que la structure des populations des espèces à la plus grande longévité (les arbres) n'aie pas été trop durement affectée par des activités humaines comme l'agriculture ou l'exploitation forestière. Sont aussi considérées comme particulièrement importantes les aires où il existe d'évidentes opportunités de développer une collaboration effective avec des communautés et avec des opérateurs du secteur privé, dans les zones tampons qui relient les AP (concessions forestières certifiées FSC, compagnies minières). Mais certaines AP abritant une richesse spécifique ou un taux d'endémisme exceptionnel, spécialement dans les habitats afro-montagnards fortement menacés, sont déjà tellement isolées que les efforts devront forcément se focaliser sur la protection de l'AP.

Les PPC prioritaires sont ceux qui répondent au plus grand nombre des critères suivants:

- reconnu comme site du patrimoine mondial pour son importance (scientifique) mondiale;
- protège un écosystème qui fonctionne, avec des populations viables, face à l'isolement croissant imposé par une démographie en expansion;
- établi comme aire de conservation transfrontalière (ACT) ou en cours de développement formel en tant que tel;
- protège les plus importantes populations sauvages d'éléphants de la région;
- protège une population clé (selon la classification donnée par le groupe des spécialistes concernés de la Commission de sauvegarde des espèces (CSE) de l'UICN) d'une ou plusieurs autres espèces sauvages emblématiques d'Afrique centrale (gorilles, chimpanzés, bonobos, okapis, éléphants de forêt, petits primates endémiques, ongulés endémiques, etc.) qui sont classées «en danger» ou «vulnérables» selon les critères de la Liste rouge de l'UICN;
- protège une aire de concentration de saison sèche globalement importante pour des populations sauvages, ainsi que leurs zones de dispersion en saison des pluies;
- joue un rôle important dans la protection des lieux d'hivernage majeurs pour des oiseaux migrateurs paléarctiques (ex. zones humides reconnues comme zones importantes pour la conservation des oiseaux – ZICO);
- protège un haut-lieu d'endémisme et de diversité régionale-ment important;
- contient des paysages sauvages d'un intérêt pittoresque exceptionnel;
- protège un bassin versant d'importance pour le développement;
- joue un rôle essentiel dans la préservation d'une ressource naturelle clé, comme un site de pêche ou un approvisionnement en eau, qui a une importance nationale critique en raison de son utilisation publique, commerciale, récréative, artisanale ou de subsistance.

Dans la zone de forêt tropicale humide, certains PPC dépassent des frontières internationales. Ces ACT offrent de bonnes opportunités d'économie d'échelle, de partage des coûts de la conservation, de coopération régionale pour la conservation et d'effet «tampon» en période d'instabilité politique et de guerre civile dans l'une ou l'autre des composantes nationales de l'écosystème (voir aussi 4.3). Trois ACT présentant ces caractéristiques émergent dans la zone de forêt tropicale humide d'Afrique centrale, l'**ACT du Grand Virunga** (RDC, Ouganda, Rwanda), l'**ACT TRIDOM-TNS** (Cameroun, Gabon, Congo, RCA), et l'**ACT Gamba-Conkouati** (Gabon, Congo) (voir 5.1.1 pour des informations plus détaillées). Ensemble, elles protègent une proportion substantielle de la diversité de flore et de faune d'Afrique centrale. Elles incluent aussi la majorité des aires prioritaires identifiées dans le plan d'action pour les chimpanzés et les gorilles en Afrique centrale et dans le plan d'action pour les grands singes dans l'est de la RDC; enfin, elles hébergent une grande partie des dernières populations d'éléphants de forêt, dont le Gabon héberge à lui seul près de 50 %⁷⁵.

(⁷⁵) Maisels F., S. Strindberg, S. Blake, G. Wittemyer, J. Hart *et al.* (2013). Devastating Decline of Forest Elephants in Central Africa. *PLoS ONE* 8(3): e59469. doi:10.1371/journal.pone.0059469.



^

Un mâle adulte gorille de montagne dans le parc national des volcans, Rwanda.

Dans les écosystèmes plus arides du nord du bloc forestier tropical humide, qui couvrent la zone de transition forêt-savane et des savanes soudaniennes de RCA à l'est, le nord de la RDC, le sud du Sud-Soudan et du Tchad, il existe un certain nombre de sites importants hébergeant la faune caractéristique de ces zones. Il s'agit du complexe de Zemongo-Chinko dans l'est de la RCA, du complexe PN de la Garamba/Bili-Uere dans le nord de la RDC et du PN Southern au Sud-Soudan. Cependant, une grande partie de cette région est confrontée à une forte insécurité et à des conflits, et c'est une zone de prédilection pour le trafic de la faune sauvage. Dans ces régions, il est non seulement très difficile de travailler efficacement au sein des AP existantes mais les opportunités de développer des actions de conservation concrètes dans les zones corridors sont actuellement limitées. Toutefois, bien que les populations sauvages aient été fortement décimées dans la plus grande partie de cette partie du continent, il semble important de ne pas les abandonner parce que, vu la très faible densité humaine et l'étendue de la zone, la restauration devrait être possible dès que la sécurité, la loi et l'ordre seront rétablis. La *Wildlife Conservation Society* (WCS) travaille dans la région et a obtenu des résultats positifs en développant des partenariats pour la sécurité et la conservation par lesquels l'application des lois sur la nature est liée aux efforts faits pour renforcer la sécurité des populations locales (encadré 5).

En plus de ces très vastes PPC, il faudrait aussi cibler un certain nombre de zones plus petites qui contiennent une seule AP et sa zone tampon. Il faudrait donner la priorité aux **sites du patrimoine mondial** (SPM) existants qui, en vertu de leur statut de SPM, sont reconnus au niveau international comme étant d'une importance universelle pour la conservation de la nature et à des sites qui se trouvent sur la Liste indicative des pays pour l'obtention du statut de SPM ou qui se caractérisent par des spécificités mondialement reconnues que l'on ne trouve nulle part ailleurs.

Dans les pays ouverts à des partenariats public-privé (PPP) pour la gestion de leurs AP, cette approche devrait être encouragée (RDC, Tchad, Congo). Ailleurs, quand le contexte institutionnel est favorable (comme au Gabon), il faudrait envisager de soutenir l'agence responsable des AP par des accords de collaboration. Cela pourrait inclure le détachement de personnel qualifié (expatrié ou autre) auprès des organisations nationales avec un double rôle de gestion et de formation.



^
*Gardes en patrouille dans le parc national de Zakouma, Tchad.
 Les aires protégées dans la zone qui s'étend du nord du Cameroun, jusqu'au sud du Tchad,
 au nord de la RCA, au Soudan du Sud et au nord de la RDC ont dû lutter contre les milices
 et rebelles lourdement armés, souvent originaires du Soudan, menant des raids en toute
 impunité dans ces pays pour braconner éléphants et rhinocéros.
 Leur présence crée une grande insécurité pour les communautés locales.*

**ENCADRÉ 5. PARTENARIATS POUR LA SÉCURITÉ ET LA CONSERVATION – UN CONCEPT QUI LIE
 LES EFFORTS DE CONSERVATION DE LA FAUNE SAUVAGE AUX EFFORTS FAITS POUR RENFORCER
 LA SÉCURITÉ DES POPULATIONS LOCALES**

Le personnel de la *Wildlife Conservation Society* (WCS) qui travaille dans l'aire transfrontalière du Sud-Soudan/RCA/nord de la RDC a développé le concept de partenariats pour la sécurité et la conservation (PSC) pour travailler dans des zones où la valeur de la nature est élevée mais où l'insécurité et l'anarchie sont problématiques. Il se fonde sur une approche similaire développée par le *Northern Rangelands Trust* du nord du Kenya et vise à englober des objectifs clairs d'atténuation des conflits et d'amélioration de la sécurité avec la protection de la faune et la gestion des aires protégées.

Au niveau régional, le PSC implique des partenariats entre les forces d'application des lois sur la nature, la police, les militaires, les organisations internationales de sécurité, comme par exemple le commandement des États-Unis pour l'Afrique (AFRICOM) et les chefs de communautés locales, partenariats qui lient les efforts d'application des lois sur la nature, pour protéger et sécuriser la vie sauvage, à ceux qui sont faits pour améliorer la sécurité des populations locales (contre les vols de bétail, les milices/ rebelles locaux etc.) ainsi que les menaces plus larges qui pèsent sur l'État et la stabilité nationale. Par exemple, au Sud-Soudan, les gardes des parcs collaborent avec AFRICOM, l'armée populaire de libération du Soudan (APLS) et la force de défense du peuple ougandais (UPDF), ainsi qu'avec des éclaireurs recrutés au sein des communautés locales, pour lutter contre les menaces des rebelles de la LRA (*Lord's Resistance Army*) et contribuer à la protection des éléphants et à la lutte contre le trafic.

Au niveau local, les partenariats communautaires pour la sécurité et la conservation (PCSC) impliquent directement les communautés locales, à la fois dans la surveillance des activités illégales, la récolte d'informations, des systèmes d'alerte, des patrouilles conjointes avec les forces responsables de la faune mais aussi dans des processus de paix intertribaux, en utilisant les problèmes communs de sécurité et de conservation de la nature comme terrain d'entente.



L'appui à la gestion des AP doit particulièrement insister sur les points suivants:

Renforcer les activités anti-braconnage et, plus généralement, l'application de la loi:

- L'équipement (et, c'est important, des mécanismes pour la gestion correcte de cet équipement) et la formation au maintien de l'ordre, y compris une formation paramilitaire, seront les composantes majeures sur de nombreux sites. Quand c'est possible et approprié, des organisations spécialisées en lutte anti-braconnage et en surveillance doivent être impliquées⁷⁶.
- L'établissement d'outils de suivi du maintien de l'ordre (*Spatial Monitoring and Reporting Tool* SMART, CyberTracker⁷⁷ entre autres, voir encadré 6) et d'outils de suivi de l'efficacité de la gestion des aires protégées comme éléments standard des procédures de gestion des parcs.
- La généralisation de l'approche du *Last Great Ape Alliance* (LAGA) (enquêtes, opérations, assistance juridique, couverture médiatique) dans les opérations de gestion des AP (voir 4.9 plus haut).

Garantir qu'il y a assez de ressources pour un suivi régulier des principales populations cibles de la conservation, spécialement chez les grands singes (voir les différents plans de conservation des grands singes⁷⁸) et les éléphants de forêt. En plus des données sur les espèces cibles, il faut se rappeler que ces recherches génèrent beaucoup d'autres informations essentielles pour les gestionnaires, notamment sur les activités humaines. Au cours des 20 dernières années, on a beaucoup travaillé à affiner les méthodologies pour les méthodes d'enquête sur des grands mammifères dans l'environnement de la forêt tropicale humide, et des méthodologies standards sont maintenant utilisées dans toute la région, permettant de faire des comparaisons plus fiables. Mais ces recherches nécessitent des ressources considérables et, jusqu'à présent, elles n'ont pu être conduites de manière assez régulière. Pour les éléphants de forêt, par exemple, en plus des sites MIKE officiels d'Afrique centrale, un certain nombre d'autres sites importants exigent des recherches urgentes. Il s'agit des parcs nationaux de Lobéké, Nki, Mbam et Djerem et de la zone de Ngoyla-Mintom (Cameroun); des PN de Konkouati et de Ntokou-Pikounda (Congo); des PN de Moukalaba-Doudou, Wonga-Wongue, Loango, Birougou, Mwagne, Ivindo, Waka et des monts de Cristal (Gabon).

Les suivis et études aériens sont des investissements très rentables pour lesquels des ressources suffisantes sont nécessaires. Si leur utilité dans des écosystèmes de savane ouverte est évidente, le suivi aérien au-dessus d'un écosystème de forêt tropicale humide s'est aussi avéré extrêmement efficace, particulièrement pour contrôler la fréquentation des clairières forestières écologiquement importantes (par les hommes ou les animaux) et pour contrôler les activités minières et forestières (nouvelles routes et pistes, etc.). Cela devrait faire intégralement partie des activités de suivi.

Former le personnel de terrain (conservateurs, assistants conservateurs, responsables du suivi, responsables de la sensibilisation des communautés). Ceci vient s'ajouter à la formation spécifique anti-braconnage mentionnée plus haut. Ceci doit comprendre une formation sur le terrain aussi bien qu'une formation officielle dans des instituts régionaux ou internationaux spécialisés (voir aussi 5.3).

ENCADRÉ 6. MONITORING SPATIAL ET OUTIL DE COMPTE-RENDU – SMART

Pour renforcer l'efficacité du suivi et des patrouilles, un consortium global d'ONG et d'agences de conservation (WCS, WWF, Société zoologique de Londres – ZSL, Société zoologique de Francfort – FZS, l'organisme de suivi de l'abattage d'éléphants de la Convention pour le commerce international des espèces de faune et de flore menacées d'extinction – CITES-MIKE et le Zoo de Caroline du Nord) ont développé le *Spatial Monitoring and Reporting Tool* (SMART: www.smartconservationtools.org). SMART exploite les données sur les menaces et les performances collectées par les gardes en appliquant les nouvelles technologies adaptées aux besoins et aux capacités locales grâce à un logiciel d'utilisation aisée et un ensemble de bonnes pratiques pour le suivi et la gestion des patrouilles. Au niveau local, SMART peut aider la lutte anti-braconnage en permettant l'identification des hauts-lieux du braconnage et l'évaluation des performances des gardes et en ciblant mieux les efforts d'interventions; au niveau national, les informations peuvent renforcer les canaux de communication institutionnels pour qu'ils améliorent l'attribution des ressources financières et humaines pour des efforts anti-braconnages consolidés; et au niveau mondial, l'information fournit des mesures standardisées, fiables et justifiées du braconnage et des performances permettant de prioriser les financements et d'encourager une meilleure gouvernance.

SMART est mis en œuvre dans plus de 100 aires protégées dans le monde grâce à l'appui technique fourni par les partenaires de SMART, en collaboration avec des agences du gouvernement hôte. En Afrique, SMART est utilisé dans des aires protégées de 14 pays; le système a déjà été adopté au niveau national au Gabon et il est en voie de l'être en Ouganda, au Kenya et en République démocratique du Congo. Le partenariat avec SMART est aussi engagé avec plusieurs institutions et conventions mondiales dans des efforts conjoints, comme CITES-MIKE, et le Centre du patrimoine mondial. Grâce à eux et à d'autres mécanismes multilatéraux et internationaux, SMART a la possibilité de devenir la norme globale pour le contrôle de l'application des lois (LEM) dans les aires protégées.

⁽⁷⁶⁾ <http://maisha-consulting.com/>

⁽⁷⁷⁾ <http://www.cybertracker.org>

⁽⁷⁸⁾ http://www.primata-sg.org/action_plans/



^
*Activités visant à sensibiliser les communautés
 par la diffusion de vidéos réalisées localement,
 dans le parc national de la Lomami, RDC.*

Activités de sensibilisation communautaire pour construire des groupes d'intérêt pour la conservation des parcs, pertinentes dans le contexte particulier des sites, pratiques et réalisables. Les programmes de sensibilisation développés par le parc ne doivent pas tenter de résoudre tous les problèmes socio-économiques des populations voisines. Cette tâche doit revenir à des organisations spécialisées qui disposent de budgets adéquats, et les objectifs des interventions doivent être compatibles avec ceux de la conservation du parc et, de préférence, traités en parallèle avec l'appui à l'AP. Il sera d'une importance cruciale de s'attaquer aux problèmes liés à la croissance de la population, en créant des partenariats stratégiques entre les organisations de développement et de conservation pour promouvoir le planning familial. La sensibilisation et la communication effective entre parties prenantes feront partie intégrante de ces activités. L'approche de l'INCEP (Fonds international pour la conservation et l'éducation)⁷⁹ est considérée comme particulièrement efficace pour la sensibilisation et la diffusion des informations dans les communautés locales. L'INCEP se focalise sur des vidéos réalisées localement et diffusées comme outils éducatifs pour favoriser l'amélioration de la santé et du bien-être des populations humaines et animales. Il y parvient en renforçant les capacités des professionnels des médias locaux, afin qu'ils produisent des films de qualité dans la langue locale, et aussi les capacités d'équipes éducatives locales qui diffusent les vidéos et mesurent leur impact.

5.1.1 Les aires de conservation transfrontalières (ACT)

Des descriptions d'importants PPC couvrant des frontières internationales en tant qu'ACT sont données ci-dessous.

ACT du Grand Virunga

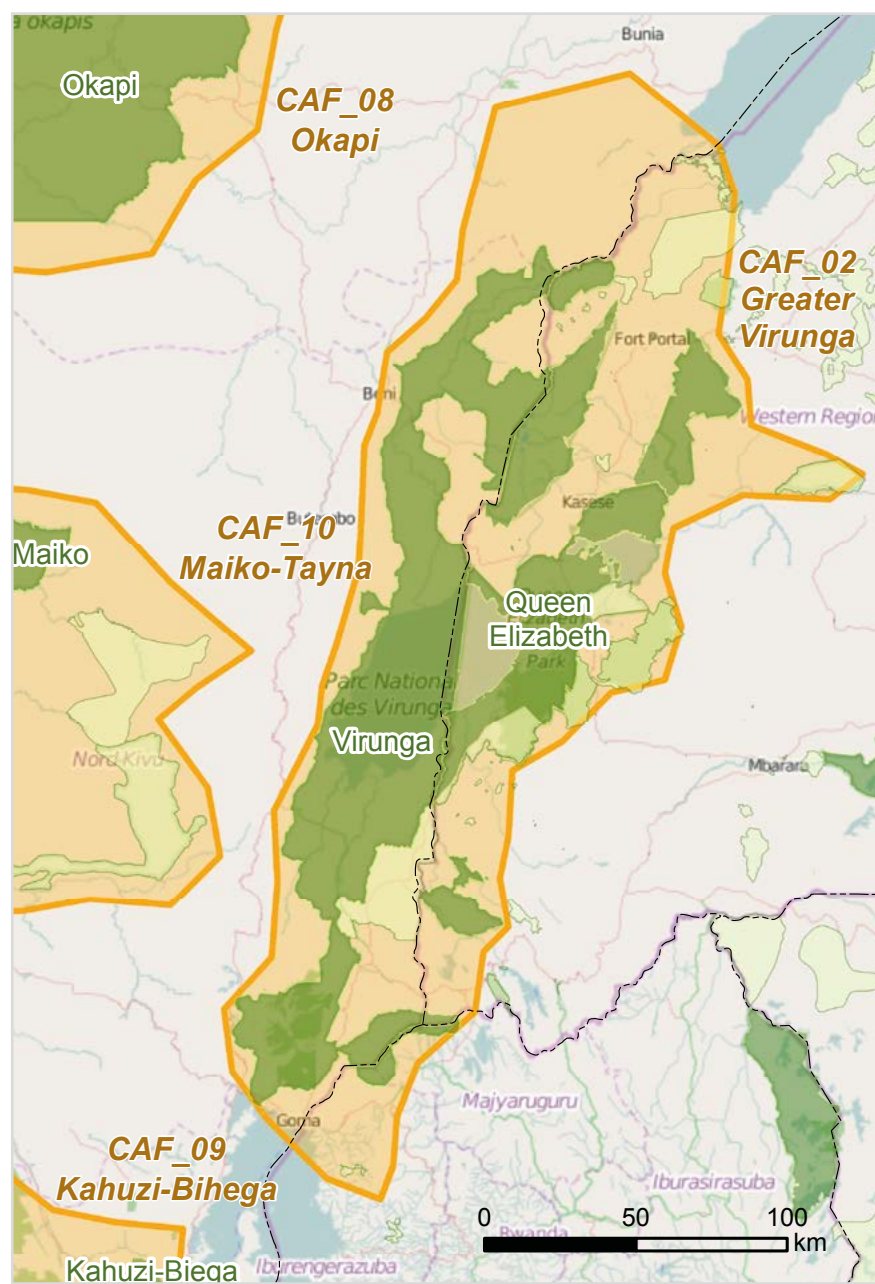
Ce complexe englobe 11 aires protégées, en RDC (PN des Virunga), au Rwanda (PN des Volcans) et en Ouganda (PN Queen Elizabeth, Mgahinga Gorilla, Bwindi, Semiliki, Ruwenzori et Kibale, RF de Kasyoha-Kitomi et de Kalinzu-Maramagambo et RF de Kyambura). D'une superficie d'environ 12 860 km² et d'une altitude allant de 600 à 5 100 m, cette aire protège les 800 derniers gorilles de montagne ainsi qu'une partie significative des espèces endémiques du rift Albertin. Elle est considérée comme une des régions du monde les plus riches en espèces⁸⁰ et c'est sans aucun doute un des paysages les plus spectaculaires d'Afrique centrale. C'est aussi la seule aire, en Afrique centrale, où le tourisme garantit des revenus substantiels (gorilles, chimpanzés, volcans actifs, Ruwenzori, faune de savane). Le tourisme axé sur les gorilles de montagne génère des millions d'EUR chaque année pour les économies nationales des pays impliqués et il améliore leur prestige international. En fait, la sauvegarde de la population de gorilles de montagne est un des rares points sur lequel les trois pays, en conflit depuis vingt ans, ont réussi à s'entendre. La Collaboration transfrontalière du Grand Virunga, dont le secrétariat exécutif se trouve à Kigali, au Rwanda, est un mécanisme établi dans les trois pays pour une gestion stratégique collaborative du paysage du Grand Virunga. La population de gorilles n'a cessé d'augmenter depuis la fin des années 1970. Les revenus du tourisme augmenteront tant que la population de gorilles de montagne sera protégée. Le tourisme d'observation des gorilles est aussi un des rares exemples en Afrique centrale où des communautés locales bénéficient clairement de la présence des parcs (et reconnaissent pour la plupart que c'est le cas – nuance importante).




⁽⁷⁹⁾ <http://www.incep.org/>

⁽⁸⁰⁾ Plumpton A.J., M. Behangana, T. Davenport, C. Kahindo, R. Kityo, E. Ndomba, R. Ssegawa, P. Eilu, G. Nkuutu et I. Owiunji (2003). The Biodiversity of the Albertine Rift. *Albertine Rift Technical Reports* N°3.



FIGURE 3. ACT du Grand Virunga



-  Principales aires protégées (UICN cat. I à IV)
-  Autres aires protégées (UICN cat. V à VI)
-  PPC proposés



^

*Rapides sur le Dja dans le parc national de Nki, Cameroun.
Si le projet de barrage hydroélectrique se concrétise, cette zone d'importance
pour l'éléphant de forêt et les grands singes disparaîtra.*

ACT du Grand TRIDOM-TNS

Cette ACT couvre une très vaste étendue de forêt tropicale humide pratiquement continue qui chevauche les frontières de trois pays (Cameroun, Gabon, et Congo). Elle contient deux paysages d'Afrique centrale, le TRIDOM (Trinational de Dja-Odzala-Minkébé) et le TNS (Trinational de la Sangha) mais s'étend aussi pour englober le SPM du PN de la Lopé et la réserve communautaire du lac Télé parce que l'habitat qui relie toutes ces AP est pratiquement contigu et qu'une grande partie de celui-ci fait l'objet de concessions forestières et minières.

Elle couvre 15 AP au Gabon (PN d'Ivindo, PN de Mwagne, PN de Minkébé, SPM de Lopé-Okanda), au Cameroun (SPM RF de Dja, PN de Nki, PN de Boumba Bek, PN du lac Lobeke, PN de Kom), au Congo (PN d'Odzala-Kokoua, PN de Nouabalé-Ndoki, PN de Ntoko-Pikounda, CR du lac Télé), en RCA (PN de Dzanga-Ndoki, RS de Dzanga). La partie TNS de ce PPC diffère des autres AP de ce paysage par son statut de site du patrimoine mondial transfrontalier (le premier du monde) composé de quatre aires protégées contiguës, gérées dans le cadre d'un accord trinational⁽⁸¹⁾ conclu entre les gouvernements de la RCA, du Cameroun et du Congo et financé par son propre fonds fiduciaire (voir plus bas). Le PN de la Lopé-Okanda est un site du patrimoine mondial à la fois naturel et culturel.

Cette vaste étendue de plus de 250 000 km² abrite la majorité des éléphants de forêt d'Afrique centrale, des gorilles de plaine, des chimpanzés ainsi qu'une bonne représentation de la faune du bassin du Congo. Cet ensemble d'AP protège une partie substantielle de la flore du bassin du Congo⁽⁸²⁾. Presque toute la forêt située entre les AP se trouve, ou se trouvera bientôt, sous le contrôle d'industries extractives (forestières et minières). Cela donne de nombreuses opportunités de PPP pour améliorer la conservation de la faune dans les concessions et pour préserver ainsi la connectivité de la forêt située entre le réseau d'AP (voir

section 5.2). Certaines AP ont un potentiel touristique extraordinaire (TNS, Odzala, Ivindo) en raison de l'existence de nombreuses clairières où l'observation d'éléphants de forêt, de gorilles et de nombreuses autres espèces de forêt est garantie. Au TNS, à Odzala et à Ivindo, les infrastructures ont déjà commencé à attirer un tourisme international, même s'il y a encore beaucoup de chemin à faire pour que ce soit profitable. Le partenaire privé à Odzala a investi dans des infrastructures particulièrement impressionnantes⁽⁸³⁾ qui traduisent clairement l'importance de la conservation et du potentiel touristique de ce site.

Au cours des 15 dernières années, les partenaires de la conservation et les sociétés forestières ont développé des partenariats de collaboration et ont testé des méthodologies pour la gestion de la nature, la lutte anti-braconnage et la chasse durable dans les concessions forestières en périphérie de ce complexe d'aires protégées. Les leçons apprises de ces partenariats devraient servir à orienter des partenariats en évolution avec le secteur minier, nouvel arrivant dans le paysage, qui a une capacité d'influence énorme, aussi bien négative que positive, sur ce qui se passe dans la zone. Des accords de PPP existent déjà pour la gestion des PN d'Odzala-Kokoua et de Nouabalé-Ndoki.

En 2007, le fonds fiduciaire du TNS (FTNS) fut établi avec l'aide de l'alliance entre la banque mondiale et le WWF pour la conservation et l'utilisation durable des forêts, de la *Deutsche gesellschaft für technische Zusammenarbeit* (GTZ), de la *Wildlife Conservation Society* (WCS), de l'Agence française de développement (AFD) et du Programme régional pour l'environnement en Afrique centrale de l'USAID (CARPE). Actuellement, le FTNS dispose d'un capital d'environ 25 millions d'EUR apporté par la KfW, l'AFD et la *Regenwald Stiftung* via la «*Krombacher Regenwald Kampagne*». Ces fonds sont investis sur les marchés internationaux et devraient produire un revenu stable pour financer des activités en faveur de la conservation et du développement durable.

⁽⁸¹⁾ Un accord de coopération trinational existe aussi entre le Gabon, le Cameroun et le Congo pour le TRIDOM.

⁽⁸²⁾ Wieringa J.J. et M.S.M. Sosef (2011). The applicability of relative floristic resemblance to evaluate the conservation value of protected areas. *Plant Ecology and Evolution Fast Track*, 1-7.

⁽⁸³⁾ Camps d'Odzalas: <http://www.odzala-kokoua.com/>

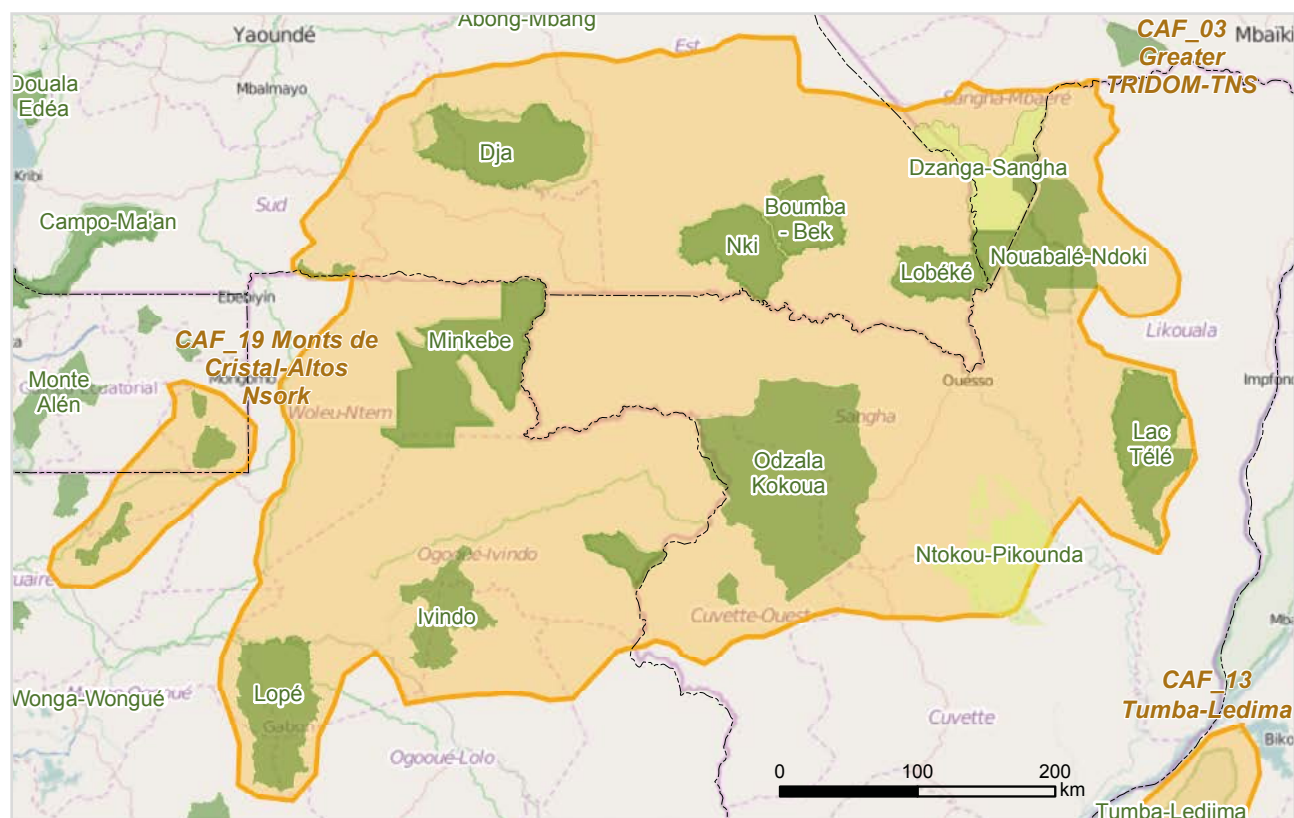


#3

^
Femelle sitatunga et son petit cherchant des graines dans des bouses d'éléphants dans la clairière forestière (ou bai) de Maya Nord, parc national d'Odzala-Kokoua, République du Congo.

^
Liane géante dans le parc national de Nouabalé-Ndoki, République du Congo.

FIGURE 4. ACT du Grand TRIDOM-TNS



Principales aires protégées (UICN cat. I à IV) Autres aires protégées (UICN cat. V à VI) PPC proposés



^
Historiquement l'éland de Derby, la plus grande espèce d'antilope au monde, était présent dans l'étroite bande de forêts et de savanes boisées s'étirant du Sénégal jusqu'au Nil. Actuellement, il ne subsiste que dans des populations très fragmentées au Sénégal, Guinée Bissau, Nigeria, Cameroun, RCA et Soudan du Sud. Les vieux mâles sont parmi les animaux les plus recherchés pour leur trophée et leur chasse, à cet effet, est probablement une des clés de l'avenir de l'espèce (section 4.8).

ACT de Gamba-Mayumba-Conkouati

Ce complexe comprend quatre AP au Gabon (PN de Mayumba, PN de Loango, PN de Moukalaba-Doudou) et au Congo (PN de Konkouati) et il est important parce qu'il englobe certains des meilleurs exemples de forêts côtières et de zones humides d'Afrique centrale. Le paysage est aussi important au niveau mondial pour quatre espèces de tortues qui viennent pondre sur les plages et pour 17 cétacés, dont une importante population de baleines à bosse que l'on peut observer facilement pendant la saison de reproduction, entre juin et septembre. Les vastes étendues de lagons intérieurs accueillent des populations du lamantin ouest-africain, espèce en danger, ainsi que des populations de grands mammifères terrestres comme le gorille, le chimpanzé, l'éléphant de forêt, le buffle de forêt et l'hippopotame, qui peuvent parfois être observés sur les plages. Cette aire a donc un potentiel touristique majeur qui s'ajoute à son importance mondiale pour la conservation de la nature.

Au cours des 15 dernières années, des partenaires de la recherche et de la conservation, notamment le WWF et la *Smithsonian Institution*, ont développé des partenariats novateurs et réussis avec des sociétés privées d'exploitation forestière et pétrolière⁸⁴ actives dans la région, afin d'améliorer la conservation de la biodiversité; ces types de partenariats devraient être poursuivis et développés.

ACT de Garamba/Bili-Uéré/Southern/Zemongo-Chinko

Cette ACT est significativement différente des précédentes parce que la région se caractérise par une insécurité et une anarchie qui ont conduit à une réduction drastique des populations d'espèces sauvages au cours des 25 dernières années. Mais il paraît important de maintenir une présence dans cette zone pour (i) sécuriser les AP dont une est un SPM en danger et (ii) contribuer à la sécurité de la conservation dans les zones d'intervention. Le trafic d'espèces sauvages vers le nord du Soudan en provenance de cette zone, mais aussi de plus au sud dans le bassin du Congo, traverse cette vaste étendue, en grande partie non contrôlée. Il y a donc un réel besoin, et de bonnes possibilités, pour un vaste partenariat de conservation et sécurité dans le nord de la RDC, l'est de la RCA et le sud-ouest du Sud-Soudan (encadré 5, plus haut), incluant les services de la faune des trois pays, des ONG opérationnelles dans la région (WCS, APN, Projet Chinko) avec AFRICOM, les départements d'État et de la défense américains et des opérateurs militaires locaux (APLS, UPDF, missions armées des NU). L'agence nationale des parcs nationaux (ANPN) gabonaise s'est aussi impliquée récemment pour aider le Gouvernement de RCA dans des problèmes de sécurité concernant la faune sauvage, notamment à Chinko.

⁽⁸⁴⁾ La *Smithsonian Institution* collabore avec Shell: <http://nationalzoo.si.edu/SCBI/Collaborative-Research-Initiatives/Gabon-Biodiversity-Program.cfm>. Le WWF collabore avec des sociétés pétrolières et minières dans les domaines de l'aménagement du territoire, de la gestion de la nature, de la lutte anti-braconnage et des moyens de subsistance alternatifs: http://awsassets.panda.org/downloads/wwf_gamba_fact_sheet_en_300410.pdf



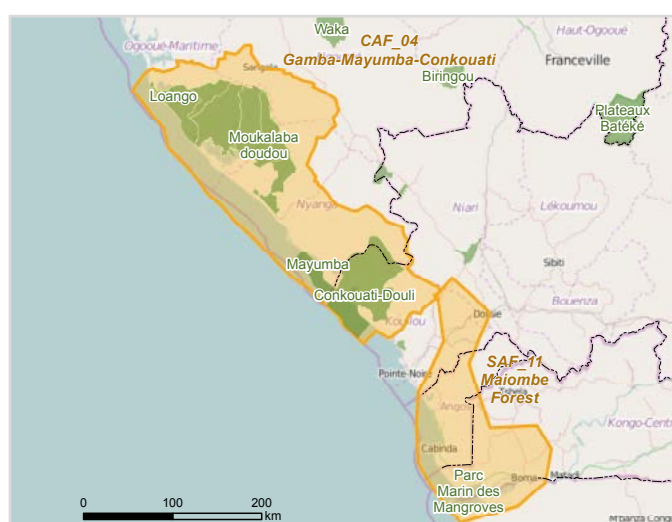
Biologiquement, l'aire possède de vastes étendues intactes de mosaïque forêt-savane riches en biodiversité ainsi que des zones de savane soudanienne plus arides et des savanes boisées. Au début des années 1980, cette région hébergeait encore la plus forte densité d'éléphants de forêt d'Afrique, et un rétablissement est toujours possible étant donné la faible densité humaine et le caractère intact de vastes étendues d'habitats naturels. Cette zone comprend trois parcs nationaux, le PN de la Garamba en RDC, et le PN de Lantoto (contigu à la Garamba) et le PN Southern au Sud-Soudan. Les autres AP sont le complexe de réserves de faune et de réserves de chasse de Bili-Uere en RDC et la réserve de faune de Zemongo et la réserve de chasse de Chinko en RCA. Le PN de la Garamba possède la plus importante population d'éléphants de la région (mais elle subit actuellement une pression de braconnage intense de la part de la *Lord's Resistance Army* – LRA et de bandes soudanaises⁸⁵). Le PN Southern demeure un site de prédilection pour l'éland de Derby et il héberge également des antilopes rouannes, des bubales et des lycaons⁸⁶. Le complexe de Chinko-Zemongo possède une gamme remarquablement intacte (mais de faible densité) d'espèces sauvages typiques de l'écotone forêt-savane, y compris l'éland de Derby, le bongo, le lion, l'éléphant, le chimpanzé et l'hylochère. De récentes recherches réalisées dans le complexe longtemps abandonné de Bili-Uere ont aussi confirmé la présence d'importantes poches de faune sauvage, particulièrement dans les parties forestières de la mosaïque forêt-savane^{87, 88}.

L'ACT des monts de Cristal-Altos Nsork

Ce massif montagneux de moyenne altitude, à cheval sur le Gabon et la Guinée équatoriale, représente un refuge datant du Pléistocène qui contient la plus grande richesse en espèces et la plus grande diversité de tous les sites de l'ouest de l'Afrique centrale, avec peut-être la plus grande diversité végétale d'Afrique. Avec une combinaison unique de forêt pluviale primaire et de forêt de nuages, il accueille un des plus grands nombres d'espèces de papillons d'Afrique (beaucoup d'espèces ne se trouvent que dans ce site et en Guinée équatoriale). Il possède aussi une importante population d'éléphants et de mandrills, et c'est une réserve d'eau essentielle pour la région.

L'ACT de Korup-Takamanda-Mont Cameroun est présentée dans le chapitre 4 (Afrique de l'Ouest).

FIGURE 5. ACT de Gamba-Mayumba-Conkouati

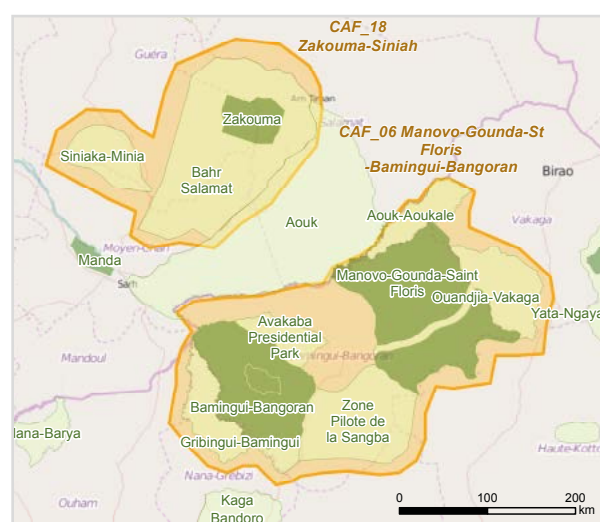


Principales aires protégées (UICN cat. I à IV)

Autres aires protégées (UICN cat. V à VI)

PPC proposés

FIGURE 6. PPC de Zakouma-Siniah et de Manovo-Gounda-Saint-Floris-Bamingui-Bangoran



⁽⁸⁵⁾ http://www.african-parks.org/Blog_150_Update%3A+Garamba+National+Parks+Poaching+Crisis.html

⁽⁸⁶⁾ Grossmann F., P. Elkan, C. Tiba, J. Moi, P.P. Awol, J. Lita, P. Demetry et S. Kenyi (2011). Aerial Surveys of Wildlife, Livestock, and Human Activity in and around Existing and Proposed Protected Areas of the Republic of South Sudan 2009 - 2010. WCS Rapport No. 4 à l'USAID et au gouvernement du Sud-Soudan.

⁽⁸⁷⁾ Elkan P. *et al.* (en prép.) Aerial surveys of Wildlife, Livestock, and Human activity in the Bili-Uere landscape, Democratic Republic of Congo. Rapport technique du WCS et de l'ICCN sur les études conduites en 2013.

⁽⁸⁸⁾ Hart J. (2014). Summary of elephant surveys in North Central DRC 2007-2013. Lukuru Wildlife Research Foundation. Brouillon de rapport soumis à l'AfEDB, sept 2014.

5.1.2 Autres PPC prioritaires

Si les ACT décrites à la section 5.1.1 représentent une couverture assez complète de la biodiversité et des populations d'espèces emblématiques d'Afrique centrale, les PPC suivants, dont certains ne contiennent qu'une seule AP, sont aussi considérés comme prioritaires pour un appui, soit parce qu'ils sont déjà inscrits sur la Liste indicative du patrimoine mondial (et qu'ils peuvent donc répondre aux critères de valeur universelle exceptionnelle de la Convention du patrimoine mondial), soit parce qu'ils protègent des espèces ou des écosystèmes uniques ou en grand danger.

République démocratique du Congo:

- **Les trois autres sites du patrimoine mondial de RDC:** la RF à Okapi, le PN de Kahuzi-Biega et le PN de la Salonga (le PN des Virunga est couvert par l'ACT du Grand Virunga, et le PN de la Garamba par celle de Garamba/Bili-Uere/Southern/Chinko). Leur statut de SPM confirme leur importance universelle. Des espèces endémiques de RDC, importantes au niveau mondial, sont protégées dans ces sites (okapi, gorille de Grauer, bonobo, genette aquatique, de nombreux petits primates endémiques et le paon congolais). La réserve de faune à okapi (RFO) est l'aire protégée la plus importante pour le chimpanzé de l'est (près de 6 000 individus) et elle contient la plus grande population d'éléphants de forêt de RDC (estimée à 1 200 en 2011⁸⁹).
- **PN de Lomami** (en cours d'inscription). Cette aire contient plusieurs espèces endémiques de la RDC, dont les emblématiques bonobos et okapis. Les scientifiques y ont aussi décrit récemment une nouvelle espèce de singe endémique, le *lesula* (*Cercopithecus lomamiensis*)⁹⁰ et une probable deuxième espèce, l'inoko, est en cours de description. C'est une zone très reculée de forêt tropicale humide où les pressions anthropiques en périphérie sont limitées.
- **RN de Lomako-Yokolala.** Une aire prioritaire pour les bonobos dans la partie nord de leur aire de répartition (stratégie de conservation des bonobos de l'UICN) et où des recherches sont menées depuis longtemps.
- **RN de Tumba-Ledima.** Une aire prioritaire pour les bonobos dans la partie ouest de leur aire de répartition (stratégie de conservation des bonobos de l'UICN). Les forêts marécageuses du lac Tumba (ainsi que celles du lac Télé en République du Congo – voir plus bas) constituent aussi la plus grande étendue sous protection de vastes et uniques forêts marécageuses congoliennes.
- **Itombwe-Kabobo.** Le massif d'Itombwe et le paysage adjacent de Kabobo-Luama sur le rift Albertin sont tous deux en voie de devenir des aires protégées: la **réserve naturelle d'Itombwe** et le **parc national de Ngamikka**. Ils contiennent le plus grand nombre d'espèces endémiques du rift Albertin de tous les sites du rift Albertin, et beaucoup d'espèces sont uniques à ces deux sites. Les découvertes récentes concernent

trois espèces de mammifères et cinq espèces de plantes et aussi peut-être 10 nouvelles espèces d'amphibiens. Le paysage de Kabobo-Luama pourrait compter 2 000 chimpanzés et le massif d'Itombwe abrite des populations de chimpanzés et de gorilles de Grauer.

- **PN de la Maiko.** Étant donné la distribution géographique très hétérogène du gorille de Grauer (qui le rend vulnérable à des extinctions locales en dehors des AP), ce parc est important pour la protection de cette sous-espèce endémique de la RDC. Plusieurs autres espèces endémiques s'y trouvent (paon congolais, okapi, genette aquatique). Ce parc est actuellement très difficile à gérer parce que l'accès y est compliqué et que des rebelles Simba y sont installés depuis la fin des années 60.
- Les deux parcs nationaux katangais, le **PN de Kundelungu** et le **PN de l'Upemba** et la **zone annexe** qui les relie. Ce sont les seuls parcs nationaux de la région Afrique centrale qui protègent un écosystème de forêt à miombo. Des zèbres endémiques du Congo survivent encore dans le PN de l'Upemba et il y a de bonnes possibilités de rétablir des populations sauvages à condition de les protéger correctement. Cette zone a aussi un potentiel touristique important (payages spectaculaires).

République centrafricaine:

- **Site du patrimoine mondial de Manovo-Gounda-St Floris et les zones cynégétiques villageoises (ZCV) voisines.** Bien que cette zone soit pour le moment minée par les conflits, l'historique des succès de la conservation communautaire basés sur un tourisme cynégétique dans les ZCV justifie le maintien de cette aire sur la liste des zones prioritaires où les interventions pourraient redémarrer si et quand la sécurité reviendra. Une des caractéristiques clés de cette zone est sa grande population d'élands de Derby.

Cameroun:

- **Bouba-Ndjida-Benoué.** Savane soudanienne. Le PN de Bouba-Ndjida abritait dans le passé plus de 500 éléphants de savane et il devrait avoir le potentiel nécessaire pour se rétablir. Les deux zones possèdent des populations d'élands de Derby.
- **PN de Mbam et Djerem.** Étendue, presque intacte, cette zone d'écotone savane-forêt est riche en biodiversité. Elle présente une des plus grandes populations restantes d'éléphants de savane d'Afrique centrale (estimée à 800 individus).
- **Mont Oku et crête d'Ijim.** Bien que n'étant pas une AP de catégorie I à IV, cette zone comprend le sanctuaire de flore d'Oku et la plus vaste et la plus haute étendue de forêt afro-montagnarde d'Afrique de l'Ouest, la seule forêt alpine de bambous et la seule forêt à *Podocarpus* d'Afrique de l'Ouest. Elle a aussi un taux exceptionnel d'endémisme de flore, d'amphibiens, de reptiles, et d'oiseaux.

⁽⁸⁹⁾ Vosper A., J. Masselink et F. Maisels (2012). WCS RFO Program: Great ape and human impact monitoring in Okapi Faunal Reserve, Democratic Republic of Congo. Rapport final à l'USFWS – GACF Accord 96200-0-G100. WCS.

⁽⁹⁰⁾ Hart J.A., K.M. Detwiler, C.C. Gilbert, A.S. Burrell, J.L. Fuller et al. (2012). Lesula: A New Species of *Cercopithecus* Monkey Endemic to the Democratic Republic of Congo and Implications for Conservation of Congo's Central Basin. PLoS ONE 7(9): e44271. doi:10.1371/journal.pone.0044271.



Tchad:

- **PN de Zakouma.** C'est l'aire protégée emblématique du Tchad. Elle a été sauvée de l'anéantissement quasi complet grâce à plus de 30 ans d'appui pour sa protection. Zakouma est l'aire protégée vedette de l'écosystème de savane soudanienne. Les efforts de conservation dans le parc, géré par *African Parks Network* (APN) dans le cadre d'un partenariat public-privé (PPP), reçoivent un appui politique au plus haut niveau. Il a aussi un potentiel touristique très important.

Guinée équatoriale:

- **PN de Pico Grande et PN de Pico Basilé.** Spectaculaires paysages volcaniques couverts de forêts, avec une grande amplitude altitudinale (de 0 à 3 000 m), et abritant des primates endémiques du golfe de Guinée. Il y a aussi des plages

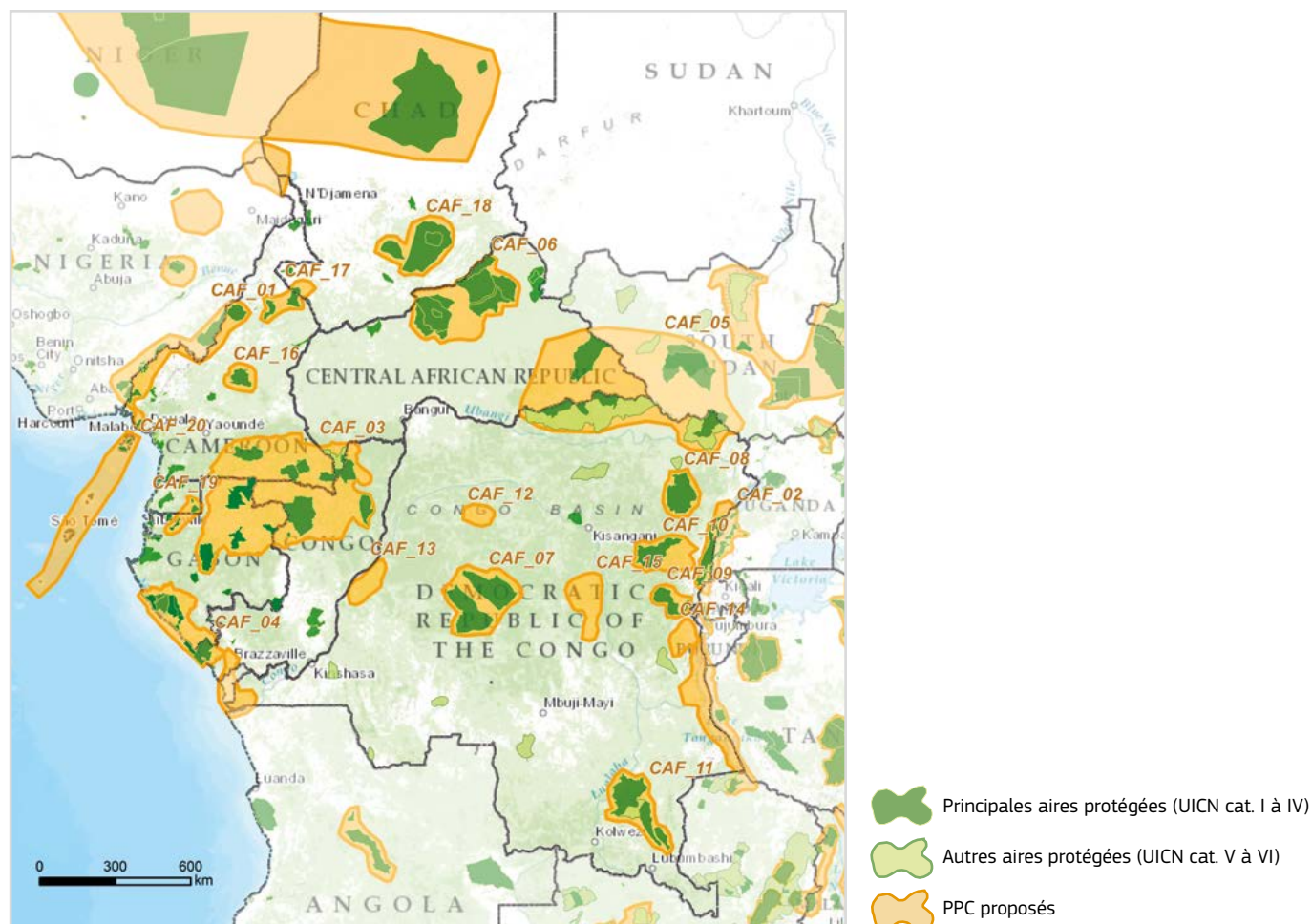
importantes au niveau mondial comme lieux de ponte pour des tortues marines. Ces parcs sont inscrits sur la Liste indicative du patrimoine mondial.

Sao Tomé-et-Principe:

- **PN d'Obò (Sao Tomé) et Zona Ecológica (Principe).** Ils protègent des plantes et des oiseaux endémiques importants et ils sont essentiels pour la protection du bassin versant. Ce sont aussi des paysages d'intérêt esthétique exceptionnel avec un bon potentiel touristique. Ils sont inscrits sur la Liste indicative du patrimoine mondial.

La liste complète des PPC, leurs caractéristiques particulières et leurs partenaires techniques et financiers actuels sont présentés dans le tableau 1.

FIGURE 7. Carte des PPC proposés pour la région Afrique centrale



CAF-01 Cross River-Takamanda-mont Cameroun
CAF-02 Grand Virunga
CAF-03 Ensemble TRIDOM-TNS
CAF-04 Gamba-Myumba-Conkouati
CAF-05 Garamba-Bili-Uere-Chinko-Southern
CAF-06 Manovo-Gounda-St Floris-Bamingui
CAF-07 Salonga

CAF-08 Okapi
CAF-09 Kahuzi-Biéha
CAF-10 Maiko-Tayna
CAF-11 Kundelungu-Upemba
CAF-12 Lomako-Yokokala
CAF-13 Tumba-Ledima
CAF-14 Itombwe-Kabobo

CAF-15 Lomami
CAF-16 Mbam Djerem
CAF-17 Bouba Ndjida-Benoue
CAF-18 Zakouma-Siniah
CAF-19 Monts de Cristal-Altos Nsork
CAF-20 Picos et Obo

TABLEAU 1. Principales caractéristiques des PPC d'Afrique centrale

PPC (pays)	Aires protégées	Taille (km ²)	Caractéristiques spéciales du site justifiant sa sélection	Bailleurs multi- et bilatéraux et autres financements présents	Principaux partenaires internationaux soutenant les institutions nationales des AP**
Grand Virunga* (CD, UG, RW) (se recouvre avec la région Afrique de l'Est)	<ul style="list-style-type: none"> PN des Virunga (CD) SPM en danger PN des Volcans (RW) PN de Mgahinga (UG) PN Queen Elizabeth (UG) PN de Bwindi (UG) PN de Semliki (UG) PN de Ruwenzori (UG) SPM PN de Kibale (UG) RF de Kasyoha-Kitomi (UG) RF de Kalinzu- (UG) Maramagambo (UG) RF de Kyambura (UG) 	voir Afrique de l'Est	<ul style="list-style-type: none"> Forêt d'altitude et de moyenne altitude du rift Albertin, savane est-soudanienne, zones humides 3 SPM Totalité de la population de gorilles de montagne et importantes populations de chimpanzés Majorité des espèces endémiques du rift Albertin Atouts touristiques exceptionnels Protection de stocks importants de poissons d'eau douce Protection du bassin hydrographique 	<ul style="list-style-type: none"> UE UNESCO Belgique BM/FEM HGBF MF USAID USFWS 	<ul style="list-style-type: none"> ACF WCS WWF AWF ZSL FZS DFGF
TRIDOM/TNS* (CM, GA, CG, CF)	<ul style="list-style-type: none"> PN de Minkébé (GA) PN d'Ivindo (GA) PN de Mwagne (GA) RF du Dja (CM) SPM en danger PN de Nki (CM) PN de Bumba-Bek (CM) PN du Lac Lobeke (CM) partie du TNS SPM PN d'Odzala (CG) PN de Nouabalé-Ndoki (CG) partie du TNS SPM PN de Ntoukou-Pikounda (CG) RC du Lac Télé (CG) PN de Dzanga-Ndoki (CF) partie du TNS SPM RS de Dzanga (CF) PN de la Lopé (GA) SPM (naturel et culturel) 	env. 250 000	<ul style="list-style-type: none"> Forêt congolienne du nord-ouest et du nord-est, écorégion aquatique de la Sangha, forêt atlantique côtière 4 SPM Majorité des derniers éléphants de forêt d'Afrique centrale Majorité des gorilles de plaine et des chimpanzés d'Afrique centrale Majeure partie de la flore du bassin du Congo, dont plusieurs plantes endémiques (p.ex. à Lopé) Importante zone de forêt marécageuse congolienne (lac Télé) Cercopithèque à queue de soleil endémique (Lopé) Certaines de clairières riches en sels minéraux (baïs) Art rupestre ancien (Lopé) Potentiel touristique élevé dans plusieurs AP – Odzala-Kokoua, TNS, Lopé, Ivindo Bonnes possibilités de PPP avec les secteurs forestier et minier et avec des spécialistes de la gestion des AP 	<ul style="list-style-type: none"> UE USFWS USAID KfW GIZ FEM/UNDP-BAD Pays-Bas 	<ul style="list-style-type: none"> WWF Pays-Bas WCS APN FTNS



PPC (pays)	Aires protégées	Taille (km ²)	Caractéristiques spéciales du site justifiant sa sélection	Bailleurs multi- et bilatéraux et autres financements présents	Principaux partenaires techniques internationaux soutenant les institutions nationales des AP**
Gamba/Mayumba/Conkouati* (GA, CG)	<ul style="list-style-type: none"> • PN de Loango (GA) • PN de Moukalaba-Doudou (GA) • PN de Mayumba (GA) • PN de Konkouati (CG) 	env. 12 600	<ul style="list-style-type: none"> • Forêt atlantique équatoriale, mosaïque forêt-savane congolienne du sud, écorégion aquatique de la côte équatoriale • Zones humides intérieures très étendues • Population de lamantins en danger • Éléphants de forêt et grands singes • Globalement important pour des tortues marines, des baleines et des dauphins • Haut potentiel touristique • Protège des stocks de poissons marins régionalement importants • Possibilités de PPP avec les secteurs du bois et du pétrole. 	<ul style="list-style-type: none"> • USFWS 	<ul style="list-style-type: none"> • WWF • WCS • SI
Garamba/Bili-Uere/Southern/Chinko* (CF, CD, SS) (se recouvre avec la région Afrique de l'Est)	<ul style="list-style-type: none"> • PN de la Garamba (CD) • SPM en danger • Complexe de domaines de chasse de Bili-Uere (CD) • PN Southern (SS) • PN de Lantoto (SS) • Zémongo-Chinko (CF) 	env. 150 000	<ul style="list-style-type: none"> • Mosaïque de forêt-savane congolienne du nord, savane soudanienne • 1 SPM (Garamba – sur la Liste des SPM en danger) • Mosaïque forêt-savane riche en biodiversité dans la zone de transition, reliée à de vastes étendues intactes de savane soudanienne. La faune reflète le mélange des habitats: chimpanzé, bongo, hylochère, éléphant de forêt et de savane, éland de Derby, antilope rouanne, bubale, lycaon 	<ul style="list-style-type: none"> • USFWS • UE • Banque mondiale • FEM • Espagne (AECID, MAAMA) • <i>Fundación Biodiversidad</i> • Life Web 	<ul style="list-style-type: none"> • WCS • APN • Projet Chinko • <i>Lukuru Foundation</i> • AWF
Manovo-Gounda-St Floris -Bamingui-Bangoran et blocs de chasse adjacents (CF)	<ul style="list-style-type: none"> • PN de Manovo-Gounda-St Floris (SPM en danger) • PN de Bamingui-Bangoran • Zone Pilote de Sangha 	env. 50 000	<ul style="list-style-type: none"> • Savane soudanienne • SPM en danger • Jusqu'aux récents conflits, bons résultats de GCRN pour les safaris de chasse dans la zone tampon de la zone pilote de Sangha 	<ul style="list-style-type: none"> • UE 	<ul style="list-style-type: none"> • Société de conseil AGRECO
Salonga (CD)	<ul style="list-style-type: none"> • PN de la Salonga, SPM en danger 	33 350	<ul style="list-style-type: none"> • Forêts marécageuses congolennes de l'est, forêt centrale congolienne de basse altitude • SPM en danger • Bonobos, petits primates endémiques 	<ul style="list-style-type: none"> • UE 	<ul style="list-style-type: none"> • WWF
Okapi (CD)	<ul style="list-style-type: none"> • RF à Okapi, SPM en danger 	13 750	<ul style="list-style-type: none"> • Forêt congolienne de basse altitude du nord-est • Okapi, éléphant de forêt, chimpanzé, bongo, paon congolais, genette aquatique • 17 espèces de primates diurnes et nocturnes 	<ul style="list-style-type: none"> • KfW • GTZ • UNESCO 	<ul style="list-style-type: none"> • WCS • GIC
Kahuzi-Biega (CD)	<ul style="list-style-type: none"> • PN de Kahuzi-Biega, SPM en danger 	6 000	<ul style="list-style-type: none"> • Forêt congolienne de basse altitude du nord-est • Forêt afro-montagnarde du rift Albertin 	<ul style="list-style-type: none"> • GTZ/KfW • UNESCO 	<ul style="list-style-type: none"> • WCS

PPC (pays)	Aires protégées	Taille (km ²)	Caractéristiques spéciales du site justifiant sa sélection	Bailleurs multi- et bilatéraux et autres financements présents	Principaux partenaires internationaux soutenant les institutions nationales des AP**
Maiko-Tayna (CD)	<ul style="list-style-type: none"> PN de la Maiko Réserves communautaires de Tayna 	env. 11 000	<ul style="list-style-type: none"> Forêt congolienne de basse altitude du nord-est Gorille de Grauer (site important pour cette espèce vu sa distribution hétérogène dans l'est de la RDC) Autres endémiques comme l'okapi, la genette aquatique et le paon congolais 	<ul style="list-style-type: none"> FZS 	<ul style="list-style-type: none"> FZS
Upemba-Kundelungu (CD)	<ul style="list-style-type: none"> PN de l'Upemba (CD) PN des Kundelungu Zone annexe (zone tampon) 	34 000	<ul style="list-style-type: none"> Forêt à miombo (seul exemple protégé dans la région Afrique centrale) Dernière population de zèbres du Congo 	<ul style="list-style-type: none"> KfW UE 	<ul style="list-style-type: none"> Société de conseil GFA BAK
Lomako-Yokokala (CD)	<ul style="list-style-type: none"> RF de Lomako-Yokokala 	3 625	<ul style="list-style-type: none"> Forêts congoliennes centrales de basse altitude, forêts marécageuses congoliennes de l'est Bonobo, éléphant, sitatunga, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> USAID 	<ul style="list-style-type: none"> AWF
Tumba-Lediima (CD)	<ul style="list-style-type: none"> RN de Tumba-Lediima 	7 500	<ul style="list-style-type: none"> Forêts congoliennes centrales de basse altitude, forêts marécageuses congoliennes Bonobo Avec le lac Télé au Congo, c'est la plus grande superficie de forêt marécageuse congolienne protégée Protection de stocks essentiels de poissons d'eau douce 	<ul style="list-style-type: none"> WWF 	<ul style="list-style-type: none"> WWF
Itombwe-Kabobo (CD)	<ul style="list-style-type: none"> AP proposée d'Itombwe AP proposée de Mitsotshi-Kabobo Domaine de chasse de Luama 	env. 10 000	<ul style="list-style-type: none"> Forêt de moyenne altitude du rift Albertin, transition forêt-savane Chimpanzés – une des rares populations viables de chimpanzés du rift Albertin Sous-espèce endémique du colobe d'Angola et du colobe roux Oiseaux endémiques du rift Albertin 	<ul style="list-style-type: none"> USFWS USAID Rainforest Trust Critical Ecosystems Partnership Fund 	<ul style="list-style-type: none"> WWF WCS
Lomami (CD)	<ul style="list-style-type: none"> PN de Lomami (en voie d'enregistrement) 	env. 10 000	<ul style="list-style-type: none"> Forêts congoliennes centrales de basse altitude Bonobo, okapi, paon congolais, deux espèces nouvellement décrites de petits primates. 	<ul style="list-style-type: none"> KfW Abraham Foundation ARCUS Foundation 	<ul style="list-style-type: none"> Lukuru Foundation
Boubarjida-Benoué (CM)	<ul style="list-style-type: none"> PN de Bouba Njida PN de la Bénoué 	4 000	<ul style="list-style-type: none"> Mosaïque forêt congolienne du nord-savane, savane soudanienne de l'est Éléphants et ongulés de savane (23 espèces d'antilopes) dont l'éland de Derby 	<ul style="list-style-type: none"> France Allemagne UE 	<ul style="list-style-type: none"> GTZ
Mbam and Djerem (CM)	<ul style="list-style-type: none"> PN de Mbam et Djerem 	4 500	<ul style="list-style-type: none"> Transition forêt-savane Une des plus grandes populations restantes d'éléphants de savane en Afrique centrale Gorille, chimpanzé, et espèces de l'écotone forêt-savane 	<ul style="list-style-type: none"> USFWS 	<ul style="list-style-type: none"> WCS
Mt Oku-Crête d'Ijim (CM)	<ul style="list-style-type: none"> Mont Oku-Crête d'Ijim 	200	<ul style="list-style-type: none"> Forêt afro-montagnarde Les plus vastes et les plus hautes étendues de forêt afro-montagnarde d'Afrique de l'Ouest, la seule forêt alpine de bambou et la seule forêt de <i>Podocarpus</i> d'Afrique de l'Ouest Endémisme floral, herpétologique et aviaire exceptionnel 		



PPC (pays)	Aires protégées	Taille (km ²)	Caractéristiques spéciales du site justifiant sa sélection	Bailleurs multi- et bilatéraux et autres financements présents	Principaux partenaires internationaux soutenant les institutions nationales des AP**
Zakouma-Siniaka Minia (TD)	<ul style="list-style-type: none"> PN de Zakouma RF de Siniaka-Minia 	23 600	<ul style="list-style-type: none"> Un exemple rare d'écosystème de savane soudanienne intacte avec des populations sauvages viables Bon potentiel touristique 	<ul style="list-style-type: none"> UE 	<ul style="list-style-type: none"> <i>African Parks</i>
Monts de Cristal-Altos Nsorg* (GA, GQ)	<ul style="list-style-type: none"> PN des Monts de Cristal PN d'Altos-Nsork 	env. 2 500	<ul style="list-style-type: none"> Forêts atlantiques Refuge du Pléistocène, avec la plus grande richesse et diversité floristique de tous les sites de l'ouest de l'Afrique centrale Mandrills Bassin hydrologique essentiel Sur la Liste indicative du patrimoine mondial 		
Pico Grande et Pico Basile (GQ)	<ul style="list-style-type: none"> PN de Pico Grande PN de Pico Basile 	850	<ul style="list-style-type: none"> Forêt montagnarde et de basse altitude du golfe de Guinée Paysages volcaniques spectaculaires couverts de forêts avec une grande amplitude altitudinale (0 – 3 000 m) Cinq sous-espèces de primates endémiques Plages mondialement importantes pour des tortues marines Sur la Liste indicative du patrimoine mondial 		
Zone écologique d'Obo-Principe (ST)	<ul style="list-style-type: none"> PN d'Obo (Sao Tomé) Zona Ecológica (Principe) 	300	<ul style="list-style-type: none"> Forêt humide montagnarde et de basse altitude du golfe de Guinée Plantes et oiseaux endémiques Vital pour la protection du bassin hydrologique. Paysages d'intérêt scéniques exceptionnels avec un fort potentiel touristique Sur la Liste indicative du patrimoine mondial 	<ul style="list-style-type: none"> <i>Birdlife International</i> UE 	
Total Afrique centrale	53 ***	env. 630 000			

(*) Montre que cette aire est aussi une ACT. (**) Nombre de ces partenaires techniques mobilisent aussi leurs propres sources de financement de base.

(***) Excluant le Grand Vungwa, partagé avec l'Afrique de l'Est.

Abréviations pour les pays (ISO-2): CF – République centrafricaine; CM – Cameroun; CG – République du Congo; CD – République démocratique du Congo; GQ – Guinée équatoriale; GA – Gabon; RW – Rwanda; SS – Sud Soudan; ST – Sao Tomé-et-Principe; TD – Tchad; UG – Ouganda.

Notes:

– Les superficies indiquées ci-dessus sont approximatives parce que, contrairement à celles des AP, les limites des paysages autour des AP et entre elles ne sont pas définies officiellement.
– La différence entre ce total de surface et celui présenté dans la publication «Synthèse» est due a) aux ajustements dans les estimations de surfaces de certains PPC et b) au fait que les surfaces partagées par plusieurs régions ne sont comptées qu'une fois.

5.2 COLLABORER AVEC L'INDUSTRIE EXTRACTIVE PRIVÉE POUR AMÉLIORER LA CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ EN DEHORS DES AIRES PROTÉGÉES

Puisque presque toute la forêt située en dehors des aires protégées est, ou sera à court terme, attribuée à des opérateurs privés d'industries extractives, les environnementalistes doivent collaborer avec eux si l'on souhaite préserver la connectivité entre les aires protégées et les fonctions écologiques dans de grandes zones forestières. Actuellement, les opportunités les plus prometteuses pour ce type de collaboration se trouvent dans les forêts du Gabon, du nord du Congo et du sud du Cameroun dans le paysage du Grand TRIDOM-TNS. Comme les aires protégées ne couvrent que 20 % de la forêt dans cette zone, les surfaces attribuées comme concessions couvrent la majorité de la forêt et contiennent donc encore probablement l'essentiel de la faune locale.

Idéalement, il faudrait établir des accords de collaboration entre les agences gouvernementales chargées de la forêt et de la faune, les concessionnaires de l'industrie extractive et les organisations de conservation, avec pour objectif de développer et d'appliquer de bonnes pratiques pour éviter la disparition des espèces sauvages suite aux activités d'extraction. La nature exacte des mesures à prendre dépendra des circonstances particulières propres à chaque cas, mais il faudra travailler sur plusieurs fronts, avec des études de la faune, de la flore et de l'économie sociale pour définir les situations de départ, l'établissement de réglementations internes strictes pour la société à propos de la vie sauvage, la mise en œuvre de stratégies de surveillance de la faune et de la flore et de mécanismes de compensation pour qu'il n'y ait «pas de perte nette» de biodiversité, et un suivi des résultats de la conservation. Il sera crucial de travailler avec les communautés locales dans les concessions pour clarifier qui est propriétaire et qui a le droit d'utiliser les ressources de la forêt, spécialement la faune, dans le cadre d'une gestion de la chasse durable pour la viande de brousse. Ces mesures doivent faire intégralement partie du plan de gestion de la société et celui-ci sera un document juridiquement contraignant (voir la suite de la discussion dans la section suivante sur le traitement du problème de la viande de brousse). L'obligation d'adhésion aux lois sur la nature dans la matrice des critères de légalité du Programme FLEGT pour l'application des réglementations forestières, gouvernance et échanges commerciaux améliorerait encore les résultats de la conservation dans des concessions forestières non-FSC.

Priorité devrait être donnée à la collaboration avec des sociétés forestières et minières situées à l'intérieur du Grand TRIDOM-TNS et des ACT de Gamba/Mayumba/Conkouati (section 5.1.1).

5.3 LA FORMATION ET LE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS

En Afrique centrale, une importante partie de la formation des gestionnaires de la nature (conservateurs, responsables du suivi, de la conservation communautaire, gardes, etc.) a lieu dans le cadre d'une formation continue, avec l'appui de projets financés par les agences de coopération. Si la valeur de ce type de formation est indéniable, et qu'elle a permis de révéler des experts nationaux de la conservation particulièrement compétents, la faible capacité des agences nationales en charge des aires protégées auxquelles ils appartiennent (pas d'opportunités de carrière, mauvaise gestion du personnel, problèmes de gouvernance) fait que beaucoup de ces personnes finissent par quitter leur institution pour un travail mieux rémunéré, plus stable et plus valorisant auprès d'ONG ou d'agences internationales qui offrent de réelles possibilités de carrière. Un autre scénario fréquent est celui où, en raison d'un manque de cadres compétents au sein de l'AP, il est procédé à des recrutements de personnels externes, qui sont formés mais pas intégrés par l'institution (ce que d'ailleurs, nombre d'entre eux ne souhaitent pas).

Il y a donc un besoin urgent de réforme institutionnelle fondamentale de presque toutes les agences en charge des aires protégées en Afrique centrale. La gestion des AP doit être professionnalisée et il faut offrir des perspectives de carrière aux agents qui intègrent son service. Le changement à opérer est particulièrement fondamental et il faudra des années de renforcement institutionnel avant d'en voir les premiers résultats tangibles, sous la forme d'une meilleure gestion des AP. Il faudra aussi également une réelle volonté politique (et une meilleure gouvernance), afin de surmonter la résistance au changement qui existe dans certains pays de la région. Cependant, comme noté dans le chapitre 2 (5.4.2), la réforme institutionnelle des autorités chargées de la gestion de la nature est un investissement rentable pour la conservation parce que toutes les AP et la faune en bénéficieront.

Développer les institutions et remédier à la mauvaise gouvernance à tous les niveaux est d'une importance vitale pour la vie sauvage, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des aires protégées. L'UE devrait fournir un soutien pour intégrer la biodiversité dans les politiques et stratégies de développement, développer les institutions gouvernementales, améliorer la coordination et la communication entre les ministères et assurer une expertise environnementale adéquate dans les procédures décisionnelles gouvernementales.

Trois lignes d'actions simultanées sont donc nécessaires:

- Continuer la formation continue dans les sites, dans le cadre d'interventions appuyées par l'extérieur (voir 5.1 pour plus de détails). La formation doit être une composante standard de toutes les interventions qui viennent en aide aux sites identifiés dans ce rapport.
- Soutenir les principaux centres de formation de la région (EFG, ERAIFT, ENF) au Cameroun, en RDC et au Gabon respectivement,



#3



^
Singe fumé (à gauche) et varan (à droite) vendus sur les marchés de Brazzaville (Congo) et Gamba (Gabon) respectivement. Le commerce de viande de brousse sur les marchés urbains conduit à des taux de chasse non durables.

en collaboration avec leurs autres partenaires internationaux. Cela implique un renforcement des capacités des institutions elles-mêmes, ainsi que l'attribution de bourses pour des étudiants. D'autres centres de formation situés au cœur de la zone de forêt tropicale humide, comme le Centre de formation Alphonse Makanga à la Lopé, pourraient être soutenus et leurs liens renforcés avec les centres de formation régionaux mentionnés ci-dessus.

- Soutenir les réformes institutionnelles des agences nationales gestionnaires des AP et de tous les autres organismes de réglementation responsables des ressources naturelles et de l'aménagement du territoire dans les pays qui font preuve d'une réelle volonté politique de voir les réformes progresser.

5.4 RÉSoudre LE PROBLÈME DE LA VIANDE DE BROUSSE

La surexploitation de la faune menace la sécurité alimentaire et la faune elle-même. C'est un problème universel reconnu par la Convention sur la diversité biologique⁹¹ qui a créé un groupe de liaison pour travailler avec le groupe de travail de la CITES sur la viande de brousse en Afrique centrale. En Afrique centrale, la demande de viande de brousse est plus élevée que la capacité durable de production. Une des causes fondamentales les plus importantes de la surexploitation du gibier est la disparition des contrôles traditionnels de l'accès aux terres et aux zones de

chasse, et le fait que les cadres juridiques des pays d'Afrique centrale ne reconnaissent pas le contrôle local sur les territoires traditionnels ni le droit des populations locales de gérer ou de réglementer la chasse sur ces territoires⁹². Les règles traditionnelles en matière de chasse ont dès lors disparu et, en bien des endroits, il y a maintenant une situation de libre accès, avec pas ou peu de contrôle de la part des communautés locales sur la chasse pratiquée par des gens extérieurs à la zone. Face à l'ampleur de la chasse pour la viande de brousse et à l'appauvrissement constaté de grandes étendues de forêt en Afrique centrale, les conservationnistes ont tendance à privilégier une approche par l'application de la loi pour prévenir un appauvrissement irréversible des forêts. Des acteurs orientés vers le développement suggèrent qu'un commerce réglementé de viande de brousse, reposant sur un approvisionnement régulier en espèces forestières bien identifiées, pourrait contribuer au développement économique de zones qui comptent peu d'options de croissance. Les spécialistes de la conservation répondent, fermement, que des prélèvements durables ne sont possibles que dans les sites où la densité humaine est inférieure à un habitant/km² et où la viande serait consommée localement (sans alimenter des circuits commerciaux)⁹³. C'est une situation qui est de plus en plus rare en Afrique centrale et, aussi longtemps que les populations rurales resteront pauvres et que la demande de viande de brousse pour les marchés urbains restera élevée, une exploitation non soutenable de la viande de brousse persistera. Il sera donc extrêmement complexe d'établir un système réglementé et durable

⁽⁹¹⁾ CBD Décision XI/25 sur «Utilisation durable de la diversité biologique: viande de brousse et utilisation durable de la vie sauvage»: <http://www.cbd.int/doc/decisions/cop-11/full/cop-11-dec-fr.pdf>

⁽⁹²⁾ Sustainable Management of the Wildlife and Bushmeat Sector in Central Africa. Projet de document de la FAO/GEF 2010. 99pp.

⁽⁹³⁾ Robinson, J.G. et E.L. Bennett (2000). Hunting for sustainability. Columbia University Press, New York.

pour prélever de la viande de brousse. Cela nécessitera du temps étant donné les modifications substantielles qu'il faudra apporter aux cadres juridiques dans les pays d'Afrique centrale et les capacités qu'il faudra renforcer parmi les communautés locales pour la gestion de la faune sauvage.

La crainte légitime des professionnels de la conservation est qu'au moment où les cadres réglementaires seront en place et où les communautés locales seront dotées de capacités suffisantes pour la gestion de la faune sauvage, la plus grande partie de la faune ait déjà disparu des forêts situées en dehors des aires protégées. L'application des lois restera donc une activité indispensable, parallèle aux programmes pilotes visant à tester et à développer des modèles pour la gestion participative réglementée de l'exploitation de la viande de brousse.

La viande de brousse est une question de sécurité alimentaire dans les milieux ruraux, alors que ce n'est pas forcément le cas en zone urbaine. Le manque de protéines doit donc être abordé en milieu rural par des combinaisons de différentes mesures, à différents niveaux de la chaîne de valeurs, avec un environnement favorable. Trois approches stratégiques sont donc nécessaires: (i) réduire la demande de viande brousse; (ii) améliorer la durabilité de l'offre en gérant mieux la ressource et (iii) créer un environnement institutionnel et politique favorable et propice. **Le but ultime doit être d'arriver à faire des prélèvements durables de viande de brousse pour la consommation locale dans les zones rurales et à éliminer la consommation de viande de brousse dans les zones urbaines.**

5.4.1 Réduire la demande de viande de brousse

Chasseurs et consommateurs ruraux:

- Développer des sources de protéines alternatives à un prix comparable à celui de la viande de brousse. Avec un taux d'extraction annuel estimé à 4,5 millions de tonnes de viande de brousse, l'élevage de bétail ne sera jamais une solution écologique durable parce que l'on estime qu'il faudrait convertir 25 millions d'hectares de forêt pour les pâturages⁹⁴. Les porcs et les poulets ont des taux de conversion beaucoup plus élevés que le bétail bovin et ils peuvent prospérer avec des restes de cuisine et de récoltes. Près d'Ouessou, un des plus gros marchés de viande de brousse de la région, il y a des possibilités de produire localement de la nourriture pour poulets (à base de soja et de maïs) à un prix inférieur à celui de la viande de brousse⁹⁵. Il faudrait aussi étudier la possibilité de développer une pêche durable dans les cours d'eau et les lacs parce que le poisson est important dans le régime alimentaire local et qu'il peut remplacer la viande de brousse.

Mais, comme indiqué à la section 4.10, les tentatives de développement d'alternatives à la viande de brousse ont connu jusqu'à présent un succès limité en Afrique centrale. Il conviendrait aussi d'exiger que les concessionnaires des industries extractives mettent à disposition de leurs travailleurs de la viande d'élevage.

- Améliorer les opportunités économiques des secteurs de la production. Cela couvrira une large gamme de possibilités en fonction du contexte local.
- Sensibiliser, par l'éducation à l'environnement et par un recours aux médias locaux, selon une approche de type INCEF (Fonds international pour la conservation et l'éducation).

Détaillants et consommateurs urbains:

- Appliquer strictement l'interdiction de vendre et de consommer des espèces protégées et en danger. Les espèces protégées observées à la vente doivent être détruites.

Consommateurs internationaux:

- Le commerce international doit être complètement stoppé. Il faut infliger de lourdes amendes pour la possession et le commerce de viande de brousse, quel que soit le statut ou la provenance de l'espèce.
- Il faut des efforts concertés pour sensibiliser le personnel posté aux points de sortie (ports, aéroports, postes frontière).
- Les compagnies aériennes et maritimes doivent s'engager à interdire tout transport de viande de brousse (quel que soit son statut) et être tenues pour responsables face à cette obligation. Indépendamment du problème de durabilité, le commerce international de viande de brousse constitue un risque sanitaire sérieux.

5.4.2 Améliorer la durabilité de l'offre en gérant mieux la ressource

Cela va exiger de développer des modèles de gestion de la faune avec les communautés locales, des recherches et de la vulgarisation et une collaboration avec les industries extractives.

Chasseurs et consommateurs ruraux:

- Travailler avec les chasseurs et les communautés rurales pour établir des règles de chasse qui permettent de prélever des espèces résilientes mais qui interdisent la chasse des espèces vulnérables. Ce processus impliquera une planification participative de l'utilisation des territoires au niveau de la communauté locale et il devrait conduire à la définition de règles de chasse (période, lieu, outils de chasse, quotas, etc.) et à des méthodes simples pour que la communauté contrôle elle-même ses activités. Cela sera une entreprise très complexe qui demandera des ressources financières et techniques adéquates. Il faudrait exploiter les leçons tirées des expériences

⁽⁹⁴⁾ Nasi R., A. Taber et N. Van Vliet (2011). Empty forest, empty stomachs? Bushmeat and livelihoods in Congo and the Amazon basin. *International Forestry Review*, vol. 13.

⁽⁹⁵⁾ Communication personnelle de représentants de WCS.



^
Des Bakola, semi-nomades, avec leurs filets traditionnels pour la chasse aux céphalopodes, dans la zone tampon du parc national d'Odzala-Kokoua, République du Congo. Dans bien des régions, les règles traditionnelles concernant la chasse ont disparu, offrant aux étrangers un «libre accès» pour chasser sans, ou presque sans, contrôle par les communautés locales.

passées dans la région (par ex. le Projet de gestion de la périphérie du parc national de Nouabalé-Ndoki – PROGEPP) plutôt que d'essayer de «réinventer la roue».

Recherche et services de vulgarisation:

- Il n'est pas aisé de bien comprendre la dynamique de la chasse et de son impact sur la dynamique d'espèces résilientes fortement chassées et de leurs concurrentes plus vulnérables. Cela demande un effort concerté en matière de recherche et de suivi de la part des organismes de scientifiques concernés. Le programme SYVBAC⁹⁶ établi par TRAFFIC est une de ces initiatives.
- Une composante clé pour améliorer la durabilité de l'offre est aussi d'analyser les relations et les équilibres entre la viande de brousse et d'autres sources de protéines. Les communautés rurales passent d'habitude de la viande de brousse au poisson quand les prix ou la disponibilité fluctuent avec les saisons. Mais le déclin d'une ressource peut entraîner la surexploitation d'une autre et c'est pourquoi il faut bien comprendre ce qui justifie le passage de l'une à l'autre. Bien comprendre les facteurs qui déterminent quand et dans quelles circonstances les consommateurs vont passer à la viande domestique est également essentiel pour parvenir à la durabilité de l'offre de viande de brousse.

Industries extractives:

Les industries extractives dominent le paysage forestier et disposent de moyens considérables pour influencer l'évolution de la «crise» de la viande de brousse. La législation actuelle de la plupart des pays d'Afrique centrale leur demande d'intégrer la conservation dans leurs plans de gestion durable des forêts avec, par exemple, le fait de créer des «séries de conservation» non exploitées, et la responsabilité de garantir que leur personnel respecte la législation sur la faune. Mais les sociétés doivent aller plus loin dans de nombreux domaines:

- Les réglementations et les codes de conduite internationaux concernant la nature dans les concessions doivent devenir une partie intégrale des procédures standards d'exécution des sociétés. Le transport de viande de brousse doit être strictement interdit dans les véhicules de la société et il faut établir des points de contrôle, avec un personnel qualifié, sur les principales voies d'accès aux concessions.
- Il faut exiger des sociétés qu'elles mettent à disposition, à prix coûtant, des sources de protéines alternatives à leurs travailleurs.
- Les sociétés, en collaboration et avec l'appui des partenaires techniques expérimentés, doivent organiser et soutenir des programmes de chasse communautaires pour les communautés qui vivent dans leurs concessions.
- Les sociétés doivent adhérer aux programmes de certification qui leur donneront un accès préférentiel aux marchés internationaux sensibles à l'aspect environnemental. Ceux-ci sont prêts à payer un supplément pour du bois provenant de sources durables, où les réglementations en matière de nature sont respectées. Le même principe s'applique aux concessions minières.

5.4.3 Créer un environnement institutionnel et politique favorable et propice

Pour que la gestion participative de la faune sauvage devienne une réalité, les politiques, lois et réglementations nationales doivent être en mesure d'accorder aux communautés des droits sur les terres et sur la faune qu'elles vont avoir à gérer, et de permettre à des membres de la communauté de commercialiser localement la viande de brousse et d'autres produits forestiers (d'espèces autorisées) qui seront exploités. Ces conditions ne sont pas encore fermement intégrées dans les cadres politiques et juridiques des pays d'Afrique centrale, mais plusieurs pays

(96) SYVBAC: Système de suivi de la filière viande de brousse en Afrique centrale.



^
*Armes et ivoire illégal confisqués dans le parc national
d'Odzala-Kokoua, République du Congo.*

développent quand même des politiques ou des stratégies pour la gestion de la faune (RCA, RDC, Gabon, Congo) et un pays, le Congo, impose des conditions très générales dans sa législation pour la gestion participative de la faune sauvage (loi qui ne pourra pas être opérationnelle tant que les arrêtés ministériels ne seront pas pris). Aucun cadre légal n'autorise clairement la commercialisation de viande de brousse provenant de terres communautaires, et le sentiment général est que la chaîne commerciale de la viande de brousse est illégale. La distinction entre la vente pour la consommation locale et le commerce plus en aval reste très confuse et est une source récurrente de conflit.

Des mesures seront nécessaires à plusieurs niveaux:

Politiques nationales

- Les politiques, les lois et les réglementations devront être revues pour donner un cadre légal approprié afin de renforcer l'appropriation et les droits fonciers et de rendre possible une gestion participative de la faune.
- Dans le même temps, il sera nécessaire de légitimer le débat sur la viande de brousse afin de traiter correctement la question épineuse de la légalité de la chaîne commerciale de la viande de brousse, et de reconnaître la contribution de la viande de brousse à la sécurité alimentaire dans les stratégies nationales.

Politiques internationales

- Les sociétés ou les particuliers qui ne respectent pas les réglementations de la CITES doivent être sévèrement sanctionnés et dénoncés.
- Les problèmes concernant la nature doivent être systématiquement couverts par des processus intégrés à un cadre légal ou réglementaire international.
- Il faut établir un lien très clair entre commerce international de viande de brousse et risques de maladies émergentes.

Institutions locales

- Quand les cadres politiques et réglementaires sont en place, il faut soutenir les institutions locales qui ont un intérêt particulier dans la protection de leurs ressources naturelles et

il faut renforcer leurs capacités de gérer et de contrôler un commerce local durable de viande de brousse.

Enfin, il convient de rappeler que dans les zones urbaines où l'on consomme la plus grande partie de la viande de brousse, celle-ci ne répond pas à un problème de sécurité alimentaire. Une stratégie en matière de viande de brousse pour la région devrait donc se concentrer sur la réalisation d'une exploitation durable dans les zones rurales, mais elle ne devrait pas chercher à «développer» ou à gérer une chaîne de la viande de brousse en zones urbaines. **En fin de compte, le but doit être de voir disparaître le commerce de viande de brousse en zones urbaines** en accentuant la pression sur les circuits d'approvisionnement au moyen de contrôles sur les principales voies d'accès (routes, cours d'eau, rail et voies aériennes). L'instauration de peines dissuasives pour le transport de viande de brousse par trains, transports publics ou privés (camions de transport de grumes, bus, bateaux) exigera une forte volonté politique mais pourrait réduire significativement le volume du commerce vers les villes.

Comme il n'y a pas de «remède miracle» au problème de la viande de brousse, il est recommandé de mettre en place une série de projets pilotes dans les différents pays afin de tester différentes approches des différents contextes présents dans la région. Ces projets pilotes devraient se fonder sur les leçons apprises des initiatives en cours, et les répéter où et quand c'est possible.

Idéalement, chaque projet pilote devrait intégrer autant que possible les conditions suivantes:

- être mené dans une zone contiguë à une AP qui reçoit un appui de longue durée de l'UE (ou d'un autre organisme). Il ferait partie du programme conservation communautaire/moyens de subsistance de l'AP;
- être mené en collaboration avec un partenaire privé (ex. en Afrique centrale avec une société d'exploitation forestière certifiée FSC) comme faisant partie de ses obligations de développement communautaire;
- inclure, ou être associé à, une initiative pour le développement d'une source alternative de protéines animales à un prix compétitif (p.ex. production intensive de poulets, là où il est possible



de produire de l'alimentation pour les poulets sans induire une perte d'habitat);

- inclure, ou être associé à, un programme pour développer une pêche durable de poissons d'eau douce (soit sauvages, soit produits en élevage);
- inclure une forte composante de recherche et de suivi, idéalement en association avec une organisation de recherche expérimentée – l'exploitation durable de la faune sauvage, spécialement dans des écosystèmes forestiers, est encore une science très inexacte;
- développer de fortes relations communautaires, pour renforcer les structures de sensibilisation et de gouvernance locale.

Associer le secteur privé, la gestion des AP et des partenaires de la recherche au travail avec les communautés locales apporterait une forte valeur ajoutée en termes de méthode scientifique, d'élaboration d'une bonne gouvernance locale, d'application de la loi et de renforcement de la sensibilisation.

5.5 DÉMANTELER LES RÉSEAUX DE CRIME CONTRE LES ESPÈCES SAUVAGES ET RÉDUIRE LA DEMANDE

Ce domaine est traité complètement dans le chapitre 5, dans la section sur le commerce de la faune. Les recommandations de ce chapitre sont parfaitement pertinentes dans le contexte de l'Afrique centrale.

Dernièrement, il y a eu un effort concerté pour traduire le plan d'action en dix points de la Déclaration de Marrakech en actions concrètes dans la région Afrique centrale. Le plan de Marrakech propose une série d'actions autour de trois thèmes principaux:

- instaurer une collaboration entre organisations et institutions;
- renforcer l'application de la loi;
- sanctionner la criminalité liée aux espèces sauvages de façon appropriée.

La réponse de l'Afrique centrale a été d'adopter un plan d'action régional intitulé PAPECALF (Plan d'action sous-régional des pays de l'espace COMIFAC pour le renforcement de l'application des législations nationales sur la faune sauvage) et d'initier un processus menant à l'établissement d'unités de coordination nationales (UCN) pour lutter contre les crimes contre la nature. Ces UCN réuniront tous les secteurs du gouvernement concernés par cette criminalité (Justice, Intérieur, Défense [Police, Police criminelle, INTERPOL], Finances [Douanes], Faune sauvage), ainsi que des ONG impliquées dans l'application des lois sur la nature, tels le réseau EAGLE et le WWF. La présence d'ONG de WEN (*Wildlife Enforcement Networks* – réseaux d'application des lois sur la faune) est essentielle pour garantir une transparence totale. Il conviendra aussi d'impliquer des représentants des missions diplomatiques dans les UCN.

Les UCN ayant une vocation interministérielle, il est suggéré qu'elles relèvent directement du Bureau du Premier Ministre. La mission des UCN sera de:

- établir un mécanisme pour collecter, stocker et partager les informations sur les crimes liés aux espèces sauvages;
- faire de la sensibilisation au sujet de la criminalité contre la nature auprès des parties prenantes et diffuser les informations sur les lois concernant la nature;
- renforcer les capacités des acteurs impliqués dans cette lutte.

L'UE soutiendra l'établissement d'UCN, mais apportera aussi:

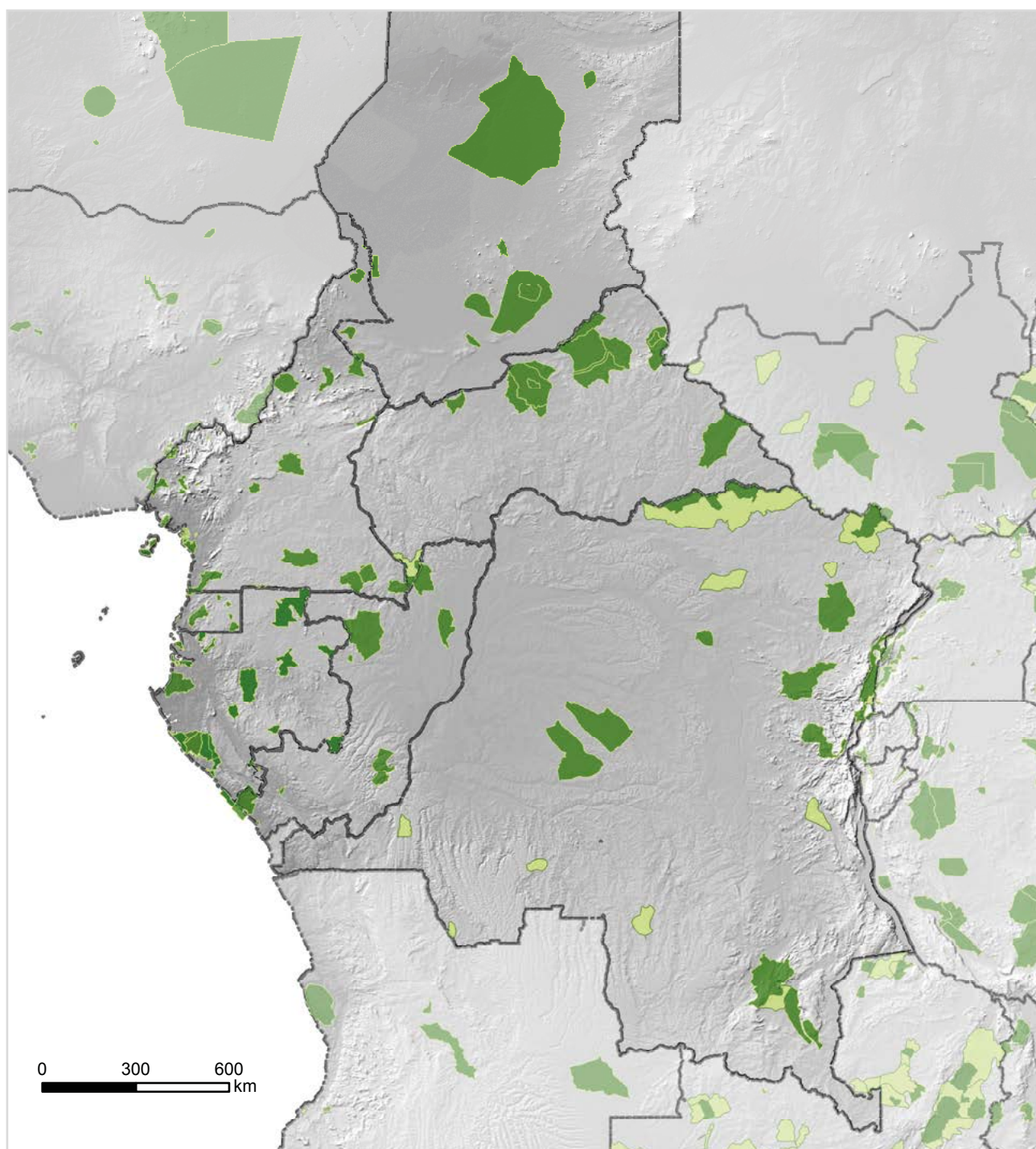
- **Un soutien continu des réglementations internationales sur le commerce**, par un appui des fonctions de base de la CITES et par l'expansion du Consortium international de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages (*International Consortium on Combating Wildlife Crime* – ICCWC). L'ICCWC est un effort de collaboration composé de cinq organisations intergouvernementales: la CITES, Interpol l'ONUDC (Office des Nations unies contre la drogue et le crime), la Banque mondiale et l'Organisation mondiale des douanes. Ils travaillent pour fournir un appui aux agences nationales chargées de l'application des lois sur la nature, ainsi qu'aux réseaux sous-régionaux et régionaux qui mènent cette lutte au quotidien. Le but est d'assurer des réponses mieux coordonnées aux crimes liées aux espèces sauvages, d'augmenter les chances de détection et de sanctions pour les criminels. L'ONUDC aide actuellement le Gabon à développer un plan pour améliorer les enquêtes criminelles sur des crimes liés aux espèces sauvages et pour disposer de capacités d'analyses génético-judiciaires Ce genre d'initiative doit être soutenu et élargi.
- **Appui du réseau EAGLE d'ONG d'application des lois sur les espèces sauvages.** Vu les problèmes de gouvernance et les faibles capacités de la sous-région, l'UE doit soutenir le réseau EAGLE. Ces ONG, où travaille un personnel national et international très motivé, ont démontré leur efficacité et leur efficience (elles opèrent avec des budgets extrêmement modestes) au cours des cinq dernières années. Elles travaillent bien avec les organes nationaux de maintien de l'ordre et contribuent considérablement au renforcement de leurs capacités. Elles aident aussi à garantir une plus grande transparence et une large couverture médiatique pour les opérations de lutte contre les crimes contre la nature.
- La mobilisation de **conseillers en sécurité pour les espèces sauvages** internationaux spécialisés (cf. chapitre 5, section 3.9.3.3) pour soutenir les UCN. Le démantèlement des réseaux criminels exige des compétences spécialisées qui existent rarement dans la région.



Annexes

> _ Annexes

FIGURE 8. Aires protégées dans la région Afrique centrale



Principales aires protégées (UICN cat. I à IV)



Autres aires protégées (UICN cat. V à VI)



ANNEXE 1. LE PARTENARIAT POUR LES FORÊTS DU BASSIN DU CONGO (PFBC)

Le partenariat réunit les dix États membres de la COMIFAC, les bailleurs de fonds, ONG, institutions scientifiques et représentants du secteur privé. Il est actuellement constitué de 48 membres qui partagent un engagement pour améliorer la communication et la coordination entre les membres, et qui souhaitent appuyer le plan de convergence de la COMIFAC en créant des synergies entre leurs projets, leurs programmes et leurs politiques respectifs.

Gouvernements:

Afrique du Sud, Allemagne, Belgique, Burundi, Cameroun, Canada, Commission européenne, Espagne, États-Unis d'Amérique, Guinée équatoriale, France, Gabon, Japon, Pays-Bas, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République du Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Tchad, Royaume-Uni.

Organisations internationales:

Banque africaine de développement, Banque mondiale, COMIFAC, FAO, *Global Mechanism of the United Nations Convention to Combat Desertification*, *Great Apes Survival Partnership*, Organisation internationale des bois tropicaux, secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, secrétariat de la Convention sur les espèces migratrices, PNUD, PNUE, UNESCO.

ONG et groupes de recherche:

African Wildlife Foundation, *Centre for International Forestry Research*, *CUSCO International*, *Conservation International*, *Forest Trends*, UICN, *Jane Goodall Institute*, *Last Great Ape Organisation*, Réseau africain de forêts modèles, *The Nature Conservancy*, *Wildlife Conservation Society*, *World Resources Institute* (WRI), WWF International.

Secteur privé:

American Forest and Paper Organisation, *Inter-African Association of Forest Industries*, *International Technical Association for Tropical Timber*, *Society of American Foresters*.

Source: <http://www.cbfp.org>

ANNEXE 2. LISTE DES DONATEURS ET DES PARTENAIRES TECHNIQUES NON GOUVERNEMENTAUX ACTIFS EN AFRIQUE CENTRALE

Les principales ONG mettant en œuvre des activités de conservation en Afrique centrale sont (par ordre alphabétique):

- **African Parks Foundation:** <http://www.african-parks.org/> – Promeut une approche de la conservation de type «business» au travers d'accords de PPP. Gère en Afrique centrale les PN de Zakouma (Tchad), d'Odzala-Kokoua (Rép. du Congo), de la Garamba (RDC).
- **African Wildlife Foundation:** <http://www.awf.org/where-we-work> – Active en RDC et au Cameroun. Se concentre sur des aires importantes pour les grands singes, notamment le paysage Maringa-Lopori-Wamba en RDC, une zone clé pour les bonobos, où elle appuie des initiatives de conservation, de recherche et d'amélioration des moyens de subsistance. Leur projet novateur de transport sur le fleuve Congo fournit un accès aux marchés pour les produits des cultivateurs de cette région enclavée.
- **Conservation International:** <http://www.conservation.org> – Appuie les initiatives communautaires de gestion des ressources naturelles dans le paysage Maiko-Tayna-Kahuzi-Biega qui comprend l'aire de répartition du gorille de Grauer. Aussi actif en Guinée équatoriale. Fait partie du *Critical Ecosystem Partnership Fund*: <http://www.cepf.net/Pages/default.aspx>
- **Fauna and Flora International:** <http://www.fauna-flora.org/> – Un membre fondateur du programme international de conservation des gorilles. Appuie la conservation de deux sous-espèces de gorilles de plaine au Cameroun et diverses activités de conservation dans les sites du patrimoine mondial en RDC. A aidé l'ICCN à développer sa stratégie de conservation communautaire.
- **Fondation Virunga:** <http://www.virunga.org> – Gère le PN des Virunga dans le cadre d'un accord de PPP avec l'ICCN. Bien que le conflit dans cette région fasse de l'application de la loi un thème majeur, le développement du tourisme (en particulier basé sur les gorilles et les volcans) reste éminemment pertinent et des initiatives novatrices pour améliorer le bien-être ont aussi été développées dans le domaine des besoins en énergie domestique (microcentrales hydro-électriques, fours améliorés, carburant efficient). L'éducation et la santé sont également des secteurs importants appuyés par le parc.
- **Fonds mondial pour la nature (WWF):** http://wwf.panda.org/who_we_are/wwf_offices/cameroon/ – Actif au niveau des paysages et des espèces (grands singes, éléphants). Impliqué dans la gestion d'aires protégées, le développement de politiques, le renforcement de capacités, les forêts communautaires et le combat contre la criminalité liée aux espèces sauvages. Un acteur majeur dans le paysage de la conservation en Afrique centrale.

- **Jane Goodall Institute:** <http://www.janegoodall.org/> – Actif dans l'est de la RDC et au sud ouest du Congo (centre de réhabilitation des chimpanzés de Tshimpounga). A développé un plan d'action pour les grands singes pour l'est de la RDC.
 - **Les amis du bonobo du Congo:** <http://www.lolayabonobo.org/> – Gère un sanctuaire pour bonobos confisqués à Kinshasa et les relâche dans la nature. Met en œuvre un programme de sensibilisation du public et d'éducation environnementale très efficace.
 - **Lukuru Foundation:** <http://www.lukuru.org/index.html> – Opère en RDC et se concentre sur la recherche et la conservation des bonobos dans les régions de la Lukuru et de la Lomami. Conduit également des recherches dans la zone de transition forêt-savane de Bili-Uere dans le nord de la RDC.
 - **Programme international de conservation des gorilles:** <http://igcp.org/> – Un consortium de AWF, FFI et WWF en partenariat avec les autorités de gestion des aires protégées d'Ouganda, de RDC et du Rwanda pour la protection de la population de gorilles de montagne et le développement durable de moyens de subsistance. Actif depuis 1991.
 - **Société zoologique de Francfort:** <https://fzs.org/en/projects-2/current-projects/> – Appuie actuellement les activités de gestion dans les PN des Virunga et de la Maiko. Aussi active au PN de l'Upemba jusqu'à fin 2013.
 - **Société zoologique de Londres:** <http://www.zsl.org/about-us> – Active en RDC, au Cameroun, au Gabon et en Guinée équatoriale. Entreprend des recherches sur la viande de brousse et teste des moyens de subsistance alternatifs. Travaille également sur des initiatives de conservation d'espèces (okapi, gorilles de montagne et de plaine).
 - **Société zoologique du Milwaukee:** <http://www.bonoboconservation.com/> – Active dans le PN de la Salonga, RDC, depuis 30 ans. Se focalise sur la recherche sur les bonobos, le suivi écologique, la formation et l'appui à la lutte anti-braconnage, l'éducation et l'alphabétisation des adultes.
 - **TRAFFIC:** <http://www.traffic.org/> – Le réseau de surveillance du commerce d'espèces sauvages, connu sous le nom de TRAFFIC, est la principale organisation non gouvernementale travaillant à l'échelle mondiale sur le commerce de plantes et d'animaux sauvages dans le double contexte de la conservation de la biodiversité et du développement durable. Il recherche et analyse les données et tendances du commerce, informe et incite les gouvernements et les organisations intergouvernementales à adopter, mettre en œuvre et faire respecter des politiques et législations efficaces sur la vie sauvage. Il fournit aussi au secteur privé de l'information et des conseils pour assurer que l'obtention de spécimens sauvages soit basée sur des standards de durabilité et sur les meilleures pratiques.
 - **UICN Afrique centrale et de l'ouest:** <http://www.iucn.org/fr/papaco/> – Impliquée dans le développement et l'application d'outils de gestion des aires protégées, les évaluations de sites Ramsar et du patrimoine mondial, et le renforcement des capacités de la société civile.
 - **White Oak Conservation Centre (Gilman Conservation International):** <http://wildlifeconservationglobal.org/> – Actif dans la réserve de faune à okapi (RDC) au travers de son projet de conservation de l'okapi depuis 1987, où il a fourni un appui substantiel et ininterrompu à la gestion générale de la réserve et aux initiatives de développement et d'éducation.
 - **Wildlife Conservation Society:** <http://www.wcs.org/where-we-work.aspx> – Active dans tous les pays de la zone forestière d'Afrique centrale, aux niveaux des paysages et des espèces (grands singes, éléphants, mammifères marins, etc.). Fortement impliquée dans la gestion de parcs, le renforcement des capacités, et la recherche et le suivi appliqués à la conservation. A été l'une des organisations pilotes dans le domaine du développement et de la promotion de méthodologies pour le monitoring et la recherche dans des environnements forestiers. Un acteur majeur dans le paysage de la conservation en Afrique centrale.
- D'autres organisations privées appuient les activités de conservation, notamment:
- **Ape Alliance:** <http://www.4apes.com/fr/> – Appuie des projets en faveur des gorilles de Grauer (Kahuzi-Biega), des bonobos (Lukuru) et des chimpanzés (centre de réhabilitation de Tshimpounga).
 - **Berggorilla & Regenwald Direkthilfe:** <http://www.berggorilla.org/en/home/> – Une ONG allemande dédiée à la collecte de fonds et au plaidoyer pour la conservation des gorilles.
 - **Biodiversité au Katanga:** <http://www.bakasbl.org/> – Une ONG congolaise consacrée à la conservation de la diversité biologique dans la province du Katanga, dans le sud de la RDC, par le biais de la recherche et de l'éducation.
 - **Birdlife International:** <http://www.birdlife.org/> – Le plus vaste partenariat au monde pour la conservation de la nature avec 13 millions de membres et 120 organisations partenaires à travers le monde. Rassemble les informations, surveille les zones importantes pour la conservation des oiseaux (ZICO) et appuie des initiatives partout en Afrique via son réseau de partenaires et de volontaires.
 - **Bonobo Conservation Initiative:** <http://www.bonobo.org/> – Opère dans diverses aires protégées de l'aire de répartition des bonobos en RDC et met en œuvre des projets éducatifs et de développement durable.
 - **Dian Fossey Gorilla Fund International:** http://gorilla-fund.org/programs/protecting_gorillas – Dédié à la conservation des gorilles et de leurs habitats au travers de l'appui à la recherche, à la protection et aux activités de conservation communautaire.
 - **Fondation Abraham:** <http://abrahamfoundation.org/> – Appuie des ONG de conservation qui réalisent en RDC et au Cameroun des activités de conservation qui ciblent les éléphants et les grands singes. Chaque année, les prix Abraham sont décernés à des protecteurs de la nature congolais qui ont contribué de manière exceptionnelle à la conservation. Au cours des années récentes, beaucoup de ces prix ont dû être remis à titre posthume à des familles de gardes morts en service.
 - **Fondation Arcus:** <http://www.arcusfoundation.org/> – Un bailleur important de projets visant les trois espèces de grands singes d'Afrique centrale au travers de nombreuses subventions à des ONG de conservation.



- **Fondation Aspinall:** <http://www.aspinallfoundation.org/conservation/conservation> – Réhabilitation des gorilles dans des forêts galeries de deux aires protégées sur le plateau des Batéké au Gabon et au Congo, et appui à la gestion des deux parcs.
 - **Fondation Born Free:** <http://www.bornfree.org.uk/> – Appuie les sanctuaires pour chimpanzés en RDC et au Cameroun, ainsi que le PN de Kahuzi-Biega en RDC et les activités de LAGA au Cameroun.
 - **Fondation Howard G. Buffett:** <http://www.thehowardg-buffettfoundation.org/> – Appuie la conservation, l'agriculture et le développement économique au travers de son Initiative pour la paix dans les grands lacs d'Afrique (100 millions d'USD mobilisés entre 1999 et 2014). Soutient actuellement les initiatives de développement en périphérie du PN des Virunga.
 - **Fondation Liz Claybourne et Art Ortenberg:** <http://www.lcaof.org/> – Se concentre sur la conservation des éléphants et l'appui à la gestion de parcs et de leurs zones tampons. Est un bailleur majeur de WCS en Afrique centrale.
 - **Fondation Margot Marsh pour la Biodiversité:** Fournit de petits subsides à une variété d'activités de conservation de primates en Afrique centrale.
 - **Fondation McArthur:** <http://www.macfound.org/tags/conservation/> – Appuie une large variété d'activités de conservation (inventaires, renforcement de capacités, gestion de parcs, éducation) par de petits subsides à des particuliers ou à des ONG. Fait partie du *Critical Ecosystem Partnership Fund*: <http://www.cepf.net/Pages/default.aspx>
 - **Fondation Murry:** <http://www.themurryfoundation.com/africa.php> – Les activités de la fondation comprennent: la construction et l'entretien d'écoles pour orphelins, le bien-être animal, la réhabilitation d'espèces menacées et leur mise en sanctuaires, l'appui à des projets VIH/SIDA, et l'achat de terrains pour divers projets.
 - **Fondation Rufford:** <http://www.rufford.org/> – Organisation basée en Grande Bretagne qui distribue de nombreux petits subsides pour une large palette de projets de conservation de la nature et de moyens de subsistance durables. Finance des projets partout en Afrique centrale.
 - **Fondation The Thin Green Line:** <http://thingreenline.org.au/> – Se concentre sur le soutien aux gardes au travers de formations, d'équipement et d'autres ressources dans des zones de conflit à haute valeur en biodiversité. Fournit de l'appui aux veuves et aux enfants des gardes tombés en service.
 - **Fonds international pour la protection des animaux (IFAW):** <http://www.ifaw.org/france> – Un groupe de pression très efficace qui combat la criminalité contre la nature par le plaidoyer politique et le soutien aux activités de conservation et d'application de la loi sur le terrain, avec une attention particulière pour les éléphants.
 - **Fonds pour la Nature Prince Bernhard:** <http://www.pbnf.nl/> – Appuie de petites initiatives locales en vue de la conservation et l'utilisation rationnelle des ressources naturelles. Le Fonds a pour but d'aider à sauver des espèces de faune et de flore en danger critique d'extinction.
 - **International Conservation and Education Fund:** <http://www.incef.org/> – Réalise et distribue des vidéos produites localement comme outils éducatifs pour promouvoir une amélioration de la santé et du bien-être des populations humaines et de la vie sauvage. Ceci est fait par un renforcement des capacités de professionnels des médias et d'éducateurs locaux afin de produire des films de qualité en langue locale, de les diffuser et d'en mesurer les impacts.
 - **International Primate Protection League:** <http://www.ippl.org/gibbon/> – Appuie des initiatives visant les primates en Guinée équatoriale (à Bioko), au Cameroun (LAGA) et au Congo (réhabilitation des chimpanzés).
 - **Mohammed bin Zayed Species Conservation Fund:** <http://www.speciesconservation.org/> – Appuie la conservation des bonobos dans la région du Tshuapa-Lomami Lualaba.
- Parmi les universités et organisations de recherche internationales actives en Afrique centrale, on relève:
- **Centre commun de recherche (JRC):** <https://ec.europa.eu/jrc/> – Le JRC de l'UE supervise la mise en œuvre des projets BIOPAMA et OFAC et appuie des organisations locales au travers de renforcement de capacités, de fourniture de cartes et d'autres données.
 - **Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD):** <http://www.cirad.fr/> – Les thèmes de recherche comprennent la biodiversité et le développement, la diminution de l'insécurité alimentaire, la gestion durable des écosystèmes forestiers, le suivi de l'émergence de plantations agro-industrielles, et l'épidémiologie de maladies animales.
 - **Centre international pour la recherche en agroforesterie (ICRAF):** <http://www.cgiar.org/cgiar-consortium/research-centers/world-agroforestry-centre/> – Un consortium de 15 organisations de recherche travaillant sur un large éventail de sujets relatifs à l'agroforesterie et l'agriculture durable.
 - **Centre pour la recherche forestière internationale (CIFOR):** <http://www.cifor.org/> – Les thèmes de recherche incluent les changements climatiques, les forêts communautaires et de petits propriétaires, les compromis entre conservation et développement, la globalisation du commerce et des investissements, et la production forestière.
 - **Environmental Investigation Agency (EIA):** <http://eia-international.org/> – Une organisation militante indépendante dédiée à la protection de la nature contre les maltraitances et les crimes environnementaux. Leurs domaines d'expertise comprennent les écosystèmes et la biodiversité, les crimes environnementaux, la gouvernance et les changements climatiques.
 - **Institut Max Planck d'anthropologie évolutive:** <http://www.eva.mpg.de/> – Se concentre sur la conservation et la recherche sur les bonobos et les gorilles en RCA, Gabon, RDC, Rwanda et Ouganda. A développé et abrite la base de données «grands singes» de l'UICN-A.P.E.S.
 - **Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT):** <http://www.itto.int/fr/> – Organisation intergouvernementale promouvant la conservation et l'aménagement durable des forêts tropicales.

- **Rainforest Foundation UK:** <http://www.rainforestfoundationuk.org/> – Soutient les efforts des populations forestières autochtones pour protéger leur environnement et assumer leurs droits à la terre et à un mode de subsistance durable. A produit de nombreuses analyses excellentes sur des questions relatives à la forêt (changements climatiques, peuples autochtones, conservation, politiques et législations, droits et moyens de subsistance).
- **Université Catholique de Louvain:** Un partenaire de l'OFAC qui fait également la cartographie du couvert forestier, des analyses et de la formation.
- **Université d'État du Dakota du Sud (SDSU):** <http://www.sdstate.edu/> – Suivi de l'évolution du couvert forestier dans le bassin du Congo, particulièrement dans et autour des aires protégées, et formation. Un partenaire de l'observatoire des forêts d'Afrique centrale (OFAC).
- **Université de Kyoto:** <http://www.kyoto-u.ac.jp/en> – Entreprend des recherches sur les grands singes en RDC et au Gabon.
- **Université du Maryland:** Un partenaire de l'OFAC qui fait la cartographie du couvert forestier, des analyses et de la formation.
- **Université de Stirling:** Impliquée dans la recherche sur les primates depuis de nombreuses années.
- **World Resources Institute:** <http://www.wri.org/> – Cartographie de la forêt dans le bassin du Congo. A produit l'atlas forestier de chacun des pays d'Afrique centrale.